

N°414 - été  
2013 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

# Silence

## Énergies

Les renouvelables limitées  
par leur intermittence ?

## Technofolie

Pire que les OGM :  
la biologie de synthèse

# Alternatives dans l'Ain

# 3 Questions à...

## SOS homophobie

### 1 - Comment les oppositions à la loi sur le mariage pour tous ont-elles contribué à développer et banaliser les discours homophobes ?

Les oppositions ont d'abord souvent consisté en arguments qui reposent sur des stéréotypes sexistes et homophobes, avec un rôle social et familial attribué aux femmes et un autre, nécessairement différent, attribué aux hommes. Cela permet de supposer que, pour les opposant-e-s, le couple homosexuel vient bousculer ces représentations et cela génère une réaction de rejet. Par ailleurs, de la juxtaposition par certains avec la pédophilie, la polygamie ou l'inceste à la croyance que deux personnes de même sexe sont moins aptes que d'autres à élever un enfant épanoui ou équilibré, les oppositions ont concentré une justification de la marginalisation des personnes homosexuelles. Entre légitimation du rejet, diabolisation de l'homosexuel-le, ou discours sous-entendant qu'une personne homosexuelle vaut moins qu'une personne hétérosexuelle, cela a contribué à libérer les paroles et les actes homophobes dans la population.

### 2 - Quelles formes prennent les actes d'homophobie aujourd'hui ?

Les agressions physiques sont toujours présentes et préoccupantes, mais c'est l'agression verbale qui ressort aujourd'hui le plus fortement. Ça peut être des insultes, des appels à la haine, des blagues véhiculant les stéréotypes. C'est moins spectaculaire que des coups et blessures, mais plus insidieux et cette accumulation peut générer du mal-être chez les personnes contactant SOS homophobie.

Les autres manifestations sont très variées : discours stigmatisant, rejet pouvant aller jusqu'à l'exclusion, harcèlement moral, discrimination au travail (licenciement, refus de promotion...), au sein d'un commerce (par exemple refus de réserver une chambre double pour un couple homosexuel, refus de louer un appartement à deux femmes ou deux hommes), des menaces ou du chantage, un outing (1). Que ce soit sur internet, au travail, dans la famille, dans le voisinage, dans les lieux publics, la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie sont présentes partout.

le mois de LASSERPE

#### FUKUSHIMA: TEPCO VEUT REJETER L'EAU RADIOACTIVE DANS L'OcéAN



#### ÉCOLE: 1 HEURE DE MORALE À LA RENTRÉE



#### PRINTEMPS POURRI



## quoi de neuf ?

N°400

Offrez le livre

Vous avez aimé le numéro 400 sur les 600 dates de l'écologie ? Vous pouvez l'offrir sous forme de livre.

Celui-ci avec une couverture plus rigide est disponible contre 12 € l'ex (+ forfait de 4 € de port. Frais de port offerts à partir de cinq exemplaires).



## Numéros régionaux

Nous avons déjà publié 28 numéros régionaux.

### Numéros épuisés :

- Alsace (n°218) • Bretagne (n°259-260) • Limousin (n°265-266) • Rhône (n°272-273) • Normandie (n°278-279) • Isère (n°285-286) • Aquitaine (n°291-292) • Franche-Comté (n°298-299) • Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306) • Poitou-Charentes (n°312-313) • Drôme-Ardèche (n°318-319) • Nord-Pas-de-Calais (n°325-326) • Ariège-Hautes-Pyrénées (n°331) • Paris (n°337) • Var-Alpes-Maritimes (n°342) • Centre (n°348) • Haute-Garonne et Gers (n°353) • Savoies (n°364) • Nièvre et Saône-et-Loire (n°370) • Lozère et Gard (n°375) • Vendée et Maine-et-Loire (n°386)

### Numéros disponibles :

- Seine-Saint-Denis (n°359) • Val-de-Marne et Essonne (n°381) • Auvergne (n°392) • Lorraine (n°397) • Hauts-de-Seine - Yvelines (n°403) • Nord Midi-Pyrénées (n°408) • Ain (n°414)

### Les prochains devraient être consacrés à :

- Picardie (janvier 2014) • Sarthe et Mayenne (été 2014) • Corse (janvier 2015)

## Val d'Oise

Les alternatives dans le Val d'Oise sont reportées à plus tard. Nous avions prévu de les présenter en janvier prochain dans le même numéro que la Picardie. Les nombreuses réponses reçues de Picardie et les faibles réponses venues du Val-d'Oise font que le numéro de janvier sera consacré à la seule Picardie.

## Picardie

Nous avons maintenant décidé des reportages que nous ferons fin août. Pour compléter les pages brèves, il est possible de nous envoyer encore des informations jusqu'à la fin septembre.



### 3 - Pensez-vous que la prévention de l'homophobie est suffisante ? Par exemple, faut-il mettre l'accent sur la sensibilisation dans les écoles ?

La prévention que conduisent SOS homophobie et d'autres associations est primordiale. Mais, même avec plus de 10 000 élèves sensibilisés chaque année, cela représente une faible proportion des adolescent-e-s. Il en faudrait davantage, d'autant plus quand nous constatons que parmi les auteur-e-s d'agressions physiques, 8 % ont moins de 18 ans, et 24 % ont entre 18 et 24 ans. Il est fondamental que les associations puissent continuer à intervenir, mais il faut aussi pouvoir former les enseignant-e-s, communiquer via des affiches, des brochures, citer explicitement l'orientation sexuelle dans les différents outils existant pour la prévention du harcèlement scolaire.

Il faudrait aussi pouvoir intervenir plus tôt, avant que ne se forment les stéréotypes chez les adolescent-e-s.

En outre, il ne faut pas faire de la prévention que dans les écoles. Bien des personnes n'ont pas été sensibilisées durant leur scolarité, et le travail et la famille font partie des principaux contextes recensés. Il est donc notamment essentiel d'intervenir dans les différents milieux professionnels public et privé, dans toute taille de structure, comme ce que fait SOS homophobie avec les interventions et formations pour adultes.

> SOS homophobie, 34, rue Poissonnière, 75002 Paris, ligne d'écoute : 0 810 108 135 - [www.sos-homophobie.org](http://www.sos-homophobie.org)

(1) L'outing est le fait de révéler l'homosexualité d'une personne contre sa volonté (ndlr).

# SOMMAIRE

## édito / dossier du mois

### Alternatives dans l'Ain

sommaire détaillé page suivante

4 à 24



## Energies

### Les renouvelables limitées par leur intermittence ?

Michel Bernard

39



## Zone à défendre

### Notre-Dame-des-Landes Vols suspendus ?

Entretien avec

Geneviève Leboutoux et Marcel Thébaud

42



## Technofolie

### Pire que les OGM : la biologie de synthèse

Guillaume Gamblin

44



## Transition

### Nouvelle maquette

Silence

48s.lence

## Art urbain

### Le Coin des Rêves

LaboRamdam

56



# brèves

- |   |   |
|---|---|
| 25 OGM  | 30 Fukushima  |
| 25 Santé  | 20 Nucléaire  |
| 26 Les poupées « populaires »                                 | 31 Énergie  |
| (Michel Scrive)   | 32 Femmes, Hommes, etc.                             |
| 26 Alternatives   | 32 Nord/Sud   |
| 26 Initiatives positives pour un changement de société global | 33 Teutates, le Traité franco-britannique nucléaire |
| (Pauline Orain)   | (Dominique Lalanne)                                 |
| 27 Bilan financier 2012                                       | 33 Paix   |
| 26 Un collectif cycliste gonflé à bloc                        | 34 Décroissance                                     |
| (Annie Gauthier)  | 34 Société  |
| 28 Vélo   | 35 Politique  |
| 28 Climat   | 36 Agenda   |
| 29 Environnement  | 38 Annonces   |
|   | 49 Courrier   |
|   | 50 Livres   |

### PARIS : LE PÉRIPHÉRIQUE FÊTE SES 40 ANS



### TRANSPARENCE TOUS AZIMUTS



## Prochain dossier :

### Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?

VENEZ NOUS VOIR les 22 et 23 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 19 et 20 septembre, 17 et 18 octobre, 14 et 15 novembre...



Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9 h 30 les samedis 31 août (pour le n° d'octobre), 28 septembre (pour le n° de novembre), 26 octobre (pour le n° de décembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 29 mai 2013.

# Éditorial

## Ain possible

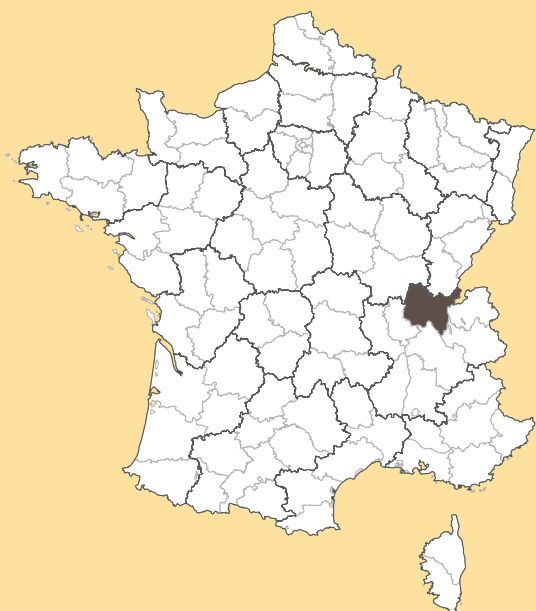
**L**e vaste département de l'Ain, qui va de la vallée de la Saône, au nord de Lyon, à la frontière suisse, est géographiquement découpé en quatre régions. A l'est, le pays de Gex, entre les montagnes du Jura et le canton de Genève, est sous l'influence de la grande ville : beaucoup de frontaliers y travaillent, avec comme conséquence un niveau de vie plus élevé que la moyenne et des terrains agricoles peu à peu rongés par l'urbanisation. Au centre, le Bugey, partie sud du massif du Jura, se développe dans un large méandre du Rhône. Sur ces hauteurs, les espaces sont vastes, les transports collectifs peu nombreux, les vallées parallèles difficiles à joindre entre elles. Au nord-ouest, la Bresse est surtout consacré à l'élevage du poulet nourri au maïs intensif. Au sud-ouest, la Dombes est un vaste plateau avec de nombreux étangs qui, remplis, servent à l'élevage de carpes et, vides, à la culture du maïs. Elle est progressivement grignotée par l'agglomération lyonnaise.

C'est sans surprise que l'on constatera dans ce dossier que la plupart des alternatives rencontrées se situent dans le Bugey, région la plus éloignée des grandes agglomérations et de l'agriculture intensive. C'est aussi la plus accessible financièrement pour les néoruraux d'hier et d'aujourd'hui. C'est aussi, historiquement, une région de résistance, de la Deuxième Guerre mondiale à la lutte contre Superphénix, en bordure du Rhône, des années 1975 à 1997. C'est encore là, aujourd'hui, que se trouve la lutte contre la centrale de Bugey.

Michel Bernard ■

<b>A</b>	<b>A Bourg-en-Bresse, on s'enCanaille</b>	<b>5</b>
	<b>La bergerie de la Cordière</b>	<b>8</b>
<b>C</b>	<b>L'école Montessori bilingue du Valromey, pour grandir à son rythme</b>	<b>11</b>
		<i>Sylvie Barral</i>
<b>i</b>	<b>J'art d'Ain partagé</b>	<b>12</b>
<b>S</b>	<b>Centrales photovoltaïques couplées au réseau : de Phébus (1992) à Pic Bois (2010)</b>	<b>14</b>
		<i>Georges David</i>
<b>S</b>	<b>Remous au Marais de Lavours</b>	<b>16</b>
<b>O</b>	<b>La Roulotte des laines</b>	<b>18</b>
	<b>Objectif Gaïa</b>	<b>20</b>
<b>d</b>	<b>Alternatives en bref dans l'Ain</b>	<b>23</b>

Dossier coordonné par Michel Bernard.



Objectif Gaïa

Marie Clémis



Phébus

D. R.



Roulottes des Laines

Marie Clémis





## A Bourg-en-Bresse, on s'enCanaille

Marie-Clem's

**L'association RESO anime un restaurant face à la gare. Repas pas cher et projet social sont au menu.**

LA SALLE DE RESTAURATION PEUT ACCUEILLIR UNE CINQUANTAINÉ DE PERSONNES... MAIS MIEUX vaut réserver car c'est souvent plein. Un seul menu pour tout le monde : entrée, plat, fromage et dessert, boisson et café, 8,50 € tout compris. Ce n'est pas cher et c'est bon. Mais l'essentiel est ailleurs... à commencer par les murs où s'étalent des textes engagés qui montrent que l'on n'est pas dans un restaurant tout à fait normal.

### Un toit c'est un droit ?

Il faut remonter aux années 1970 pour connaître le début de l'histoire. C'est à ce moment-là qu'une loi encadre l'ouverture de centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS). A Bourg-en-Bresse, l'association Foyer accueil réinsertion (FAR) se met en place avec des structures proches de l'Abbé Pierre, du Secours catholique... Elle ouvre un lieu d'accueil en 1973 pour une soixantaine de personnes. Le premier directeur, militant à la CFDT, procédera à plusieurs recrutements en privilégiant un personnel très militant, provenant de la CFDT, du PSU ou de la LCR<sup>(1)</sup>. Le financement de ces centres est assuré par l'Etat, par l'intermédiaire des DDASS<sup>(2)</sup> qui paient des journées d'hébergement.

La première année, le conseil d'administration (CA) de FAR réunit des représentants de la

préfecture, de la mairie et du Secours catholique. Très vite, les salariés-militants n'apprécient pas cette tutelle et, en lisant les statuts, découvrent que le conseil d'administration est élu par les adhérents sans qu'aucune place ne soit réservée aux représentants des administrations<sup>(3)</sup>. Ils incitent de nombreux bénévoles à adhérer et, à la première assemblée générale, après le vote, le CA est composé uniquement de militants associatifs. Les salariés mettent alors en pratique une politique autogestionnaire.

La structure grossit, non sans conflits avec les administrations. Cela impose de fréquentes négociations pour être payés. Parfois, cela va jusqu'au tribunal mais globalement l'aventure se poursuit... jusqu'au début des années 2000.

En 1993, l'opportunité d'acheter un hôtel en faillite dans le centre de Bourg-en-Bresse leur fait créer l'association OSER, qui transformera cet hôtel deux étoiles en hôtel social.

### Conflit ouvert, désobéissance et liquidation

Après l'ouverture aux pays d'Europe de l'Est, dans le courant des années 1990, les demandeurs d'asile qui contactent le FAR sont de plus en plus nombreux. Jusque là, lorsque ces personnes se

■ Réseau Echanges Solidarité, restaurant *La Canaille*, 1, rue Pierre-Sénard, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 21 44 86. [www.association-reso.fr](http://www.association-reso.fr)

(1) La CFDT prône alors une organisation autogestionnaire des travailleurs comme le Parti socialiste unifié (PSU), dont une partie se retrouve aujourd'hui au sein des Alternatifs Rouge et Vert. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) est devenue le Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

(2) Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

(3) Cette faille sera corrigée avec des collèges dans les CA et, par la suite, les adhérents des structures financées par les collectivités publiques ne pourront plus écarter les représentants institutionnels !



Marie Clémis

présentaient à la porte de l'établissement, le personnel salarié pouvait prendre seul la décision de les héberger.

A partir de 2002, la loi change<sup>(4)</sup>. Désormais, les demandes d'hébergement doivent être soumises à la préfecture, qui doit alors trouver une place disponible. Cela permet évidemment de distinguer les bons réfugiés des autres, ceux qui ont des papiers de ceux qui n'en ont pas. Et la préfecture n'est pas ouverte en permanence, d'où des délais d'attente parfois longs.

Les salariés d'OSER, refusant cette nouvelle méthode, continuent d'accepter n'importe qui, et ceci vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les mesures de rétorsion sont immédiates : la DDASS ne rembourse plus que les journées d'hébergement des personnes hébergées dans le cadre réglementaire.

OSER voit ainsi fondre ses ressources financières, d'autant plus vite que les réfugiés sans

papiers viennent évidemment nombreux dans l'une des rares structures qui les acceptent et qui, par le réseau militant présent autour, les protègent.

Le nombre de demandes augmentant, les locaux s'avèrent trop petits. L'association s'engage alors aux côtés d'autres groupes qui pratiquent des réquisitions de logements vides.

Si leur refus de limiter l'accueil aux personnes envoyées par la préfecture reste légal (mais pas financé), l'activisme militant, lui, est très mal perçu ; les pressions administratives s'intensifient. Malgré des soutiens militants, les caisses se vident et début 2007, l'association est placée en redressement judiciaire. Nous sommes en pleine campagne présidentielle. L'association organise un campement devant la préfecture qui va durer trois mois. En vain. En octobre 2007, elle est liquidée. Dix-huit salariés sont licenciés.

## D'OSER à RESO

Parallèlement à OSER, d'autres structures d'accueil ont vu le jour à Bourg-en-Bresse. La question était de savoir ce que l'on pouvait faire pour les personnes logées sur le long terme par OSER. Les salariés devaient une éventuelle fermeture de l'hôtel social : parallèlement à OSER, ils mettent en place une nouvelle structure nommée Réseau échange solidarité (RESO), qui, le moment venu, reprendra l'hôtel. Celui-ci est habité par des résidents qui restent dans la durée : RSA, sortants de psychiatrie, petites retraites, personnes sous tutelle, mères en difficulté...

Cela se passe de telle manière que les résidents permanents ne se rendent même pas compte du changement administratif. Pendant les six premiers mois, les anciens salariés, bénéficiaires d'indemnités de chômage, continuent à travailler bénévolement. Mais la préfecture a bien compris qu'elle avait affaire aux mêmes insoumis et a tout de suite bloqué tout espoir de financement institutionnel.

Finalement, c'est la fondation Abbé-Pierre qui fournit l'argent nécessaire au fonctionnement. De fin 2007 à 2010, l'association pare au plus pressé. Elle embauche un premier permanent, Paul, pour l'accueil des personnes en juillet 2008.

A cette époque est adoptée la loi sur le droit au logement opposable (DALO). Elle devrait en principe favoriser l'accession au logement des plus défavorisés... mais en passant par les préfectures, ce qui de fait exclut les sans-papiers. Alors que tous les autres centres se sont pliés à ce nouveau fonctionnement, RESO reste aujourd'hui une exception.

Le conseil d'administration est composé essentiellement d'anciens salariés et d'anciens adhérents. Certains salariés, dont l'ancien directeur, arrivent à l'âge de la retraite, ce qui va faciliter les choses.

Ne fonctionnant plus sous le statut de CHRS, il devenait possible d'utiliser l'hôtel social pour d'autres activités. En 2010, il est décidé de se

(4) Date d'arrivée de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur



diversifier. L'hôtel dispose d'une salle de réfectoire, que l'on transformera en salle de restaurant ouverte à tous : la Canaille. De même, la salle de réunion, à l'étage, deviendra une salle mixte réunion-spectacle : la salle Olympe de Gouges. La fondation Abbé-Pierre donne son accord, à condition que les nouvelles activités soient accessibles aux plus pauvres.

## Beau succès pour la Canaille

De janvier à septembre 2010, de nombreux adhérents (ils sont environ 70) participent aux travaux de mise aux normes du restaurant pour l'ouvrir au public. Les procédures administratives sont menées.

Martine, ancienne salariée d'OSER, est embauchée en septembre 2010 pour faire la cuisine. Deux salariés à temps partiel assurent le service. Le restaurant ouvre à la rentrée, avec l'idée d'être un restaurant ouvrier sans limitation du public (donc pas un resto social) où tout le monde mange la même chose, à un prix relativement bas (7,50 € à l'ouverture, 8,50 € aujourd'hui). Les repas sont équilibrés et, dès le départ, il y a la volonté d'acheter local, si possible sans intermédiaire voire, quand c'est possible, bio.

La pratique imposera de modifier un peu le projet : côté approvisionnement, il s'avère impossible d'avoir des fournisseurs locaux réguliers (ceux qui existent sont déjà pris par les AMAP) et une partie de la nourriture proviendra donc d'une centrale d'achat. Mais la volonté reste de faire local et un projet de jardin est envisagé en complément.

Dans un premier temps, la Canaille obtient que 400 m<sup>2</sup> du parc du Conseil général, situés à l'arrière du restaurant, leur soient prêtés pour créer un potager qui assure une partie des salades. Comme cela ne suffit pas, l'équipe cherche un autre terrain et trouve un jardin, moitié potager moitié verger, à moins de 10 km du restaurant qu'un vieux monsieur souhaite transmettre. Après une première saison, le propriétaire leur propose de l'acheter : 2013 va être leur première saison réelle de production, grâce à un jardinier embauché à mi-temps. Dans une partie du jardin, un poulailler assurera la production d'œufs : le restaurant en consomme 3000 par an. Un accord a été passé avec une Maison rurale voisine, qui accueille des prisonniers en semi-liberté. Ceux-ci viennent aider au jardin, comme les adhérents.

Autre modification : le public qui vient manger. Au départ, la salle disposait de 20 places. Le premier jour d'ouverture, 17 personnes se présentent... puis cela ne fait qu'augmenter. Rapidement, ils ont l'idée de construire une véranda pour couvrir la terrasse existante. C'est encore la fondation Abbé-Pierre qui aidera le financement. La capacité du restaurant monte alors à 60 places... et aujourd'hui, c'est presque tout le temps plein, avec 50 personnes en moyenne par service (seulement les cinq midis en semaine).



Le public n'est pas le plus pauvre... Il s'agit surtout d'employés de la gare (en face) ou du Conseil général (à côté), de personnes en formation dans un organisme proche... et peu des plus pauvres<sup>(5)</sup>. Si les prix peuvent être maintenus aussi bas, c'est grâce à l'engagement des bénévoles, dont une vingtaine participe régulièrement à différentes tâches. La nourriture coûte environ 40 % du prix final. Le restaurant est devenu, de fait, un lieu de débat actif.

L'association a réussi quand même à trouver quelques subventions : le Conseil général a donné 4000 € pour le lancement du jardin... la Fondation Vinci a accordé une aide de 14 000 € pour la mise aux normes de la salle de spectacle et autant pour l'achat de serres agricoles.

L'association reste financièrement fragile : après un déficit de 18 000 € en 2011, elle a de nouveau un déficit de 25 000 € en 2012... ce qui se traduit, pour le moment, par l'incapacité de faire les gros travaux d'entretien de l'hôtel.

Le dernier problème de l'association est le renouvellement des générations : beaucoup d'adhérents sont engagés depuis les années 1970. Ils sont donc souvent à la retraite ou sur le point de la prendre. La salle de spectacle, le jardin, le restaurant et l'hôtel sont pourtant autant d'activités dans lesquelles les jeunes alternatifs d'aujourd'hui devraient s'investir... surtout lorsque l'on se retrouve ainsi dans une association qui sait si bien combiner les enjeux politiques.

M. B. ■

(5) Même si les résidents de l'hôtel ont un tarif préférentiel de 6 €



# La bergerie de la Cordière

▲ Marie Arcan et son bouc.

**Jean et Marie Arcan ont repris très jeunes une exploitation familiale qui dispose de sa propre boucherie et fournit une excellente viande... selon des conditions d'élevage plus strictes que l'actuel label bio, et une distribution locale.**

■ **Bergerie de la Cordière,**  
Marie et Jean Arcan, 01640  
L'Abergement-de-Varey, tél : 06  
30 45 17 24 (Jean pour les  
visites) ou 06 88 44 71 39  
(Marie pour les commandes),  
www.bergeriedelacordiere.fr

**A** PRÈS UNE CARRIÈRE DANS LA VENTE DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR AUTOMOBILE, LE PÈRE de Jean et Marie Arcan, habitant Lyon, se promène dans la région quand il découvre les ruines d'une ferme avec une vue extraordinaire, au-dessus de la plaine de l'Ain. Il se renseigne, trouve le propriétaire et le soir même, ils signent un compromis de vente. En 1996, dans le but de faire revivre ce plateau, il se lance dans l'élevage de vaches et de moutons et reconstruit la ferme. Il crée un GAEC<sup>(1)</sup> en s'associant avec d'autres éleveurs. Il se marie sur place avec une viticultrice. Ils auront trois enfants : Marie, Jean et Paul.

## Amour vache

En 1997, lors de la crise de la vache folle, le troupeau de vaches est vendu. Il décide de passer intégralement aux moutons, en extensif. Le GAEC connaît alors un changement d'associé. Progressivement, le troupeau augmente pour atteindre 1100 mères. Le principal revenu de la ferme est la vente de viande d'agneau. Une boucherie est construite sur place et un boucher salarié prépare la viande.

En 2002, ils s'associent avec un jeune, Fabien, qui veut développer du cochon de plein air. Ils commencent avec une quinzaine de bêtes. Ceux-ci sont élevés à l'extérieur : abreuvoir, nourriture et abri sont installés en lisière de forêt, ainsi que de

larges enclos de plusieurs hectares de liberté en forêt.

## Les enfants reprennent

En 2008, le père prend sa retraite et il est prévu que Jean, tout juste âgé de 18 ans, prenne sa suite. A ce moment, le troupeau va mal. Il y a beaucoup de mortalité provoquée par la galle et la petite douve du foie, et il ne reste que 300 mères. L'année est difficile avec 40 000 € de pertes.

Jean a obtenu un brevet d'études professionnelles agricole à Bourg-en-Bresse (Ain) puis un bac Pro à la MFR de Divajeu (Drôme)<sup>(2)</sup>. Depuis l'âge de 12 ans, il veut élever des moutons. Pendant les vacances scolaires, il travaillait déjà à la ferme : il est donc enchanté de pouvoir reprendre l'entreprise aussi vite. Mais Fabien, l'associé d'alors, annonce qu'il ne veut pas rester. Jean se retrouve donc, à partir de juillet 2008, seul au sein du GAEC. Légalement, il dispose d'un an pour retrouver un associé.

Marie, sa sœur aînée, passait plus de temps à aider sa mère dans les vignes. Elle a passé le bac au lycée viticole de Mâcon (Saône-et-Loire). Arrivée sur le terrain, elle découvre qu'elle ne souhaite pas faire de la vigne son métier et poursuit par un brevet de technicien supérieur (BTS) de diététicienne à Lyon. Sans travail à la fin de ses études, elle revient à la ferme pour économiser le loyer et



occupe un poste de caissière dans une station-service, sur l'autoroute. Là, elle découvre qu'elle aime le contact avec les gens, donc le commerce.

Quand son frère se retrouve seul à la tête de la ferme, elle l'aide ponctuellement et ils évoquent la possibilité qu'elle devienne associée au sein du GAEC. Elle se décide en une semaine et se lance dans une formation en alternance pour passer un BPREA<sup>(3)</sup> qui doit lui permettre d'obtenir les aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs (26 000 €). Elle s'investit dans l'aide à la préparation, au sein de l'atelier de boucherie, et reprend et développe la vente sur les marchés lyonnais. Comme c'est extrêmement prenant, elle a du mal à suivre la formation. Elle obtient la possibilité d'y assister en "installation progressive", ce qui lui laisse trois ans pour obtenir son diplôme. Elle finit par l'obtenir en 2011.

Le troisième enfant de Pierre, Paul, 17 ans aujourd'hui, suit encore des études agricoles, mais il est prévu qu'il rejoigne prochainement le GAEC. Il est en alternance dans une ferme porcine et devrait s'occuper ensuite plus particulièrement des naissances.

## Un travail intensif

La grande satisfaction de Jean et Marie, à 23 et 25 ans, est d'avoir toujours eu des comptes positifs depuis la reprise du GAEC. Mais cela nécessite un travail important.

Marie fait chaque semaine quatre marchés à Lyon avec une double journée le mercredi : réveil à 6 h du matin, départ pour le marché de la Croix-Rousse, vente et rangement à 14 h. Puis elle part pour la place Carnot, toujours à Lyon, où elle occupe le marché du soir. Retour à la maison à 22 h avec 130 clients en moyenne ! Elle assure deux autres marchés dans la semaine. Jean en fait un (à la Croix-Rousse) le samedi. Outre ces cinq ventes hebdomadaires, le GAEC fournit en viande deux AMAP (Croix-Luizet à Villeurbanne, près de Lyon, et Ambérieu-en-Bugey, près de la ferme) ainsi qu'une épicerie : *De l'autre côté de la rue*<sup>(4)</sup>. C'est un adhérent de l'AMAP de Croix-Luizet qui les a contactés en premier ; les autres ont suivi.

Le père, qui les a aidés au départ, continue ponctuellement à conduire le tracteur et il assure régulièrement la comptabilité.

Le nombre de brebis est remonté à 650 mères et les cochons à 250 têtes. Un équilibre financier a été trouvé et l'idée est d'augmenter à 850 brebis et 15 truies lorsque Paul entrera dans le GAEC. Cela permettra de revenir à des horaires de travail plus



▲ Jean Arcan



▲ Un cochon en semi-liberté.

(1) Groupement agricole d'exploitation en commun

(2) Les maisons familiales et rurales forment des jeunes à des métiers ruraux en alternance : une semaine de formation, deux semaines chez un professionnel.

(3) Brevet professionnel d'exploitant agricole

(4) AMAP Croix-Luizet, croix-luizet.no-log.org, AMAP Ambérieu, www.amaphort.fr, Epicerie de l'Autre côté de la rue, 75, cours de la Liberté, 69003 Lyon, tél : 04 72 60 88 05, www.delautrecotedelarue.net



▲ Brebis à l'intérieur, en hiver.



▲ Cochons vagabonds.



▲ La bergerie construite par le père.

viables sur le long terme. Progressivement, les emprunts arriveront à terme pour les bâtiments agricoles, ce qui devrait permettre d'augmenter les revenus sans augmenter le travail.

Ils espèrent qu'ensuite, ils auront plus de temps pour s'impliquer dans la vie locale car depuis 2009, le travail les occupe en continu.

## Assurer la meilleure vie possible aux bêtes

Les trois enfants manifestent qu'ils aiment leurs bêtes dans leurs gestes de tous les instants. Marie explique que pour eux, l'important est qu'elles soient le plus heureuses possible, même si elles finiront par être mangées.

Les bêtes vivent le plus possible à l'extérieur. Les brebis ne rentrent dans les bergeries que pendant la période d'agnelage (en hiver). Il n'y a pas d'insémination artificielle (alors que c'est autorisé en bio), les cochons disposent de vastes surfaces avec des zones de boue pour prendre des bains, des zones ensoleillées pour se prélasser, des herbages, des arbres pour se gratter, un abri pour dormir et beaucoup d'espace.

Le seul engrais utilisé est le fumier. Les compléments alimentaires sont sans OGM (pas de soja importé). Enfin, alors que rien ne l'impose dans les labels bio, ils valorisent au maximum le local, que ce soit en amont ou en aval du GAEC.

Ils préfèrent parler "d'agriculture naturelle" que de bio, estimant qu'ils vont plus loin que le label AB officiel.

Comment peut-on être éleveur quand on aime ses bêtes ? Marie raconte que la première fois qu'elle a emmené des bêtes à l'abattoir, elle conduisait la bétailière sans scrupule. Ce n'est qu'après avoir fait franchir les portes de l'abattoir aux bêtes qu'elle s'est sentie très mal.

Depuis, elle a lu pas mal de livres sur la question : végétarisme, défense des animaux... C'est dans la littérature sur la culture indienne d'Amérique du Nord qu'elle se retrouve le mieux : ces derniers remercient les bêtes avant de les tuer, en leur expliquant que nous avons besoin de leur viande pour vivre. Elle estime qu'assurer la meilleure vie possible à ses bêtes est une forme de respect.

M. B. ■

Marie Clém's

Bergerie de la Cordillère

Marie Clém's



# L'école Montessori bilingue du Valromey, pour grandir à son rythme

Bien que le Valromey soit enclavé et éloigné de tout grand axe de communication, la vie culturelle et associative<sup>(1)</sup> n'y est pas moins intense : on y trouve une ludothèque originale et dynamique, une AMAP, un cinéma itinérant, une école de musique de qualité quasi-professionnelle, et... une école Montessori !

**C**RÉÉE EN 1991, L'ÉCOLE MONTESSORI BILINGUE DU VALROMEY COMPTE 45 ÉLÈVES répartis dans deux classes (3-6 ans et 6-12 ans). Elle est gérée par l'association *Cristale*<sup>(2)</sup>, composée en majorité de parents, mais aussi de sympathisants de divers horizons. *Cristale* définit les grandes orientations de l'école et veille à leur mise en œuvre en collaboration avec les éducatrices — terme désignant les institutrices Montessori — et les autres membres de l'équipe ; une cuisinière bio, deux assistants d'éducation et deux enseignants anglophones. La réussite de l'école Montessori tient en cette gestion participative et ce partenariat parents/enseignants, pas toujours simple à faire fonctionner mais qui, grâce au dialogue et à une passion commune pour faire vivre un modèle éducatif différent, global et novateur, génère des solutions qui commencent à intéresser les acteurs socioéducatifs.

## Ouvertures

L'ouverture de l'école à l'environnement naturel, humain, culturel du Valromey, associée à la dimension écologique, a été un choix important qui s'est traduit par la mise en place d'un potager en biodiversité pour les enfants, encadré par l'association *J'art d'Ain partagé*<sup>(3)</sup>, d'un ensemble de projets pédagogiques centrés sur le territoire et son patrimoine, d'une cantine proposant — à un tarif standard — des repas cuisinés sur place exclusivement à partir d'ingrédients bio et locaux. Dans cette dynamique de va-et-vient entre l'école et l'environnement, *Cristale* a développé un programme

de cours pour adultes (conversation en anglais, pédagogie Montessori, ateliers culinaires bio), qui, en cohésion avec les orientations de l'école, met à disposition des habitants ses ressources dans un idéal de partage intergénérationnel. L'école Montessori du Valromey est l'une des seules en zone rurale et sous contrat simple avec l'Etat. Elle pratique une politique d'accessibilité et accueille des familles de tous horizons géographiques et sociaux, dans le but d'aider chaque enfant à s'épanouir selon son rythme et ses spécificités.

## Carrefour des langues

Conformément à la pédagogie Montessori, l'éducateur est un guide et non un maître, qui observe chaque élève pour se placer au plus près de ses besoins. L'enfant, envisagé pour lui-même dans le tout, n'est jamais laissé de côté. Dans ce système sans notes ni devoirs, il est responsabilisé et pleinement acteur de la vie à l'école (entraide, service des repas, soins aux plantes et animaux, spectacles collectifs). Autonomie, curiosité, enthousiasme pour le savoir sont encouragés tout au long de la scolarité. La présence d'enseignants anglophones aux parcours multiculturels (Afrique, Asie), les relations avec une école Montessori en Inde, la mise en place l'an prochain d'un "carrefour des langues" (possibilité de s'initier à l'espagnol, au russe ou au japonais en temps périscolaire), accompagnent et complètent les axes de cette école unique dans la région.

Sylvie Barral ■



▲ Les enseignements fondamentaux sont dispensés à chaque enfant de manière personnalisée grâce à un matériel pédagogique précis.

▲ La classe de maternelle de l'école Montessori du Valromey : pas de tables alignées mais des étagères où tout est accessible, pour que chaque enfant puisse choisir son activité.

■ **Maison des enfants**, route de Charron. 01260 Champagne-en-Valromey, tél : 04 79 87 69 78 ou 04 79 42 14 98, Montessori.01champagne@wanadoo.fr

(1) Champagne-en-Valromey est le chef-lieu d'une vallée de moyenne altitude située entre les montagnes jurassiennes du Grand-Colombier et de la Lèbe. Les 700 habitants de la commune sont répartis dans sept hameaux séparés par des champs et des forêts, dans un paysage karstique parfois grandiose.

(2) Centre de recherche et d'initiatives sur toutes les activités liées à l'enfant.

(3) Voir page suivante.



# J'art d'Ain partagé

**A Belley, sur des terrains destinés à d'éventuels logements sociaux, un jardin partagé combine production potagère, recherche paysagère et art.**

■ **J'Art d'Ain partagé**,  
17, rue du Mont, 01300  
Belley, tél : 04 79 87 36 91,  
jardainpartage@yahoo.fr

■ **Maison Saint-Athème**,  
7, rue Sainte-Marie, 01300  
Belley, tél : 04 79 81 02 29

**L**A MAISON SAINT-ANTHÈME, SUR LES HAUTEURS DE LA VILLE DE BELLEY, A ÉTÉ construite par l'évêché dans les années 1930 au côté d'un bâtiment du 18e siècle. C'est une conséquence de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, votée en 1905, qui a obligé les autorités religieuses du département à quitter le séminaire près de l'église de Brou à Bourg-en-Bresse, devenu propriété de l'Etat.

Cet immense bâtiment a été transformé en maison d'accueil à la fin des années 1960. C'est aujourd'hui un hôtel-restaurant avec 123 chambres, 230 lits, 5 salles de réunion. Beaucoup de jeunes travailleurs y résident à la semaine, mais c'est également un lieu d'accueil touristique avec une partie des chambres en gîte.

Jusque dans les années 1980, un potager et un verger étaient cultivés sous les bâtiments. Depuis, l'ensemble a été transformé en parc. Les dirigeants actuels ont décidé de ne conserver que la moitié de la surface des parcs et ont cédé l'autre moitié à Dynacité, bailleur social du département, qui pour le moment n'a pas de projet de construction sur les lieux.

L'association *J'Art d'Ain partagé* a vu le jour en 2011 pour développer des jardins partagés avec, en plus, une recherche paysagère et artistique. Elle a commencé par développer de petits potagers sur des parcelles privées avant de découvrir ce parc laissé en friche.

Un accord a été signé en 2012 pour un bail précaire d'au moins quatre ans entre l'association et la maison Saint-Athème (pour environ 1000 m<sup>2</sup>) et Dynacité (pour environ 5000 m<sup>2</sup>).

## Cultiver esthétique, convivialité et légumes

Plutôt que de se lancer dans un potager intensif partagé, comme cela se fait beaucoup aujourd'hui en milieu urbain, les animateurs de l'association, Emmanuel Coux, paysagiste, et Marina Chélépine, plasticienne, ont décidé de valoriser le "jardin naturel", qui respecte au maximum la biodiversité, en y installant certes des parcelles cultivées, mais avec une vision plus globale : soins aux arbres fruitiers existants, maintien de la prairie naturelle, chemins juste tracés par un fauchage, maintien des broussailles et des haies qui se sont développées au fil des ans...

L'un de leurs buts est d'entretenir un jardin à "énergie grise" minimale<sup>(1)</sup>. Le travail de culture se fait donc par îlots de taille moyenne, en laissant entre les parcelles des espaces libres qui servent à la convivialité, aux jeux, aux rencontres. Au centre du jardin, une partie non cultivée est, début 2013, en voie d'aménagement pour y faire une agora où pourront se tenir des réunions et des spectacles. Cette agora sera matérialisée par une pergola avec des cultures verticales comme les kiwis.

(1) On appelle "énergie grise" celle qui est dépensée en amont d'une activité. Lorsqu'on fabrique un objet, on parle toujours de sa consommation en fonctionnement, oubliant bien souvent l'énergie qu'il a fallu pour le produire. Ainsi, une voiture nécessite énormément d'"énergie grise" et consomme de fait beaucoup plus que le carburant que l'on met dans le réservoir.



Chaque ilot est confié à un binôme : un jeune et une personne âgée, un enfant et un parent, une personne valide et un handicapé... dans le but de ne pas tomber dans la production individualiste. Des parcelles plus collectives (par exemple si l'on veut faire des pommes de terre) pourront accueillir plus de personnes.

L'idée générale est que la convivialité, le bien-être, les rencontres passent avant la production potagère. De plus, les démarches expérimentales doivent rester ludiques : jardiner est un plaisir, non une contrainte<sup>(2)</sup>.

Le centre social voisin a détaché une salariée pour animer les lieux et aider les gens à s'y installer. Emmanuel fait évoluer le plan de l'ensemble selon les nouvelles envies qui se manifestent. Marina assure l'approche esthétique du jardin. Elle propose aussi des ateliers où les jardiniers amateurs s'initient par exemple au compost (avec différents composts présentés dans le jardin), abordent une autre approche du déchet (avec des bouteilles de plastique, les enfants ont fait des sculptures ensuite disposées dans le jardin), comprennent le rôle des ronces, des broussailles, prennent conscience que les plantes vendues en jardinerie sont conçues spécialement... pour consommer les engrais et pesticides de ces mêmes magasins. Parmi les expérimentations, on utilise des pieds de maïs comme tuteurs à tomates ou pour d'autres plantes, ce qui libère de la place au sol, ou encore de faire des cultures sur lasagnes<sup>(3)</sup>.

Il n'y a pas de règle pour les parcelles : pour le moment, il y a de la place disponible. Les jardiniers les plus modestes commencent avec 1 m<sup>2</sup>, d'autres ont tout de suite des envies plus importantes. Parmi les 25 adhérents de la première année, en 2012, 15 faisaient du jardinage, les autres venant seulement pour le plaisir. En 2013, le nombre augmente régulièrement.

## Un jardin partagé, c'est politique

Pour Marina, "jardiner, c'est résister" : alors que dans la société tout va de plus en plus vite, "le jardin vous apprend la patience et développe votre imagination".

L'organisation fonctionne sans subvention. Ils ont quelques aides en nature : la Maison Saint-Anthème prête des outils et un centre de formation en horticulture proche donne des plants.

L'association échange beaucoup avec d'autres jardins partagés, une AMAP, un SEL<sup>(4)</sup>. Elle



Marie Clémis

propose régulièrement des conférences en lien avec les questions alimentaires (rencontre avec des semeurs anti-OGM, des producteurs locaux, Pierre Rabhi, Marc Dufumier...). Elle propose des animations au sein du centre social. Elle affiche ses différences avec des réseaux de jardins qui ne veulent pas politiser leur démarche. Pour eux, au contraire, "les jardins permettent de cultiver un autre modèle de société" en commençant par les relations de voisinage, le respect de l'environnement, la prise de conscience du rôle de la biodiversité, en développant le "vivre ensemble".

Ce jardin a quelques limites : à cause de l'incertitude sur la durée du bail, ils ont renoncé à planter des arbres fruitiers. Du fait qu'il est en ville, il y a trop de chats et pas assez de hérissons.

Dans une ville en faible augmentation démographique où il existe encore de nombreux terrains à des prix accessibles, l'association espère pouvoir développer d'autres projets et jette déjà un œil du côté de l'habitat groupé.

M. B. ■

(2) Il y a toutefois une contrainte pour tous : les anciennes canalisations qui permettaient l'arrosage ne sont plus en état de fonctionnement et le jardin se fait donc sans apport d'eau autre que la pluie.

(3) Rien à voir avec la viande de cheval ! En jardinage, une "lasagne" est une alternance de couches posées au sol : carton, compost vert (tonte de jardin, épluchures) et compost gris (broussailles, petit bois broyé) sur lequel on plante directement des semences.

(4) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne et Système d'échanges locaux.



D.K.

# Centrales photovoltaïques couplées au réseau : de Phébus (1992) à Pic Bois (2010)

▲ L'usine Pic Bois à Brégner-Cordon.

Le 15 juin 1992, à Lhuis, la première centrale photovoltaïque couplée au réseau EDF<sup>(1)</sup> a vu le jour : *Phébus n°1*, 9 m<sup>2</sup> de panneaux et une puissance de 0,9 kWcrête<sup>(2)</sup>. Le 17 mars 2010, 18 ans après, à Brégner-Cordon, on inaugurerait une autre centrale photovoltaïque couplée au réseau. Sur le toit exposé plein sud de l'entreprise *Pic Bois*<sup>(3)</sup>, 1700 m<sup>2</sup> de cellules pour une puissance de 228 kWcrête. De quoi alimenter une quarantaine de ménages. Deux réalisations pour nourrir un débat, à propos d'une filière, qui a besoin de retrouver ses marques.

**P**OUR LES QUELQUES MILITANTS ANTI-NUCLÉAIRES QUI, À LA FIN DES ANNÉES 1980, ont imaginé, conçu et finalisé *Phébus*, il s'agissait de montrer — comme ça se faisait déjà ailleurs : en Allemagne et en Suisse, notamment — que le photovoltaïque constituait une technique tout à fait mature, qui méritait d'être développée. D'autant qu'elle offrait la possibilité de produire, de manière propre, décentralisée et autonome, tout ou partie de l'électricité dont un ménage a besoin.

## Une approche vertueuse de l'énergie

Il se disait également que le choix de cette forme d'énergie nous conduirait à apprendre à

économiser l'électricité et à en organiser, autant que possible, la consommation — par exemple : faire fonctionner la machine à laver de préférence les jours ensoleillés, plutôt que la nuit — de manière à être le moins possible tributaire du réseau EDF pour satisfaire nos besoins. La configuration technique de *Phébus* se prête bien à cette approche vertueuse : contrairement à ce qui se pratique actuellement pour des raisons de tarification, l'électricité produite est prioritairement utilisée avant le compteur pour satisfaire les besoins du ménage, seul l'excédent étant envoyé sur le réseau.

En juin 2012, un bilan de 20 ans de fonctionnement a été dressé. A l'exception de deux pannes techniques dues à la foudre, tout a bien fonctionné. Côté production : 674 kWh de production

(1) Les souscripteurs ont fondé l'association *Phébus*, devenue *Hespul* : 14, place Jules-Ferry, 69006 Lyon, tél : 04 37 47 80 90, www.hespul.org

(2) kWcrête : puissance maximale obtenue lorsque le rayonnement solaire est maximum.

(3) Pic Bois, Z. I. de La Bruyère, 01300 Brégner-Cordon, tél : 04 79 87 96 40, www.pic-bois.com, spécialisée dans la fabrication de panneaux de signalétique touristique et de mobiliers de loisir.



annuelle moyenne sur toute la période, avec environ une moitié consommée par le ménage et l'autre moitié envoyée sur le réseau.

En avril 2012, les panneaux ont été démontés et confiés à l'Institut national de l'énergie solaire<sup>(4)</sup> afin de procéder à un examen approfondi de leur vieillissement. Le résultat s'est révélé plus que satisfaisant : sur 20 ans d'usage, la perte de rendement des cellules n'a été que de 8,3 % alors que le fabricant japonais escomptait au moins 20 % !

Un autre élément novateur de cette réalisation résidait dans son financement. Grâce à une souscription citoyenne rassemblant plusieurs centaines de souscripteurs, les 100 000 F ont été réunis sous forme de parts de 100 F pour financer l'achat des panneaux photovoltaïques et de l'onduleur<sup>(5)</sup>.

## Les photopiles se démarquent

Jusqu'en 2004, sous l'impulsion essentielle de l'association *Hespul* et grâce au soutien financier quasi exclusif de l'Europe, c'est très lentement et sous la forme de petites centrales chez des particuliers que le photovoltaïque raccordé au réseau a pu commencer à se développer en France. Par la suite, des politiques nationales de soutien ont enfin pris le relais et permis à la filière de sortir de la marginalisation dans laquelle on la tenait. Parmi les moyens mis en œuvre, des subventions et des mesures fiscales ont allégé le coût des installations, sans oublier un prix fort attractif du rachat par EDF (jusqu'à 0,60 €/kWh), jusqu'en 2011.

## Un exemple citoyen de grande dimension

Fondée par les responsables de l'entreprise du même nom, la centrale *Pic Bois* de Brégnier-Cordon est imposante par sa dimension : sur le toit plein sud se trouvent 1700 m<sup>2</sup> de cellules pour une crête de puissance de 228 kW. Elle l'est également par son coût : 1 250 000 € hors taxes<sup>(6)</sup>. Afin de profiter au maximum de la manne que représente le prix d'achat très avantageux du kWh photovoltaïque par EDF, toute la production de *Pic Bois* est injectée sur le réseau ERDF. Cela devrait permettre un retour sur investissement en 9 ans environ, avec une rentabilité attendue de 5,5 % pour 230 000 kWh de production annuelle moyenne escomptée<sup>(7)</sup>.

Comme pour *Phébus*, le financement a été assuré par des investissements citoyens. La majorité des fonds a été réunie par *Énergie partagée*, association dont l'objet est de "favoriser l'appropriation citoyenne de l'énergie", en jouant le rôle d'interface entre des porteurs de projets et des épargnants souhaitant investir dans de l'alternatif énergétique.

## Agir par la base

Grâce, sans doute, à la collaboration efficace d'associations engagées avec conscience et mesure dans le processus de développement des énergies



Georges David

▲ Révision des panneaux de *Phébus* n°1, après 20 de service.

alternatives, la centrale *Pic Bois* a su éviter de reproduire les travers de certaines réalisations : hangars agricoles sans véritable usage construits uniquement pour porter des panneaux, vastes installations au sol qui stérilisent des surfaces de terre importantes, projets démesurés qui n'ont plus rien à voir avec une production d'énergie décentralisée et proche du consommateur...

Ce développement à hue et à dia a, certes, stimulé la demande d'onduleurs et de panneaux et, par voie de conséquence, exacerbé la concurrence et entraîné des baisses de prix importantes. Depuis *Phébus*, le prix des seuls onduleurs a été divisé par dix ! Mais, pour s'être fait dans la précipitation, sans débat ni véritable stratégie politique, ce développement est à l'origine — au moins pour partie — des graves problèmes auxquels la filière est actuellement confrontée.

D'un autre côté, il est empêtré dans les contradictions et manipulé par des lobbys puissants, et il apparaît de plus en plus illusoire d'attendre des pouvoirs politiques une politique énergétique claire, véritablement novatrice et qui tourne définitivement et sans tarder la page du nucléaire. La voie stratégique à renforcer semble celle qu'avaient ouverte les militants de *Phébus* il y a un peu plus de 20 ans et qu'empruntent aujourd'hui une multitude d'associations (*Énergie partagée*, *Terre de liens*, etc.) : agir à la base, sans trop attendre du pouvoir central, pour mettre en musique les principes, les moyens, les expériences auxquels nous croyons et que nous souhaitons faire partager.

Georges David ■

(4) INES, Savoie Technolac, B. P. 258, 73375 Le Bourget-du-Lac cedex, tél : 04 79 79 23 03, [www.ines-solaire.org](http://www.ines-solaire.org)

(5) Un onduleur permet de transformer le courant continu des photopiles en courant alternatif pour le réseau.

(6) C'est l'association Solira Développement qui en a assuré la maîtrise. *Hespul* et *Inddigo* pour les études préalables et le chantier, *Énergie partagée* pour le financement et *Epice* pour le suivi des installations et la détection des pannes.

- Solira développement, 367 avenue du Grand-Ariétaz, 73024 Chambéry cedex, tél : 04 79 69 94 10, [www.solira.fr](http://www.solira.fr)
- Inddigo, même adresse, tél : 04 79 69 89 69, [www.inddigo.com](http://www.inddigo.com)
- Énergie partagée, 9/11, avenue de Villars, 75007 Paris, [www.energie-partagee.org](http://www.energie-partagee.org)
- Epice, chez *Hespul*, [www.epices-energie.fr](http://www.epices-energie.fr)

(7) Avec une production de 236 176 kWh en 2011 et 207 067 kWh en 2012, les résultats se sont avérés assez proches de ces prévisions.





# Remous au Marais de Lavours

**Le marais de Lavours, au sud de Culoz, au confluent du Rhône et de la rivière Seran, a été classé comme réserve naturelle en 1984. Sa gestion n'est pourtant pas un long fleuve tranquille.**

- **Maison du Marais**, Aignoz, 01350 Ceyzérieu, tél : 04 79 87 90 39
- **Réserve naturelle des marais de Lavours**, BP2, 73310 Chindrieux, [www.reserve-lavours.com](http://www.reserve-lavours.com)
- **Association Les Amis de la Réserve**, Aignoz, 01350 Ceyzérieu, tél : 04 79 87 93 13

**D**ANS LES ANNÉES 1970, LA FRAPNA ET LE CORA<sup>(1)</sup> SE BATTENT CONTRE L'ASSÈchement des marais de la Dombes. Ils perdent la lutte aux Echets où les maïsiculteurs étendent leurs surfaces de culture en drainant les sols. Plusieurs membres de ces associations, dont Philippe Lebreton, biologiste, Pierre Perrimbert, enseignant, naturaliste et élu local, Jean-Louis Rolandez, initiateur du réseau *Graine sur l'éducation à l'environnement*<sup>(2)</sup>, et beaucoup d'autres, concentrent alors leurs efforts sur la protection d'un autre marais d'envergure : celui de Lavours, lui aussi menacé par les visées expansionnistes de l'agriculture intensive.

Jusque dans les années 70, le marais de Lavours se présente sous la forme d'une prairie inondable. Des troupeaux y paissent au printemps et à l'automne, puis le fauchage d'été donne un foin médiocre, principalement utilisé pour les litières. Avec l'intensification de l'agriculture, ces pratiques sont peu à peu abandonnées et le marais s'embroussaille. Sans intervention humaine, il se transformera en forêt en quelques dizaines d'années.

Après des années de négociations avec les autorités, finalement, en 1984, une partie du

marais (500 hectares sur 2500), est mise en réserve naturelle. La gestion en est confiée à l'Entente interdépartementale de démoustication<sup>(3)</sup> qui se donne ainsi une image valorisante de protecteur de la nature. Une convention est signée avec l'association *Les Amis de la réserve*, où se retrouvent naturalistes et animateurs du secteur de l'éducation à l'environnement, pour gérer l'accueil et les visites du public.

La réserve naturelle ne peut se maintenir en état qu'avec un pâturage extensif. Des essais sont faits avec des vaches écossaises rustiques, des chevaux pyrénéens, des chevaux camarguais... Cela a l'avantage d'attirer les touristes, mais entraîne des questions de gestion du cheptel. La direction du syndicat essaie de passer des conventions avec les agriculteurs voisins, mais ceux-ci refusent, espérant toujours pouvoir un jour s'approprier les terres. En 2003, les troupeaux sont abandonnés et remplacés par un entretien mécanisé. Le résultat n'est pas très bon : la machine fait des coupes trop régulières, il y a une uniformisation des espèces et appauvrissement de la biodiversité.

(1) Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature et Centre ornithologique Rhône-Alpes

(2) Graine Rhône-Alpes, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél. : 09 72 30 04 90, [www.graine-rhone-alpes.org](http://www.graine-rhone-alpes.org)

(3) EID, Entente interdépartementale pour la démoustication : ce syndicat de département est financé par les Conseils généraux de l'Ain, de l'Isère, de la Savoie et du Rhône.



## Grenouillages autour de la gestion de la réserve

Alors élu local à Ceyzérieu, en bordure du marais, Pierre Perrimbert, également vice-président de la communauté de communes, propose la création d'une *Maison du marais*, lieu d'accueil pédagogique à l'entrée du site. L'idée initiale est d'avoir des subventions d'investissement puis d'être autonome pour le fonctionnement.

Le projet démarre en 1991 et ne se concrétise qu'en 2001. Au cours de ces dix ans, plus de 300 groupes payants sont accueillis sur place. 2001 est une année électorale et les majorités changent : la commune et la communauté de communes ne souhaitent pas assumer un éventuel déficit de fonctionnement et décident d'une mise à disposition pour un loyer annuel de 9000 €, alors que l'association devait bénéficier d'un bail à titre gracieux. Cela cause un déficit et les retards de paiement s'accumulent. En 2005, après quatre exercices, l'association a deux loyers annuels de retard qui sont annulés. Un audit est demandé par l'association, dont les conclusions favorables à l'association sont refusées par la communauté de communes. Celle-ci décide de confier la gestion de la maison à la société de démoustication qui gère la réserve

On passe de 2,5 salaires et beaucoup de bénévolat à seulement 1,5 salaires et un quart-temps du conservateur de la réserve détaché à la maison du marais. Résultat : la fréquentation baisse de moitié (de 8000 prestations payantes à 4000), provoquant un trou dans le budget. Et la communauté de communes accorde 17 000 € de subventions annuelles... donc plus que le montant du loyer qu'elle refusait d'offrir à l'association.

L'avenir n'est pas écrit. Une réforme administrative en cours prévoit un regroupement des communautés de communes. Celle d'aujourd'hui, qui ne regroupe que 4 communes pour 3500 habitants, devrait être englobée dans une communauté plus vaste de 44 communes. Quelle sera la politique de cette nouvelle "Com.Com" ?

## L'association élargit son champ d'action

L'association a étendu ses activités dans tout le Bugey. Elle n'a plus de salariés. Elle travaille en partenariat avec d'autres associations comme l'Université interâges de Belley, des Foyers ruraux... Elle participe au Conseil local de développement, où sont représentés des acteurs de la société civile (associations dans le domaine de la culture, de l'environnement, de la solidarité, syndicats...) qui fait remonter des propositions aux élus, notamment dans le cadre de l'Agenda 21 du pays<sup>(4)</sup>. Dans le cadre de la révision du SCOT<sup>(5)</sup>, elle aborde les questions de la mobilité (difficile autrement qu'en voiture), l'avenir de l'agriculture (une partie des agriculteurs hors-zone d'appellation du Comté vendent leur lait à perte... sauf s'ils sont en bio). Elle cherche aussi à valoriser les circuits courts (AMAP, Bugey Côté-Fermes...). Le



D.R.



Culpez Tourisme

conseil local de développement a fait venir des élus de Lons-le-Saunier, où des démarches innovantes sont en cours, et étudie la création d'une légumerie qui collecterait localement de quoi fournir la restauration collective : à Lons-le-Saunier, celle-ci se fournit déjà à 60 % en local. Pour la question de l'accession des jeunes au foncier agricole, une réunion avec des élus de Voiron a mis en place une politique d'acquisition des terres périurbaines, avec location à bas prix.

Et pendant ce temps, que deviennent les marais asséchés ? Le maïs a fini par épuiser le sol. La chrysomèle parasite les cultures et pour éviter des traitements phytosanitaires de plus en plus violents (notamment répandus par hélicoptère), la préfecture a dû imposer une rotation avec une année sur trois sans maïs ....

Comme quoi, en s'occupant au départ de la survie des batraciens, on peut élargir son champ de conscience, refuser le drainage des marais pour finalement irriguer en idées novatrices les collectivités publiques.

M. B. ■

(4) Les Agendas 21 fonctionnent par niveau de collectivités publiques et cherchent à prendre des mesures allant dans le sens d'un développement durable, tenant compte à la fois de l'économie, du social et de l'environnement.

(5) Schéma de cohérence territoriale. Il se situe au-dessus des plans locaux d'urbanisme (PLU), qui doivent en intégrer les règles.

# La Roulotte des laines



▲ Christine Devost élève deux lamas pour leur poils.



**Christine Devost a toujours aimé filer la laine. Quand l'entreprise familiale a dû cesser son activité, elle a décidé de créer son entreprise autour de ce qui lui plaisait.**

■ **Roulotte des laines,**  
11, rue du Chemin-de-Fer, 01100  
Oyonnax, tél : 09 51 10 24 50,  
[www.laroulottedeslaines.fr](http://www.laroulottedeslaines.fr)

OYONNAX, DANS LE NORD DU DÉPARTEMENT, EST AU BORD D'UN COURS D'EAU important. Dès le début du 20<sup>e</sup> siècle de multiples entreprises autour d'activités liées au plastique s'y sont développées. Dans les années 1990, cette vaste vallée industrielle a dû faire face au départ des ateliers vers l'Europe de l'Est puis, dans les années 2000, vers l'Asie. Si les ateliers de plasturgie à haut niveau de technologie sont encore présents, de nombreux autres ont mis la clé sous la porte.

Les parents de Christine Devost dirigeaient une petite entreprise qui a compté, dans les années 1980, une dizaine de salariés. Ils produisaient du matériel scolaire (règles, équerres...).

Christine Devost a travaillé dans l'entreprise familiale pendant 25 ans. Cette dernière a fermé en 2010. Christine a alors profité d'un contrat de reconversion pour se lancer professionnellement dans ce qu'elle pratiquait déjà comme loisir : la fabrication artisanale de laines et de feutre à partir de fibres animales<sup>(1)</sup>.

## Les cinq museaux

Pour commencer, en novembre 2011, elle s'installe dans un coin de l'ancienne usine. Au salon *Primevère* de Lyon, elle rencontre un membre de *Vétérinaires sans frontières*, venu de Grenoble, qui cherche des débouchés pour les productions ancestrales des éleveurs de Mongolie. Ceux-ci ont l'habitude d'élever les "cinq museaux" : cheval de Prjevalski, mouton, yack, chameau et chèvre

cachemire. Les cinq produisent de la fibre. Or seule la chèvre cachemire est très demandée... ce qui provoque localement un déséquilibre écologique, la chèvre provoquant des dégâts dans la végétation. *Vétérinaires sans frontières* cherche des débouchés pour les autres fibres. Le yack, élevé aussi pour sa viande, est géré par des coopératives qui peignent les bêtes pour en collecter le duvet, plus chaud, plus solide et plus doux que la laine de mouton. Pour le chameau, c'est le poil des jeunes qui est récupéré, celui des adultes étant trop dur.

Pour se fournir d'autres fibres, comme la laine de mouton, Christine se tourne vers les ressources locales. Elle trouve de la chèvre angora en Ardèche. Le véritable angora est du duvet de lapin. Elle s'en procure dans la Drôme. Pour le mouton mérinos, elle commence par en acheter en Nouvelle-Zélande avant de trouver un passionné qui a fondé près de Sisteron un élevage de ce mouton d'origine espagnole.

Elle cherche des fibres les plus différentes possibles et essaie même des fibres recyclées provenant d'anciens pulls. Celles-ci sont de couleurs mélangées, ce qui en limite l'usage, mais Christine en fait des sacs, par exemple. Enfin, pour relocaliser au maximum, elle élève elle-même deux lamas.

## Un métier d'art

Au début, elle emploie des machines du Musée de la filature à Marennes-sur-Dun, vers Macon. Elle s'équipe d'un rouet<sup>(2)</sup>, d'un métier à tisser et produit ainsi différentes laines.

(1) Poil de brebis, chèvres, lamas, lapins, vers à soie, yack, chameau, cheval... mais pas de fibres végétales comme le lin, le coton ou le chanvre.

(2) Pliant, efficace, léger... trouvé en Nouvelle-Zélande. Il produit 100 g de laine à l'heure.





▲ Christine Devost file les fibres sur un astucieux rouet portable conçu en Nouvelle-Zélande.

Elle les propose écrues ou teintées. Elle a essayé différentes techniques de teinture végétale mais le résultat lui semble peu satisfaisant : il est difficile d'obtenir autre chose que des teintures verdâtres ou brunes<sup>(3)</sup> et qui résistent au savon et à la lumière. Après de multiples essais, elle opte pour un colorant chimique, mais sans métaux lourds, le "twinner stain", venant des États-Unis.

Elle réalise surtout des pelotes car c'est la partie la plus créative, et consacre son temps libre au tissage. Christine Devost reconnaît qu'à l'arrivée, la rentabilité est faible, mais comme pour tout artisanat d'art, il s'agit d'un choix de vie : elle fait ce qui lui plaît.

Au début, pour écouler sa production, elle a surtout fait des marchés spécialisés dans la laine<sup>(4)</sup> ainsi que des marchés d'art pendant la saison touristique, surtout dans le sud-est de la France. Elle essaie aussi d'autres réseaux comme le milieu écolo avec le salon *Primevère* de Lyon. Christine a commencé à développer un site internet, avec l'aide de son fils. Elle fait des stages de formation au musée de la filature. Elle travaille aussi dans des réseaux comme l'Atelier du savoir-faire (Jura). Financièrement, après deux ans d'activité, elle est plutôt au-dessus de ses prévisions.

## Sortir des logiques industrielles

Petit à petit, grâce à sa renommée, elle voit la demande augmenter. C'est une tendance générale selon son milieu professionnel. Beaucoup d'acheteurs ont entre 25 et 45 ans et veulent sortir des logiques industrielles, même si cela coince parfois sur la question du prix. Pour se relier à d'autres réseaux, Christine est entrée en contact avec une association de commerce équitable qui lui fournit des boutons réalisés par des femmes sud-africaines, et de la soie exportée par des coopératives



malgaches. Elle s'interroge toutefois sur le sens de l'expression "commerce équitable".

Et la roulotte ? Christine a aidé des amis à en restaurer une, ce qui lui a donné l'idée du nom. Mais pour les photos, il faudra se contenter des lamas...

M. B. ■

(3) Pour teindre, il faut chauffer les fibres dans un bain avec de l'alun, qui ouvre les écailles et permet à la teinture de s'infiltrer. Ensuite, une nouvelle cuisson au vinaigre blanc fixe la couleur en refermant les écailles.

(4) Les plus importants sont ceux de Crest, dans la Drôme (un week-end en février), et de Felletin, dans la Creuse (un week-end en octobre).



## Objectif Gaïa

▲ Un atelier dans la salle commune.

**Situé en pays de Gex, au-dessus de Genève, l'éco-site du Tiocan, animé par l'association *Objectif Gaïa*, aimerait voir arriver des renforts dans un lieu à fort potentiel.**

■ Association Objectif Gaïa,  
le Tiocan, place du Belvédère,  
01710 Thoiry, tél : 04 50 41 48 09,  
www.objectifgaia.info.

LA COMMUNE DE THOIRY S'ÉTEND DE LA FRONTIÈRE SUISSE AUX SOMMETS DU JURA. L'essentiel de l'urbanisation se trouve dans la plaine, qui abrite de très nombreux frontaliers et du personnel du CERN<sup>(1)</sup>. Du centre de la commune, une route forestière assez abrupte grimpe jusqu'à un belvédère qui domine toute la région genevoise, le lac Léman et permet de découvrir la chaîne des Alpes, où le mont Blanc domine les autres massifs. De là partent de nombreux chemins de randonnée qui montent dans un parc naturel.

Là, dans les années 1970, un restaurant panoramique a été construit. Après plusieurs changements de propriétaires, il a fait faillite à la fin des années 1990.

### Vue panoramique et vision lointaine

Des Genevois cherchaient du terrain côté français à partir de 2000, pour mettre en place un projet de permaculture. Ils découvrent par hasard le restaurant abandonné. Il est alors fort dégradé, victime du passage de squatteurs. Bien qu'il n'y ait pas beaucoup de terrains plats autour, ils tombent

sous le charme et en cherchant le propriétaire : c'est une banque, qui a fait saisir les bâtiments après la faillite. Elle accepte de les vendre pour un prix assez bas.

Une dizaine de personnes s'associe alors en SCI<sup>(2)</sup> pour réunir la somme nécessaire. L'achat a lieu en 2004. Seules quatre volontaires mettent réellement la main à la pâte pour réhabiliter les lieux. Le toit est encore correct. Ils mettent en place les fenêtres : une dizaine de gigantesques baies vitrées au premier étage, donnant une vue époustouflante. Ils refont également les fermetures.

L'aménagement intérieur se fera ensuite progressivement : réalisation d'un dortoir, d'un bureau et de quelques chambres dans la partie nord, remise en place d'une cuisine ouverte sur une grande salle dans la partie sud, aménagement d'une salle de réunion et d'activités en arrière du bâtiment, côté ouest (et côté montagne).

### Nicolas et Joss

Nicolas Briet rencontre les propriétaires lors d'un vide-grenier à Genève. Après un parcours professionnel dans la biologie et les médicaments, il a envie de lancer un lieu alternatif et innovant. Il s'investit rapidement, prend des parts dans la

(1) Centre de recherche nucléaire dont l'accélérateur de particules passe sous la frontière

(2) Société civile immobilière





Marie Clémis

SCI et propose des activités. Tout commence avec un festival des technologies alternatives pour faire connaître le lieu, et des chantiers participatifs pour l'aménagement du bâtiment, la coupe de bois pour le chauffage. Au rez-de-chaussée, une buvette est ouverte aux randonneurs de passage, ainsi que des sanitaires avec toilettes à eau et toilettes sèches, avec une explication sur le choix entre les deux. Un potager est aménagé sur un terre-plein assez restreint, au sud du bâtiment.

Les jeunes du pays qui avaient l'habitude de faire la fête dans le bâtiment abandonné continuent à profiter des lieux rénovés, en échange d'une aide aux travaux collectifs.

De 2004 à 2006, plusieurs personnes vivent sur place, mais sans parvenir à enclencher une réelle dynamique. Peu à peu, la lassitude se fait sentir et il y a des départs.

Joss Fava arrive en 2006 et décide de vivre sur place. Ancienne infirmière, elle a changé de métier pendant quelques années pour devenir intendante dans des festivals de musique. Le travail était alors souvent nocturne, donc fatiguant, d'autant qu'elle vivait seule avec ses deux filles. Elle rencontre un jour Flo, membre de la SCI, qui lui parle du lieu. Elle choisit de s'y installer. Elle se retrouve quelque temps seule sur place. Nicolas s'y installe à son tour en juin 2008 et fait le pari de mettre en place suffisamment d'activités pour que l'accueil de groupes dégage des revenus.

Au bout de six mois, il a conçu un calendrier d'activités pour l'année 2009 avec pour commencer, une rencontre des "créatifs culturels". Nicolas

assure alors la communication et le suivi des stages, alors que Joss accueille les groupes et les wwoofers, assure l'intendance et le suivi des chantiers participatifs. D'autres personnes viennent à la belle saison et se chargent notamment de tenir la buvette. Aux gens qui passent par hasard, pour un stage ou pour un chantier, le lieu offre de multiples réalisations concrètes : compteur d'énergie visible en permanence dans la salle commune, récupération des eaux de pluie, jardinage en permaculture, avec à chaque fois le désir de réduire l'empreinte écologique. Il y a eu jusqu'à 30 stages par an.

Une monnaie locale interne, le tioc, a été mise en place. Elle sert à rémunérer les activités bénévoles. Avec le tioc, il est possible de s'offrir des stages, des repas ou des hébergements au sein de la structure.

## Un potentiel sous-utilisé

Les activités et la buvette permettent alors à l'association *Objectif Gaïa*, locataire des lieux, de dégager un peu d'argent et de payer un loyer à la SCI, qui réinvestit l'argent dans les travaux d'aménagement.

Joss et Nicolas bénéficient du logement et de la nourriture, de la prise en charge de leurs frais, mais n'arrivent pas concrètement à avoir un vrai salaire. Après avoir épuisé ses droits au chômage, Nicolas poursuit avec comme seule ressource financière le RSA. Joss travaille trois jours par semaine comme infirmière.

▲ Le bâtiment est au bout d'une route goudronnée, à l'entrée d'un parc naturel, avec vue sur le lac Léman et le massif du Mont-Blanc.



Marie Clémis



Marie Clémis

▲ Joss (en haut) et Nicolas (en bas).

artisans, des associations. Au départ, la mairie ne savait pas trop quoi penser du projet, de même que les chasseurs et les agriculteurs. Comme le dit Nicolas, "il a fallu les apprivoiser". Joss, par son activité d'infirmière, a créé plein de contacts locaux. Finalement, ils ont réussi à avoir une image positive car, lorsque le bâtiment était à l'abandon, le parking du belvédère devenait un lieu de trafic et de vandalisme qui faisait fuir les randonneurs.

Les visiteurs arrivent principalement par l'offre des stages. Certains viennent de loin mais la majorité vit dans la région. Ce sont plutôt ces derniers qui adhèrent à l'association et une trentaine de personnes participent chaque année aux assemblées générales.

Une limite au projet a été le manque de terrains agricoles. Mathieu, producteur de volailles dans le Jura et fournisseur d'une AMAP locale, souhaiterait s'installer sur place mais il n'a pas trouvé les terrains nécessaires pour le moment. De même, des terrains proches permettraient de monter des yourtes à la belle saison et de proposer une offre d'hébergement plus importante lors des stages.

Nicolas et Joss soulignent la confusion entre lieu de travail et lieu de vie : ils n'ont comme lieu privé qu'une chambre, mais toilettes, cuisine, repas, loisirs se passent dans la partie ouverte à tout le monde. En période de stages, c'est très fatigant.

Nicolas est allé visiter d'autres écolieux pour y piocher des idées et rendre la situation plus viable. Ils ont commencé aussi à prospecter du côté des "internationaux" de Genève : les locaux ont déjà été loués pour des réunions à l'Unicef, Global Fund ou encore l'ambassade d'Indonésie. Ils sont adhérents à la chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève, qui regroupe 250 structures et essaie de trouver des relations symbiotiques. Ils ont aussi fait des essais de stages avec les enfants des adhérents.

Tous deux sont hésitants : le lieu est magnifique mais la vie sur place est usante, peu rémunératrice. Néanmoins ils ne veulent pas partir sans qu'une relève soit assurée...

M. B. ■

Joss, en 2012, décide d'essayer de rejoindre un autre écolieu en Dordogne et revient ponctuellement au Tiocan lorsqu'il y a des besoins d'encadrement.

Actuellement, le projet est dans un équilibre précaire. Nicolas, après avoir organisé nombre de stages en lien avec l'actualité alternative (écolieu, consensus, monnaies alternatives, sobriété énergétique, permaculture...) fréquente d'autres groupes à l'extérieur (ville en transition, mouvement Colibri) et se pose la question d'ouvrir un lieu plus central à Genève autour d'un thème comme une "maison de l'économie solidaire".

Ici, les stages attirent couramment de 20 à 30 personnes. Cela grimpe parfois jusqu'à 60. Les capacités d'hébergement sont limitées : 12 personnes en dortoir (jusqu'à 20 si les gens se connaissent bien).

L'écofestival qui s'est tenu chaque année a permis de tisser des liens avec les agriculteurs bio du coin, les AMAP, les producteurs locaux, des



## Trévoux

### Épicerie solidaire itinérante

L'association Val Horizon a lancé le projet d'épicerie solidaire itinérante en 2008. Celle-ci est animée initialement par une quinzaine de ménages avec l'aide d'un contrat aidé. A partir de 2010, ayant atteint un nombre de cent familles, l'itinérance commence sur sept cantons de la Dombes, animé par un salarié. Autour de l'épicerie se développent des ateliers (culture, nouvelles technologies, cuisine...). Les produits vendus proviennent pour l'essentiel de producteurs locaux.

• Association Val Horizon, 178, chemin d'Arras, 01600 Trévoux  
Tél. : 04 74 08 82 03,  
[www.valhorizon.com](http://www.valhorizon.com)

### Pérouges et maire vert

Paul Vernay, militant Vert depuis 25 ans, a exercé trois mandats comme conseiller municipal à Pérouges, avant de devenir maire en 2008. Candidat aux législatives de 2012 avec le soutien du PS, il sera victime d'une candidature dissidente socialiste. La commune, avec son centre médiéval, est très fréquentée par les touristes, ce qui a incité nombre d'associations à y placer leur siège, par exemple l'Association des jardins solidaires. Localement, Paul Vernay milite pour la fermeture de la centrale nucléaire de Bugey (il a hébergé les marcheurs antinucléaires en octobre 2012), et contre la multiplication des contournements par l'Est de l'agglomération lyonnaise. Il soutient les opposants aux projets d'exploitation des gaz de schiste.

### Refus des gaz de schistes

Des permis d'exploration ont été délivrés dans la région. Le permis des Moussières (Celtique Energie Petroleum) couvre l'essentiel du Bugey et du sud du Jura. Celui de Gex (Compagnie E-Corp), concerne tout l'est du département, le long de la frontière suisse. D'autres permis sont à l'étude : celui de Blyes vise le confluent Ain-Rhône d'Oyonnax à Meximieux. Il est en concurrence avec les demandes dites de Lyon-Anancy et sud Pays de Gex. Tout l'est du département est concerné.

• Collectif Stop gaz de schiste Haut-Bugey, <http://stopgazdeschiste.org/inf/departement-de->

[lain/collectifhaut-bugey-non-aux-forages-dhydrocarbures](http://lain/collectifhaut-bugey-non-aux-forages-dhydrocarbures). Contact: [christine.monnet@wanadoo.fr](mailto:christine.monnet@wanadoo.fr)

## Fernay-Voltaire

### Les Amitoyens

Cette association qui se réunit tous les lundis à Fernay-Voltaire cherche à développer un habitat coopératif avec des espaces de vie propices à la rencontre, de l'entraide, des choix écologiques pour les matériaux, une isolation optimale, un recours aux énergies renouvelables, une réduction des champs électromagnétiques, une maîtrise de la consommation et des déchets, en lien avec le réseau Habitat groupé Sud-Est et Habicoop. Elle dispose déjà d'un terrain.

• Association les Amitoyens, tél : 06 01 99 89 87, <http://amitoyen.blogspot.com>

### Les Charapotes

Née en 2009, l'association Les Charapotes mène une action d'insertion sociale et de développement rural à travers le travail et les échanges dans le respect des Hommes et de la nature. Mutualisations des véhicules, du matériel agricole, des moutons. Production de jus de pommes, de spectacles et expositions. Projet de ferme associative.

• Association des Charapotes chez Jean-Baptiste Arbez, 01130 Charix, tél : 06 84 16 07 85

### Patelin citoyen

Le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne de l'Ain prépare pour l'été 2013, du 12 au 26 juillet, un rassemblement de 400 jeunes de 15 à 17 ans venus de toute la France pour participer à un "Patelin citoyen" qui se tiendra sous forme d'une douzaine de campings dans la communauté de communes de Treffort-en-Revermont. De nombreuses rencontres sont prévues sous forme d'un "forum social rural".

• MRJC, 6, rue de la Paix, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 45 37 86

## Et également

### Agri bio

• Eric Petiot, tél : 04 50 42 43 48 (mardi et jeudi), à Crozet (17 km de Genève), auteur de *Purin d'ortie et compagnie* (éd. de Terran, 2003), *Les Soins naturels aux arbres* (éd. de Terran, 2008) et de *Soigner les plantes par les huiles essentielles* (éd. de Terran, 2011). Il mène des expériences de méthodes naturelles de lutte contre les maladies du jardin et prépare un film intitulé *Un Autre Horizon*.

• on compte une quinzaine d'AMAP dans le département : Bourg-en-Bresse (2), Ambérieu, Meximieux, Montluel, Gex, Saint-Genis-Pouilly, Fernay-Voltaire, Hautecourt-Romanèche, Villemotier, Etrez, Châtillon-sur-Chalaronne, Saint-André-de-Corcy, Pont-de-Vaux, Champagne-en-Valromey, Jujurieux (en projet). Contacts sur [www.alliancepec-rhonealpes.org](http://www.alliancepec-rhonealpes.org)

• Serge Patrick Audolent et Murielle Mercier, les Ecuets, 01340 Attignat, tél : 04 74 30 97 20, <http://amapecuets.jimdo.com>.

Ils ont une ferme de production : maraîchage, élevage, travail avec traction animale, travail sans serre, etc. Ils sont fournisseur de l'AMAP d'Etrez.

• Quatre jardins de Cocagne (bio et insertion) à Ambérieu, Belley, Montreuil et Villars-les-Dombes.

• Pour les adresses des producteurs bio : Association pour le développement de l'agriculture biologique (Adabio) tél : 04 74 30 69 92, <http://adabio.free.fr/>  
• Terre d'envies, 49, avenue de Mâcon, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 23 00 91, [www.terredenvies.fr](http://www.terredenvies.fr). Incitation et aide à la création de points de vente collectif de producteurs, pas forcément bio.

• Le Jardin de la Croix-Blanche, rue de la Croix-Blanche, 01000 Bourg-en-Bresse, Raymond Arcole, tél : 04 74 24 69 64 / 06 78 57 09 90, [raymond01000@aol.com](mailto:raymond01000@aol.com). <http://lepassejardins.fr/spip.php?article185>. Jardin partagé.

• Torréfaction Dagobert, David Gobert, Le Clos du Thou, 01330 Sainte-Olive, tél : 04 74 08 03 43, [www.cafesdagobert.com](http://www.cafesdagobert.com). Entreprise artisanale utilisant des emballages compostables, torréfaction lente. Importation directe de café bio du Pérou, de Bolivie, du Mexique et d'Ethiopie.

• GAEC des Flem'en vert, 120 rue de Bovinel, 01300 Peyrieu, [ecolojon@hotmail.com](mailto:ecolojon@hotmail.com). Depuis 2010, installé en bio, produit légumes, fruits, céréales entièrement écoulés par le biais de deux AMAP et des marchés (Belley). Accueil de classes d'enfants.

• BRG Génération, Bernard Mercier, chemin des Vergers, 01370 Pressiat, tél : 04 74 51 50 47, [www.brfgeneration.fr](http://brfgeneration.fr). Assure la promotion du bois raméal fragmenté.

### Culture

• Les Joyeux, 01640 Abergement-de-Varey, tél. : 06 62 38 07 73 (Xavier Lurthy), [rejoindre@lesjoyeux.org](mailto:rejoindre@lesjoyeux.org), [www.lesjoyeux.org](http://www.lesjoyeux.org). Collectif né fin 2010 pour s'opposer à l'agrandissement d'une carrière et qui organise régulièrement des projections-débats sur de multiples sujets écologiques et sociaux.

• Festival Un autre monde, à Montluel, Marie-Noëlle Régis-Cha-

mel (coordinatrice de l'action culturelle), MJC de la 3CM, chemin de la Portelle, 01120 Montluel, tél : 04 72 25 75 07, [culture@mjc-3cm.org](mailto:culture@mjc-3cm.org), [www.mjc-3cm.org](http://www.mjc-3cm.org)

• Les Sourcieuses (présentée dans Silence n°397 consacré à la Lorraine), trio musical écolo, ont aussi une adresse dans l'Ain : La Pérouse, 01310 Montracol, tél : 06 76 63 79 57 ou 04 74 24 36 98 (Julie Garnier).

• Festival Courant d'Art, <http://collectif.ishtar.free.fr/courantdart.html>. Tous les deux ans, programmation en pleine nature, surtout de la musique.

• Festival du film Vert à Fernay-Voltaire, organisé par l'association éco-pratique, <http://eco-pratique.org/a-propos-deco-pratique>.

• Les 7 bis, chemin de Traverse, [www.resonancecontemporaine.org](http://www.resonancecontemporaine.org) : festival de musique contemporaine et d'expériences diverses de création, au mois de mars, dans des petits lieux à Bourg-en-Bresse.

• Festival de l'Homme debout, <http://www.treffort-cuisiat.fr/spip.php?rubrique129>, à Cuisiat : musique, marionnettes, arts de la rue, avec quelques associations de solidarité invitées.

• Z'Hurlis d'Bruits, <http://musiqueetnature.free.fr> : groupe de musique déambulatoire de rues ou de chemins dans la nature, avec Julie Garnier (par ailleurs aux Sourcieuses) et son mari Dominique Passeri.

• Atelier du Réverbère, BP 427, 01504 Ambérieu-en-Bugey, tél : 04 74 34 14 21, [www.atelier-du-reverbere.com](http://www.atelier-du-reverbere.com) : stages et formations en conte, voix, narration, de très bonne qualité, dans un tout petit ocal.

• Regard, place de l'Eglise, 01260 Le Petit-Abergement. Marie Morel publie cette petite revue d'art qui présente chaque fois un artiste et son œuvre. Modeste mais très bien fait.

• Esquisse production, 360, rue de l'Eglise, 01340 Attignat, tél : 04 74 23 75 13, [www.esquisse.org](http://www.esquisse.org) : une coopérative qui aide à la régie de spectacles.

### Education

• Groupe de l'école moderne (pédagogie Freinet), David Noally, Cressieu, 01300 Chazy-Bons, <http://gem01.marelle.org>, tél : 06 87 33 84 13

• Pirouette et Compagnie, 01420 Chanay, tél : 04 50 48 62 65, [pirouetteetcompagnie@yahoo.fr](mailto:pirouetteetcompagnie@yahoo.fr). Association de créativité, d'imagination et d'expression pour les enfants autour de jeux, visite, musique, fêtes...

• Ecole d'éveil Montessori, chemin de Ferrary, 01090 Guereins, tél : 06 13 02 15 20

# Alternatives dans l'Ain



D.R.

## Ferney-Voltaire

### Crèche bio

L'Escargot est un espace de socialisation multiculturel, qui accueille les enfants accompagnés d'un parent.

C'est un projet qui met les enfants et la nature au centre d'une ville. Un projet pour vivre notre parentalité, ensemble. Un lieu pour partager nos soucis et nos joies d'être parent.

Un espace d'accueil permet la rencontre entre des personnes d'origine très variée, représentant bien la diversité culturelle de la région du Pays de Gex. Les activités proposées aux enfants tournent autour du jeu, de la musique, des comptines de tous les pays et dans toutes les langues, du dessin, de la peinture, du théâtre de marionnettes, du yoga et bien d'autres encore... Nous organisons également des rencontres thématiques, et profitons du jardin qui entoure la maisonnette, pour sensibiliser les enfants à la nature et à l'environnement, grâce entre autre, à un jardin en permaculture.

• *L'Escargot, 11, rue de Genève, 01210 Ferney-Voltaire, escargot.ferney@gmail.com.*

• **Les Enfants d'abord**, Marie-Lise Meunier, En Fin, 01370 Meillonas, tél : 04 74 51 39 10, [www.lesenfantsdabord.org](http://www.lesenfantsdabord.org). Association qui défend le droit au libre choix du mode d'instruction et a pour but d'aider les familles pratiquant l'instruction hors de l'école.

#### Energies

- **Hélianthe**, 102, boulevard Edouard-Herriot, BP 88405, 01008 Bourg-en-Bresse Cedex tél : 04 74 45 16 46, [www.helianthe.org](http://www.helianthe.org). Association de promotion des énergies renouvelables, conseil pour les économies d'énergie, diagnostic thermique...
- **Cuivrie du Cerdon**, le Village, 01450 Cerdon, tél : 04 74 39 96 44, [www.cuivriedecerdon.com/](http://www.cuivriedecerdon.com/) : une fabrique de cuivres culinaires née en 1854, qui fonctionne à partir de la force hydraulique... mais qui vend maintenant des produits fabriqués ailleurs.
- **Sortir du nucléaire Bugey**, <http://www.stop-bugey.org/category/actions/actions-sdn-bugey>. Contact: Alain Cuny, [cunyalain@wanadoo.fr](mailto:cunyalain@wanadoo.fr). Demande l'arrêt des réacteurs de Bugey, les plus anciens après Fessenheim, et conteste le projet Iceda de stockage des déchets sur le site de la centrale.

#### Environnement

- **Association de gestion des espaces karstiques (AGEK)**, Le Lab'eau, 363, route du Belvédère, Romanèche, 01250 Hautecourt-Romanèche, tél. : 04 74 51 81 19 ou 06 28 32 50 38
- **FRAPNA-Ain**, 11, avenue Maginot, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 21 38 79
- **Un Pas de côté**, Mairie, place Jean-Moulin, 01250 Ceyzériat, Arnaud Miguet, tél : 04 74 25 05 29 ou 04 74 30 00 66. Promeut une culture et un mode de vie alternatif localement.

- **Bourg Nature Environnement**, <http://bne.asso.free.fr>. Surtout axé sur le vélo.
- **Comité de défense des usagers du train en Bugey-Chautagne**, 15, avenue Poncet, 01350 Culoz, [contact@codutrebtc.org](mailto:contact@codutrebtc.org), [www.codutrebtc.org](http://www.codutrebtc.org)
- **Association des cyclistes et piétons du pays de Gex (APICY)**, [www.apicy.fr](http://www.apicy.fr)

#### Habitat

- **Architecte Marielle Leroux-Leplomb**, 115 Grande-Rue, 01800 Bourg-Saint-Christophe, tél. 04 74 46 76 26, [www.architecte-leplomb.com](http://www.architecte-leplomb.com). Architecture raisonnée bioclimatique.
- **Mégard Architecture**, 44, place Saint-Vincent-de-Paul, 01400 Chailion-sur-Chalaronne, tél : 04 74 55 10 23
- **BioMaterre**, rue Jacquin, 01500 Ambérieu-en-Bugey, tél : 04 37 61 10 53, [www.biomaterre.com](http://www.biomaterre.com)
- **Greeneo**, chemin des Vergers, 01370 Pressiat, tél : 04 74 51 50 47, <http://portail.greeneo.eu>
- **Bati-bio**, Denise et Jean-Luc Prost, Salles, 110, chemin de la Bathiat, 01160 Saint-Martin-du-Mont, tél : 04 74 35 51 91, [www.batibio.fr](http://www.batibio.fr)

#### Jardins

- **Verger conservatoire**, musée de Revermont, place de la Mairie, 01370 Treffort-Cuisiat. Organisation de cours de greffe, taille, etc. Nombreuses variétés de pommiers, en lien avec le musée, gérées par l'association Fruits et nature en Revermont.
- **Jardins de la Providence** à Bourg-en-Bresse, <http://www.bourgenbresse.fr/Vivre-a-Bourg/Cadre-de-vie/Espaces-verts/Jardins-familiaux> : jardins collectifs municipaux
- **D'un jardin à l'autre**, 139, rue Centrale, 01200 Bellegarde-sur-

Valserine, tél : 04 50 59 92 86, [www.jardinmusinens.bellegarde-survalserine.fr](http://www.jardinmusinens.bellegarde-survalserine.fr), association qui entretient le jardin public du château de Musinens, à Bellegarde-sur-Valserine, depuis 2007.

#### Médias

- **Ebullitions**, Maison de la vie associative 2, boulevard Irène-Joliot-Curie, 01006 Bourg-en-Bresse Cedex, [www.ebullitions.org](http://www.ebullitions.org), "canard ain-pertinent" qui existe depuis 2009
- **Tropiques FM**, 18, rue Lazare-Carnot, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 23 65 79, [www.tropiquesfm.fr](http://www.tropiquesfm.fr). Créée en 1981, autorisée en 1983, cette radio associative propose de nombreuses émissions en lien avec les associations locales, sans publicité.
- **Bresse TV**, <http://bressetv.boostarts.com/>
- <http://www.faireautrement01.lautre.net/> : ce site essaie de recenser les initiatives alternatives du département et qui devrait donc prendre la suite du présent numéro.
- **Ecocitoyain**, <http://ecocitoyain.org> : association créée en mai 2012 pour relayer le travail des associations d'environnement, d'écologie et de solidarité, et qui projette d'organiser un festival pour qu'elles se rencontrent.

#### Politique

- **Europe écologie - Les Verts Ain**, <http://ain.eelv.fr>, tél : 06 47 92 07 81
- **Décroissance +**, tél : 04 74 37 72 47
- **Attac Bourg-en-Bresse** : [bourg.en.bresse@attac.org](mailto:bourg.en.bresse@attac.org), tel 06 76 15 51 70
- **Attac Haut-Bugey** : [haut-bugey@attac.org](mailto:haut-bugey@attac.org), tel 04 74 76 33 21
- **Attac Pays de Gex-Bellegarde** : [attacPdG-B@attac.org](mailto:attacPdG-B@attac.org)
- **Attac Val de Saône** : [val.de.saone@attac.org](mailto:val.de.saone@attac.org)

- **Groupe Transition Bourg**, [transition.bourg.01@gmail.com](mailto:transition.bourg.01@gmail.com)
- **Groupe de transition à Lagnieu**, Doumé Jarru, [cdoumer38@hotmail.com](mailto:cdoumer38@hotmail.com)
- **Groupe de transition à Ferney-Voltaire** : <http://eco-pratique.org>

#### Santé

- **Association Les Portes du corps**, Studio des Quatre Vents, 32, rue Prosper-Neyraud, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 06 62 12 48 23, [www.lesportesducorps.com](http://www.lesportesducorps.com). Elle propose des cours d'art martial (qi-gong, tai-chi-chuan). Les deux intervenants (Christine Burgos et Olivier Gelpe, ex-danseurs) ont une approche "fine et globale" : littéralement on y redécouvre son corps, comment être en bonne santé sans kiné ni ostéo, etc., comment prendre en charge sa santé.

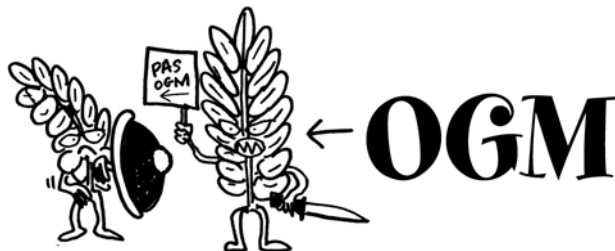
#### Solidarité locale

- **SEL Val-de-Saône**, cantons de Bâgé, Pont-de-Vaux et Saint-Trivier. <http://www.selpdv.tuic.fr>. Fondé en 2010.
- **SEL Bressan**, AGLCA, Maison de la vie associative, 2 boulevard Irène-Joliot-Curie, 01006 Bourg-en-Bresse, [selsdelain@gmail.com](mailto:selsdelain@gmail.com), <http://sel01.hautetfort.com/> Environ 180 membres
- **SEL du pays de Gex**, 30, rue de la Tour, 01210 Ornex, Marie-Dominique Le Bouteiller, [dlebouteiller@gmail.com](mailto:dlebouteiller@gmail.com), tél : 04 50 42 05 64 / 06 21 31 11 71, <http://seldupaysdegex.fr/>

#### Solidarités internationales

- **Artisans du monde**, 47, avenue Jean-Jaurès, 01000 Bourg-en-Bresse
- **Bourg-en-Bresse Espéranto**, chez AGLCA, Maison de la vie associative, 2, boulevard Irène-Joliot-Curie, 01006 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 32 26 23





## Mutagenèse

### Faucheurs condamnés

Jugés en novembre 2012 à Tours pour l'arrachage de plants de tournesol muté en Indre-et-Loire en 2010, deux faucheurs volontaires ont été condamnés par le tribunal correctionnel à trois mois de prison avec sursis et à 5000 € de dommages et intérêts aux agriculteurs dont les parcelles ont été endommagées. Pendant ce temps, les plantes génétiquement modifiées mutées ne sont toujours pas soumises à la traçabilité.

## "Aide" au développement

### Fin du soutien aux OGM

Pascal Canfin, ministre EELV de la coopération, a obtenu qu'à partir du 1er mai 2013, plus aucun fond de l'Agence française de développement, banque publique chargée d'aider les projets dans les pays du Sud, ne pourrait servir aux OGM, que cela concerne la recherche, l'achat de semences, la promotion ou la multiplication des semences. Ceci a été voté le 25 avril 2013 dans le cadre de la

stratégie d'aide à l'Afrique sub-saharienne pour les trois prochaines années.

### Inspections citoyennes

Le 9 avril 2013, la Confédération Paysanne de Rhône-Alpes organisait une inspection citoyenne dans les locaux de la coopérative *La Dauphinoise* en Isère afin d'alerter et d'informer les paysans sur la présence de semences de tournesols mutés, ces « OGM cachés » (voir *Silence* n°412 p.34). Apparemment les locaux avaient été nettoyés avant leur arrivée. A Trebes (Aude), le 15 avril 2013, une centaine de militant-e-s ont occupé l'usine de Monsanto pour vérifier la présence de pesticides. Ils ont trouvé du Cruiser et du Poncho dont les effets sont désastreux pour la survie des abeilles, et qui restent en France « tolérés » bien qu'interdits ! Ils protestaient également contre l'extension de l'usine. Sur leurs banderoles : « 60 silos en plus = plus de pesticides et moins d'abeilles ».

### Un monde sans Monsanto est possible ?

Le 25 mai 2013, à Montréal, Bruxelles, Bucarest, Amsterdam, New York, Washington, Tokyo et dans 300 villes de 57 pays du monde, environ 270 000 personnes ont manifesté contre Monsanto et les OGM, à l'appel du mouvement *Occupy Wall Street*. A Trèbes (Aude) où une usine de la firme est en voie d'extension, 80 personnes ont rebaptisé le panneau d'entrée de la ville « Monsanto », officialisant son jumelage avec la firme. A Strasbourg, ce sont les méthodes de lobbying de l'agrochimiste qui ont été pointées du doigt avec un défilé de 400 personnes allant du Parlement Européen au Conseil de l'Europe. A Paris, un sit-in au Trocadéro réunissait plusieurs centaines de personnes, à Toulouse 300 personnes se sont rassemblées dans le centre. A Lyon, trouver les locaux de la firme était un vrai casse-tête : celle-ci a déménagé son siège social français vers la commune de Saint-Priest (Rhône) et donnait comme adresse le 1, rue Buster Keaton, à *Eden Park*. Après des recherches, il s'avère que l'adresse était fautive : le siège se trouve avenue des Temps Modernes, à *Business Park*. Comme les malfrats, le géant de l'agrochimie se cache pour faire mourir... et se moque ouvertement de ses détracteurs. Après avoir perturbé un magasin Castorama qui vend du *Roundup*, pesticide toxique, une soixantaine d'opposant-e-s s'est rendue au siège de la multinationale et y a installé une ruche avec des abeilles mortes. Ils ont projeté de « l'agent orange » (peinture) sur les façades.



▲ Tokyo, 25 mai 2013

## santé

## Ondes nocives

### Si c'est le directeur qui le dit...

Didier Bellens, directeur de Belgacom, premier opérateur de téléphonie mobile en Belgique, a fait débrancher en 2007 la wi-fi du 27e et dernier étage de son immeuble où il travaille, estimant que son usage, avec des murs de granit épais, était dangereux pour la santé. De même, il demande à ses collaborateurs de privilégier sa ligne fixe pour le joindre. En 2011, alors qu'il répond à des élèves sur les dangers du téléphone portable, il conseille d'utiliser des oreillettes car ces appareils sont dangereux pour la santé. (source : *Robin des Toits*)

### La fin du sperme

La chute de la fécondité masculine est une réalité dans les pays industrialisés. Les études scientifiques se multiplient pour en déterminer les causes. Une étude parue début février 2013 dans le *British Journal of Sports medicine* montre que regarder la télévision plus de 20 heures par semaine entraîne une baisse de la concentration des spermatozoïdes dans le sperme en moyenne de 44 %. La même étude montre que ceux qui ont plus de 15 minutes d'activités physiques par semaine en ont en moyenne 73 % de plus que ceux qui en font moins de cinq. Conclusion : l'inactivité est une cause importante du problème de stérilité ! Il ne faut donc pas seulement s'indigner dans son canapé, faut aussi passer à l'action !



### Il faut rire plus !

Un enfant rit naturellement environ 300 fois par jour, alors qu'un adulte ne rit plus en moyenne que 15 fois. Le rire est pourtant un excellent moyen de se détendre, de se détendre, de faire le plein d'énergie et d'entrer en contact avec les autres. N'hésitez donc pas à rire 285 fois de plus que la moyenne !



## Les jeux écolos

### Les poupées « populaires »

Les poupées sont dans les mains des enfants depuis longtemps ; les archéologues en ont, en effet, retrouvé des traces datant de l'Antiquité. Elles peuvent être fabriquées en argile, en bois, en chiffon, en papier, aussi bien qu'en cire, en os ou en plâtre... Les poupées populaires s'avèrent alors économiques, puisqu'on peut entièrement les fabriquer soi-même, autant le corps que les vêtements et accessoires. Elles ne sont pas trop sophistiquées, ce qui peut permettre aux enfants de laisser libre cours à leur imaginaire. Les poupées les aident à se sentir plus grands, en s'occupant d'un plus petit qu'eux, à mieux exprimer et extérioriser leurs émotions, à développer leur imaginaire et leur monde à eux. Voyons quelques exemples.

#### Les poupées de moissons

Dans les campagnes, les paysans ont souvent fabriqué des poupées de moisson, en nouant et tressant les gerbes de blé, de seigle ou d'autres céréales. Les croyances populaires leur attribuaient le pouvoir de favoriser une meilleure récolte. Elles ont servi ensuite à amuser les enfants. Les gerbes venaient de la dernière

moisson ou de la première gerbe moissonnée. Les Égyptiens la suspendaient au-dessus de leur maison en signe d'abondance. La religion catholique a tenté de faire disparaître ces pratiques traditionnelles, que le machinisme agricole et l'exode rural ont fini par faire disparaître. Ces fêtes traditionnelles, qui relient aux saisons et au rythme de la nature, existent encore dans certaines sociétés particulièrement attentives aux traditions comme le Japon. Pour voir un exemple de poupée tressée, vous pouvez consulter le bel ouvrage de Christine Armengaud, *Jouets de plantes*.

#### Les poupées tracas

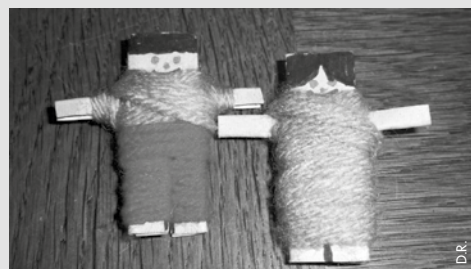
Les poupées tracas sont fabriquées traditionnellement par les enfants au Guatemala avec des bâtons de bois et des morceaux de chiffons...

Le soir venu, les enfants confient à leur poupée leurs angoisses et les mettent sous leur oreiller pour pouvoir dormir paisiblement. Un livre pour enfants illustre parfaitement ce rituel : *Billy se bile* d'Anthony Browne !

#### La fabrication des poupées tracas

Couper un morceau de bâton à

la taille voulue. Couper ensuite des bandes de tissu pour les jambes, le corps, le visage. Appliquer de la colle avec un pinceau sur le tissu, puis placer le tissu autour du bâton en pressant bien afin que le tissu adhère au bâton. Pour simplifier, les jambes ne sont pas dissociées. Pour faire les bras, coupez des bandes de tissus (ou un morceau de bois à l'horizontale), sur lesquelles vous appliquez de la colle, puis roulez le tissu en serrant fort. Fixez les bras avec du fil ou de la laine. Pour les cheveux, vous pouvez utiliser des brins de laine. A la fin, vous dessinez le visage au feutre.



▲ Poupée tracas



▲ Poupée de moissons

*Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :*

**Michel Scrive**

42, rue Hoche, 93500 Pantin,  
mishelu@riseup.net

#### Sources :

- Christine Armengaud, *Jouets de plantes*, Toulouse, éditions Plume de Carotte, 2009.

- Agropolis Muséum, Musée des nourritures et des agricultures du monde, [www.museum.agropolis.fr](http://www.museum.agropolis.fr)
- Anthony Browne, *Billy se bile*, Paris, éditions l'école des loisirs, 2006.
- [www.petitestetes.com/bricolage/poupees-tracas.html](http://www.petitestetes.com/bricolage/poupees-tracas.html)

## Halte à Amazon

Le libraire sur internet Amazon est dans la ligne de mire des militants anglo-saxons pour une consommation responsable. Outre la perte de recettes fiscales locales provoquée par la vente de produits en ligne - aux Etats-Unis, on estime que 24 milliards d'euros de recettes fiscales sont perdues par an à cause de ce type d'achats, l'argent récolté allant directement sur des comptes hébergés par les paradis fiscaux - et l'écrasement des petits libraires, les conditions de travail sont pointées du doigt : forcés à transporter les commandes sur des distances pouvant aller jusqu'à 20 kilomètres par jour dans des hangars, les employés se comparent à des robots humains. En Allemagne, des agents de



sécurité sont chargés d'intimider les travailleurs, souvent immigrés, et les surveillent jusque dans les foyers où ceux-ci sont logés. La revue *Ethical Consumer* (mai-juin 2013) liste les possibilités pour se procurer des livres sans passer par Amazon : où trouver les librairies indépendantes proposant des auteurs engagés, les sites d'échange de livres, les associations vendant des livres d'occasion. Alors qu'il ne reste plus qu'un millier de librairies indépendantes en Grande-Bretagne, on en compte encore plus de 2500 en France, résultat de la politique du prix unique mis en place en 1981, loi fragilisée toutefois par l'arrivée du livre numérique bien que celui-ci soit aussi encadré (loi de 2011). Les librairies indépendantes sont

structurées en France par région. On peut trouver leurs adresses sur différents sites internet.

## Semences buissonnières

Au départ, la plupart des semences utilisées dans les fermes des coopératives Longo Mai étaient achetées dans le commerce. Puis dans une recherche d'autonomie, une formation s'est faite, notamment avec l'aide de l'association *Kokopelli*. Des ateliers de production, de tri et de conservation ont vu le jour. La participation à des trocs de semences a permis d'augmenter la biodiversité. Aujourd'hui, forte de cette expérience, une équipe de réalisateurs veut transmettre ce savoir sous la forme d'un film pédagogique. Une souscription est ouverte pour son financement. On peut voir la présentation sur le site <https://vimeo.com/51870861>. On peut pré-acheter le DVD "Semences buissonnières" contre 20 € (ou

25 FS) par chèque à adresser à : Forum civique européen, Saint-Hyppolite, 04300 Limans.

## Mouvement Colibris

### Pour des potagers de ville

En lien avec le mouvement "les incroyables comestibles", le Mouvement Colibris a organisé le 4 mai dernier des actions dans 63 villes pour ouvrir des potagers collectifs ouverts à tous. L'occasion de lancer une campagne de trois mois sur l'importance de l'agriculture, les possibilités de produire une partie de ses besoins en ville, la possibilité de le faire ensemble, la possibilité de partager avec tous, la promotion des circuits courts de production, le tout en bio évidemment. *Mouvement Colibris, 95, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 42 15 50 17, www.colibrislemouvement.org*





## On passe à l'acte !

### Initiatives positives pour un changement de société global

« **A**utorisons-nous à agir et libérons notre héros intérieur ! » Telle est la devise portée depuis 2005 par l'association « On passe à l'acte » qui anime une plateforme web répertoriant les initiatives positives des gens ordinaires. Laurence enseigne quotidiennement la pédagogie du bonheur à ses élèves. Pascal troque ses légumes avec ses voisins. Simone, 83 ans, a créé une colocation intergénérationnelle chez elle. Elodie a décidé de tout quitter pour réaliser un projet en accord avec ses valeurs. Des initiatives individuelles inspirantes, généreuses et facilement réalisables, qui représentent de réelles alternatives économiques, environnementales et sociétales.

#### Croire en l'humain et en sa force de création...

Mathias Lahiani, ingénieur du son et violoniste est à l'origine de la création de cette plateforme. « On a l'habitude de contester, râler, contre nos dirigeants par exemple, contre ceux qui bougent. J'avais envie d'aller à la rencontre de ceux qui prennent les choses en main, ceux qui passent à l'acte de leur propre initiative. Je crois en l'humain et en sa force de création ».

A ce jour, le site répertorie plus de 300 initiatives : une vidéo de présentation du porteur de projet et une fiche recette permettent à tout un chacun de s'approprier une idée et de la réaliser. « L'important ce

n'est pas que l'initiative soit des plus originales. Elle doit être généreuse, faisable mais l'important c'est que les personnes qui en parlent vibrent en la transmettant. »

#### Une mine d'informations positives

Un site conçu comme une plateforme d'informations mais également comme un espace collaboratif : chacun peut poster sa propre initiative ou une envie, une idée qu'il aimerait accomplir. Les bénévoles de l'association mettent soit en contact la personne avec un porteur de projet ou se proposent eux-mêmes de mettre leur expériences et savoir-faire à disposition afin d'accompagner de futures initiatives. A partir de la plateforme, un véritable espace de rencontre, d'échange et de création est ainsi né.

A l'heure de la crise économique et de la morosité ambiante, largement véhiculée par les médias, le site devient également une véritable source d'informations positives, proposant la mutualisation et l'entraide plutôt que l'immobilisme et le repli sur soi ; redonnant l'envie d'innover et restaurant chez chacun, à sa propre échelle, le pouvoir de changer les choses.

#### Pauline Orain

> Association On passe à l'acte, 119, avenue Vert Bois, 34090 Montpellier, [www.onpassealacte.fr](http://www.onpassealacte.fr)

## Silence

# Bilan financier 2012

Résultat d'exploitation 2012 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2011	2012	Produits	2011	2012
Imprimerie	47	46	Reuves vendues	224	221
Achat marchandises	15	8	Ventes marchandises	23	10
Frais reproduction divers	2	2			
Routage	28	31	Variations stocks	8	2
Affranchissements	8	6			
Maquettiste	10	13			
Achats & charges externes	18	25			
Salaires & charges sociales	100	116	Aide emploi	2	3
Amortissements	2	2			
Stocks	2	3	Reprise stocks	1	2
Droits d'auteurs/Taxe appr.	2	3	Soutiens et dons	8	8
Charges financières exceptionnelles	0	4	Produits financiers	1	1
Impôt sur les bénéfices	5	0			
Excédent	+27	-12			
<b>Total charges</b>	<b>268</b>	<b>248</b>	<b>Total produits</b>	<b>268</b>	<b>248</b>

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)

Actifs	2011	2012	Passif	2011	2012
Investissements	4	2	Fonds associatif	89	117
Stocks	11	12	Excédent/Perte	27	-12
Titres participation	21	18	<b>Total fonds propres</b>	<b>117</b>	<b>104</b>
Prêt	0	1			
Clients	15	17			
Divers à recevoir	3	3	Fournisseurs	13	15
			Produits avancés	53	45
Trésorerie	150	127	Frais dus au personnel	19	20
Charges avancées	3	5	Divers dettes	5	1
<b>Total actif</b>	<b>207</b>	<b>185</b>	<b>Total passif</b>	<b>207</b>	<b>185</b>

## On résiste à la "crise" !

Après quatre années excédentaires, Silence subit une perte de 12 428 €. Les raisons sont diverses : légère baisse du nombre d'abonnés (environ une centaine, mais avec un montant moyen en hausse, soit une baisse de seulement 400 €), investissement dans la fête des 30 ans de la revue à Foix (3500 €), le surcoût du n°400 (100 pages en couleurs) offert à nos abonnés (plus de 4000 €), la baisse de la vente des *Manuels de transition* non équilibrée par les ventes de *L'écologie en 600 dates* et des augmentations de nos frais : rattrapage des salaires (bloqués de 2006 à 2011), augmentation des frais d'envoi par la Poste (3500 €)... Cela se ressent sur la trésorerie qui redescend un peu, mais reste confortable (127 000 €).

Fin 2012, nous n'avons pas pérennisé un poste sur la comptabilité, préférant confier celle-ci à une entreprise extérieure, ce qui devrait se traduire par quelques économies à partir de 2013. Le premier semestre 2013 montre une très légère reprise des abonnements et une trésorerie stable. Les projets 2013 ont des coûts modestes (refonte de la maquette, lancement d'un nouveau livre sur la transition en septembre) et nous espérons continuer à être à l'équilibre en fin d'année.

## Lyon

### Un collectif cycliste gonflé à bloc

Le collectif *Valve*, *Venir à Lyon à vélo*, est né en septembre 2012, sous l'impulsion de Pierre-Martin Aubelle et Fabien Bagnon, membres de l'association *La ville à vélo* ([www.lavilleavevelo.org](http://www.lavilleavevelo.org)). Habitants de Saint-Genis-Laval commune de l'Ouest Lyonnais, ils se rendent tous les matins à Lyon pour leur travail à vélo. Pour cela, ils traversent le pont de la Mulatière, qu'ils appellent « le pont de la mort ». Sur ce pont, les cyclistes n'ont pas d'autre alternative que d'emprunter la voie de sortie de l'autoroute ou, en toute illégalité « tolérée » l'étroit trottoir, protégé par un simple muret de béton, qu'empruntent les piétons téméraires.

▼ 24 octobre 2012, inauguration des premiers mètres de la piste cyclable demandée



Alexis Bienvenue



Décidés à faire évoluer la situation, Pierre-Martin et Fabien ont décidé d'interpeller les autres cyclistes. Un tract distribué le 17 septembre 2012 aux passants cyclistes et VALVE était né (<http://collectifvalve.blogspot.fr>). Un premier comptage est effectué à cette occasion : 250 vélos en 1h30 passent le pont ! Début 2013, le collectif compte plus de 250 sympathisants.

Le collectif demande l'aménagement d'une piste cyclable en encorbellement (voir [www.vvv-sud.org/psp-passerelles-velo-encorbellement.html](http://www.vvv-sud.org/psp-passerelles-velo-encorbellement.html)) sur le pont. Des entretiens ont déjà été réalisés avec les élus des différentes communes de l'Ouest Lyonnais pour présenter ces propositions et tenter d'obtenir des engagements à leur étude sinon à leur réalisation : mairie d'Oullins, mairie de la Mulatière, services du Grand Lyon. Les VALVEURS participent, positivement, avec attention et détermination. Le 24 octobre 2012, une centaine de cyclistes s'est retrouvée pour inaugurer une piste cyclable virtuelle de quelques mètres à l'entrée du pont de la Mulatière en présence de Jean-Charles Kohlhaas, conseiller régional et Alain Dorieux, élu de la ville de La Mulatière. Le 29 novembre 2012, pour l'ouverture du débat public sur le « TOP », Tronçon Ouest Périphérique, VALVE a accueilli les participants arborant le slogan « Le vélo c'est TOP » demandant de « sensibiliser les décideurs à l'urgence d'aménagements de pistes cyclables sécurisées sur toute l'agglomération, et notamment le quart sud-ouest » (concerné par le TOP).

Pierre-Martin et Fabien ne manquent pas d'idées pour les prochaines actions. Les élus des communes de l'Ouest lyonnais viendront-ils rouler avec les VALVEurs-VALVEuses sur ce trajet périlleux ? Ce qui est sûr, c'est que tous restent gonflés à bloc, et sont déterminés à faire concrétiser leurs propositions. **Annie Gauthier.**

### Guidon d'or et clou rouillé

La Fédération des usagers de la bicyclette a remis ses prix annuels lors de son assemblée générale du 20 avril 2013. Le "Guidon d'or" récompense la ville de Tours pour sa politique favorable aux cyclistes, Tours devance Valence (Drôme) et Dieppe (Seine-Mari-

time). Le "clou rouillé" de la plus mauvaise politique en faveur des deux roues revient à Marseille, devant Biarritz et Pontoise (Val-d'Oise). Marseille, deuxième ville de France, ne dispose que de 75 km de pistes cyclables (contre 400 km à Nantes ou Lyon), et a été épinglée par la justice à deux reprises depuis un an pour sa mauvaise gestion de son réseau cyclable.

### Le risque de la vitesse

Pour désengorger les pistes cyclables autour de Copenhague, le gouvernement danois a lancé un programme de 13 pistes cyclables "express" avec intersections sécurisées (priorité aux vélos aux carrefours), largeur suffisante pour doubler, stations de réparation des vélos... Ces pistes de 7 à 15 km relie la capitale aux banlieues. Le but est d'augmenter l'usage du vélo en périphérie où seuls 37 % des déplacements se font en deux roues contre 55 % dans la capitale.

L'initiative est heureuse... et souhaite accompagner l'arrivée de nouveaux vélos de plus en plus performants (carénés, à assistance électrique...) qui peuvent rouler à haute vitesse (40 à 80 km/h). La cohabitation entre ces vélos rapides et les vélos conventionnels peut vite devenir dangereuse. On va en arriver à devoir mettre des limitations de vitesse sur les pistes cyclables... comme c'est déjà le cas sur la piste cyclable du littoral dans le Var où la vitesse sur piste cyclable est limitée à 30 km/h. Au-delà, vous devez emprunter la voirie prévue pour les voitures.



▲ En vélo couché, vous dépassez vite les 30 km/h !

Adrien Bailston

# climat

### L'énergie n'est pas plus propre !

L'Agence internationale de l'énergie a publié un rapport le 17 avril 2013 sur l'évolution des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine de l'énergie. La conclusion est sans appel : malgré le développement des énergies

renouvelables, l'évolution est très faible (-1% en 23 ans), car en même temps la consommation totale d'énergie augmente sans cesse et le recours au charbon également. Alors que les engagements en faveur du climat se multiplient, le résultat est même pire que dans la période 1970-1990 où l'indice de l'intensité carbone avait baissé de 6 %. Pour que la température ne monte pas de plus de 2°C à la fin du

siècle, il faudrait que cette intensité carbone baisse de 64 % d'ici 2050 (l'énergie est responsable de 60 % des émissions de gaz à effet de serre). Cette quasi-stagnation laisse penser que les objectifs fixés dans les conférences internationales sont très loin d'être atteignables.

### Ça fond de plus en plus vite

Selon une étude internationale menée par des climatologues dont des chercheurs de Montpellier et de Grenoble, en été, la calotte glaciaire fondrait aujourd'hui jusqu'à 600 fois plus vite qu'avant 1850, date du début de l'industrialisation. Grâce à l'analyse de glaces profondes, ils ont montré que le phénomène d'accélération remonte au moins à une cinquantaine d'années. (*Nature Geoscience*, avril 2013)





## TER : Pourquoi ça marche mieux en Allemagne ?

En dix ans, l'Allemagne a ouvert ou rouvert 500 km de lignes ferroviaires locales ainsi que 300 gares. A l'inverse de la France où la tendance est de plus en plus à remplacer les TER par des cars. Comme en Suisse, les lignes secondaires sont confiées de plus en plus souvent à des entreprises privées, mais sous contrôle des collectivités publiques. En France, ce sont aussi les régions qui gèrent les lignes de TER, mais la SNCF qui en a la gestion semble ne pas savoir s'adapter à la demande. La Fnaut, Fédération nationale des associations d'usagers des transports a commandé une étude à un bureau d'études pour essayer de comprendre les différences entre les deux pays. Entre 2002 et 2010, la hausse du trafic ferroviaire secondaire en Allemagne est de 23 % contre +43 % pour le seul TER français (mais seulement +27 % si on intègre aussi les lignes RER et Transilien en Ile-de-France). Alors qu'en France, cette hausse de fréquentation se traduit par une hausse des coûts pour les collectivités (+40 % pour transporter un passager sur un kilomètre), en Allemagne, les coûts



▲ Train régional allemand.

sont stables. Alors qu'en France, on est passé d'un financement public de 10 € à 14 € par km/passager, en Allemagne on est resté stable à 4,5 €. La SNCF estime que ce sont les salaires qui font la différence. L'étude montre qu'en moyenne les employés de la Deutsche Bahn, DB, ou des sous-traitants est de 6,4 % supérieur à la convention collective. Il n'y a pas de différences significatives dans le domaine de la sécurité. La principale différence semble donc résider dans la mise en concurrence des sous-traitants, plus ancienne qu'en France (1994) : aujourd'hui 25 % des lignes régionales ne sont plus gérées par la DB. Les experts concluent que les principales différences proviennent de la gestion : la SNCF a des charges d'encadrement beaucoup plus importantes, des charges patronales plus élevées. La SNCF qui a fait ses propres études en comparant la situation avec l'Allemagne, la Suède, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suisse, en arrive sensiblement à la même conclusion : elle a un coût d'exploitation environ 30 % supérieur à ce que l'on observe dans les autres pays. **M.B.**

### Gard

## ZAD golfique

Près d'Alès, sur le commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas, 260 hectares de terres agricoles sont appelées à être détruites pour la construction d'un golf, associant inutilité publique, inégalités sociales et intérêts privés. Le collectif des opposants fait des propositions de projet alternatif pour conserver la vocation agricole de ce territoire et a organisé en mai une journée de semis de graines sur une parcelle labourée de cette Zone A Défendre (ZAD). Association St Hilaire Durable, 2958, Chemin d'Anduze à Uzès, 30560 St Hilaire-de-Brethmas, [www.sainthilairedurable.com](http://www.sainthilairedurable.com), tel. : 04 66 61 35 51.

abandonné la voiture pour se déplacer en transports publics, à pied ou à vélo. L'usage du vélo est monté à 3,1 % des déplacements. Les raisons : une réduction de l'espace public dédié aux automobiles, rendant plus difficiles le stationnement et la circulation, et l'accroissement de l'offre de transports. La municipalité de Paris souhaite poursuivre l'effort dans son plan de lutte contre la pollution, par l'abaissement de la vitesse autorisée (zones 30, périphérique à 80 km/h), et l'interdiction des

véhicules les plus anciens et des poids lourds en transit. (*Le Monde*, 31 octobre 2012)

### Pollution de l'air

## Respire !

Le 5 avril 2013, Delphine Batho, ministre de l'environnement s'est vue offrir par l'association Respire un billet de train aller-retour pour Clermont-Ferrand. Il s'agissait de protester contre son choix de faire l'aller-retour Paris-Clermont... en

avion. L'association Respire a vu le jour en 2011 à l'initiative de personnes qui ne supportent plus la répétition des alertes à la pollution et de l'absence de volonté sérieuse de la part des autorités de faire baisser la pollution. L'association se prépare à agir dans le cadre juridique actuellement en discussion de class action, des plaintes collectives pour simplement demander aux collectivités d'obéir à la loi. Respire, [contact@respire-asso.org](mailto:contact@respire-asso.org), tél : 06 98 49 28 22, [www.respire-asso.org](http://www.respire-asso.org).

### Paris

## Rouler moins et moins vite

Depuis dix ans, la circulation automobile a baissé de 25 % à Paris. 40 % des Parisiens ont

## Globalisation des Grands projets inutiles et imposés

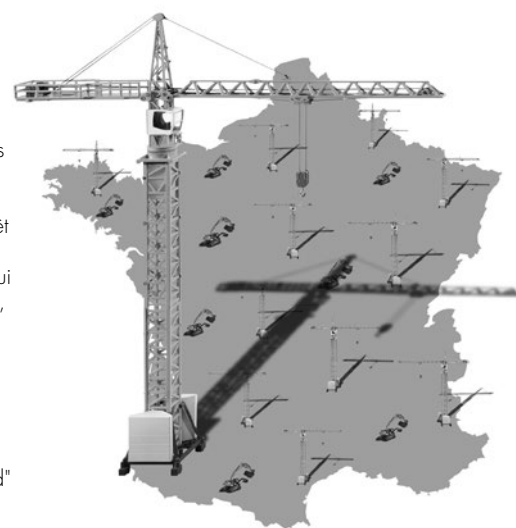
### globalisation de la RÉSISTANCE

Le capitalisme globalisé impose partout aux populations de grands projets, inutiles au regard de l'intérêt général et presque toujours nuisibles pour leur environnement naturel et humain. Y collaborent des multinationales de toutes origines, dont des entreprises françaises comme Bouygues (des centrales nucléaires aux centres de rétention) ou Vinci (avec par exemple une autoroute moscovite détruisant la forêt de Khimki). De nombreux grands barrages sont programmés comme celui de Belo Monte, le troisième en surface au monde (502 km<sup>2</sup>), qui menace plusieurs tribus indiennes en Amazonie brésilienne.

Les compagnies minières rêvent d'extraire du gaz, du pétrole ou du minerai malgré des conditions de plus en plus risquées : fracturation, sables bitumineux, forages en eaux profondes etc. Elles se disputent déjà la zone arctique dévastée par le réchauffement climatique (plan "Grand Nord" canadien).

L'important est de voir grand, très grand. Les bénéfices sont répartis entre peu d'actionnaires, et les populations sont rendues de plus en plus dépendantes pour l'énergie, l'eau, l'alimentation et l'emploi. Le plus souvent, les États ont des liens de famille et d'intérêt avec les oligarchies capitalistes auxquelles elles assurent des subventions et des clauses de rentabilité privilégiées. Parmi les grands projets réalisés, plus d'un s'avère peu utilisé ou complètement délaissé, comme l'aéroport de Mirabel (Montréal) ou tant de résidences avec golf en Andalousie. Et l'on entend : "que voulez-vous, c'est la crise !" Mais peu importe car divers rapaces auront eu l'occasion de s'enrichir lors d'une étape ou l'autre du projet (les "études" sont particulièrement lucratives). Parmi eux se trouvent parfois des élus ou des partis. Heureusement, l'orgueil national ou "l'attractivité" de telle ou telle métropole pèsent aujourd'hui moins lourd face au débat public alimenté par des collectifs de résistance de plus en plus nombreux ! **M.-P. N.**

Une carte mondiale des GPII se trouve sur le site de la revue *Mouvements* ([www.mouvements.info](http://www.mouvements.info)).



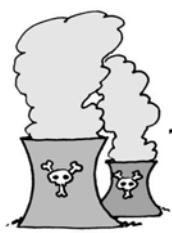
Echange publicitaire

Espace Nature Isère

**L'ALBENC**  
ISÈRE

**FOIRE Bio**  
Entrée gratuite  
230 exposants  
CONFÉRENCES

[www.enisere.asso.fr](http://www.enisere.asso.fr)



# nucléaire

► Inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le 17 avril 2013.



## Fukushima

### Les populations sont sacrifiées Les salariés sont sacrifiés Les finances sont sacrifiées...

- **24 avril**, les Etats-Unis font pression sur le gouvernement japonais pour que celui-ci ne démarre pas l'usine de "traitement" de Rokkashō-mura, qui permettrait l'extraction du plutonium. Les Etats-Unis estiment que cela affaiblit les négociations demandant à la Corée du Nord et à l'Iran de renoncer à leur programme nucléaire.
- la NRA dénonce l'insuffisance des stations de mesure de la radioactivité des zones contaminées : 160 balises sur 389 ne sont pas équipées de générateur de secours, ce qui fait qu'elles ne fonctionnent pas en cas de coupure de courant, donc en cas d'accident !
- **25 avril**, TEPCO annonce l'arrêt du refroidissement des piscines de stockage du combustible usé du réacteur n°3, pendant 33 heures, le temps pour les intervenants de doubler certains circuits électriques et d'espérer ainsi se mettre à l'abri d'autres dysfonctionnements provoqués par des rongeurs.
- la NRA annonce qu'elle n'autorise pas la poursuite des tests de l'usine de Rokkashō-mura tant que de nouvelles normes n'ont pas été élaborées... ce qui ne sera pas le cas avant au moins décembre 2013.
- **26 avril**, à l'occasion du 27<sup>e</sup> anniversaire de l'accident de Tchernobyl, *Médiapart* publie une étude montrant que le nombre de morts parmi les enfants de liquidateurs est excédentaire, entre 1986 et 2012, de 62 730 dans la tranche de 0 à 1 an !
- **27 avril**, TEPCO a réalisé 22 sondages autour des réservoirs d'eau radioactive, 13 présentent une contamination qui indique une fuite des réservoirs.
- **30 avril**, une étude portant sur la contamination de l'ayu (*Plecoglossus altivelis*), un poisson d'eau douce mangé pour sa chair savoureuse, montre que la contamination au césium, entre mai et septembre 2011, s'est répandue jusqu'à 400 km à l'ouest de la centrale.
- **6 mai**, un patron yakusa est condamné pour avoir prélevé une part du salaire de ses employés sous-traitants sur le site de Fukushima.
- **8 mai**, des associations découvrent sur deux parkings de la ville de Fukushima des points chauds jusqu'à 430 000 bq/kg. Les autorités ferment les deux parkings... Cela confirme que les gens vivent dans une atmosphère hautement contaminée.

- **11 mai**, plus de 150 policiers participent à un exercice antiterroriste sur le site de Fukushima. Le gouvernement dit craindre une action terroriste sur des réacteurs quasiment à l'air libre.
- **12 mai**, la NRA demande à KEPCO de renforcer la résistance des réacteurs d'Oï, les deux seuls réacteurs en activité, pour pouvoir résister à un séisme touchant simultanément les trois failles actives sous le réacteur.
- **15 mai**, publication d'un rapport de la NRA. 10 000 des 39 000 pièces d'équipement du surgénérateur Monju n'ont pas été vérifiées. Son fonctionnement est suspendu. Le réacteur n°2 de la centrale de Tsuruga situé sur une faille active est interdit de redémarrage. D'autres réacteurs sont à l'étude.
- **16 mai**, les occupants du camp installé depuis l'accident devant le ministère de l'économie et des finances lancent une grève de la faim, une semaine avant l'ouverture d'un procès qui leur est fait pour occupation illégale de l'espace.
- **17 mai**, selon une enquête de la chaîne de télévision NHK, la décontamination n'avance pas : seules 5 % des habitations et 4 % des jardins ont été nettoyés. Et dans ces terrains nettoyés, on dépasse encore la limite de 1 mSv/an dans 77 % des cas.
- **18 mai**, séisme de magnitude 6,1 à 14h48 (heure locale) à 50 km au large de la centrale accidentée de Fukushima.
- **20 mai**, selon Sumi Hasegawa, chercheuse à l'Université McGill de Montréal, les sous-traitants sur le site de Fukushima en charge de récupérer les débris peuvent prendre 100 mSv en quelques jours... la dose limite tolérée en France sur une période de 5 ans. Elle a essayé de faire un sondage sur les conditions de travail auprès des ouvriers. Si 3186 d'entre eux ont répondu, le mensuel japonais *Sekai* a révélé que leurs réponses ont souvent été dictées par leurs employeurs. Malgré le trucage de l'enquête, au moins 5 % des ouvriers déclarent des salaires inférieurs au minimum légal.
- **21 mai**, le gouvernement verse 1,2 milliards d'euros à TEPCO. C'est le 16<sup>e</sup> versement pour un total déjà de 30,6 milliards d'euros.

Une version plus détaillée se trouve sur notre site [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net).

## Belgique

### "Les éoliennes plus dangereuses que le nucléaire"

Selon le nouveau directeur de l'AFCN, Agence fédérale de contrôle nucléaire, Jan Bens, dans un entretien paru le 18 mai 2013 dans *De Morgen*, "les éoliennes sont plus dangereuses que les centrales nucléaires". Selon lui : "On est en train de remplir le port d'Anvers d'éoliennes, alors qu'il y a des industries chimiques juste à côté. Si un accident se produit, via un bris de pale, ce sera une guillotine. Et si elle transperce une conduite de chlore, c'est un problème d'un autre ordre que ce qui peut se passer à Doel". Cet entretien intervient alors que l'AFCN vient de remettre un rapport favorable au redémarrage des réacteurs de Doel et Tihange,

malgré la présence de milliers de fissures dans le réacteur.

## Bure

■ **Le débat sur l'enfouissement tourne court.** La première réunion du débat public sur l'enfouissement des déchets se tenait à Bure le 23 mai 2013. Les opposants avaient souligné qu'il y avait une grosse incohérence à vouloir faire ce débat en parallèle au débat sur la transition énergétique. Ils ont également demandé la tenue d'un référendum des populations locales. Mais en vain. Dès l'ouverture du débat à 19h, une trentaine de personnes ont manifesté dans la salle pour demander le départ des technocrates parisiens. 200 personnes étaient présentes à l'extérieur et les accrochages se sont multipliés. Les forces de gendarmerie n'ont pas réussi à

maîtriser la situation et le débat a été annulé. Les représentants de l'Etat, escortés par les gendarmes, sont repartis sous les fumigènes et les boules puantes.

## ■ Incertitudes résiduelles.

Dans un rapport publié le 23 mai 2013, l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, demande à l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, de lever les "incertitudes résiduelles" concernant l'homogénéité de la couche géologique, d'évaluer la robustesse du stockage, de quantifier l'aléa sismique... Une mise en garde qui arrive bien tardivement alors que le projet est à l'étude depuis plus de 20 ans ! Mais les révélations faites par des experts indépendants et par les associations opposées au projet et les déboires du stockage des déchets en Allemagne (où tout doit être maintenant ressorti, reconditionné, fait

que l'ASN en arrive à émettre de sérieux doutes.

## ■ Un volume de stockage insuffisant.

Le rapport de l'ASN du 23 mai 2013 pose la question des quantités de déchets à enfouir. Le site Cigéo est prévu pour accueillir à partir de 2025, dans 15 km<sup>2</sup> de galeries souterraines, 10 000 m<sup>3</sup> de déchets de haute activité et 70 000 m<sup>3</sup> de déchets de moyenne activité. Cette estimation de volume est faite en supposant que 96 % du combustible usé provenant des 58 réacteurs est "valorisable" par le retraitement avec production de MOX (mélange uranium-plutonium) et plutonium pour des surgénérateurs. Or de surgénérateur qui fonctionne, il n'y en a pas et le MOX a mauvaise presse depuis qu'il s'est vaporisé dans le réacteur n°3 de Fukushima. En cas d'arrêt du "retraitement", il faudrait donc stocker... 25 fois plus de déchets ! Et ceci n'inclut pas les déchets provenant du démantèlement des réacteurs : les cuves de ceux-ci seront hautement radioactives.



► Encerclement du débat public à Bure, le 23 mai 2013





D.R.

## Isolation des bâtiments

Ce devrait être le premier gros dossier en faveur de la réduction des gaz à effet de serre lancé par le gouvernement : l'isolation des bâtiments anciens. Pour financer cela, le gouvernement ferait appel à des "tiers financeurs", c'est-à-dire à des financeurs qui avancent le coût des travaux et se remboursent ensuite en fonction des économies réalisées. L'objectif a été fixé par Jean-Marc Ayrault en clôture de la conférence environnementale : un million de logements par an. Le Grenelle de l'environnement avait fixé le seuil à 400 000... et concrètement, en 2012, selon *L'Usine nouvelle*, nous n'en sommes qu'à un rythme de 120 à 130 000.

## Europe L'industrie d'abord

Le 22 mai 2013, les 27 chefs d'Etat de l'Union européenne ont publié une déclaration finale sur les orientations de l'UE en matière d'énergie qui estime que la priorité est de lutter contre l'énergie chère, pour la compétitivité industrielle et pour l'achèvement des infrastructures d'interconnexion. Le climat, les économies d'énergie, les énergies renouvelables, la sobriété énergétique, la résilience des territoires, le contrôle citoyen de l'énergie sont minorés ou ignorés. Les observateurs dénoncent le succès du lobbying des industriels. Certains eurodéputés libéraux sont même allés jusqu'à se féliciter de l'abandon d'engagements "inexécutable" pour le climat. Le document laisse la possibilité à chaque Etat de gérer ses choix énergétiques, mais insiste sur la nécessité de profiter au maximum des ressources locales, y compris les gaz de schistes.

# énergie



“ Ne pas réduire la part du nucléaire et céder à la tentation du gaz de schiste est une trajectoire suicidaire. ”

Nicolas Hulot, lors de son audition dans le cadre du débat sur la transition énergétique, le 23 mai 2013.

## Vers des bâtiments à énergie positive

En 2020, les nouveaux bâtiments devront tous être des "BEPos", des bâtiments à énergie positive (la présence de source de production d'énergie comme les capteurs solaires, les photovoltaïques, les éoliennes, la géothermie produisent plus que la consommation du bâtiment). Une mesure qui concerne toute l'Europe et qui vise à économiser l'énergie. Mais les résidents sont-ils prêts à accepter de tels bâtiments ? Le *Pole Alsace Energie* a réalisé une étude sur la question en interrogeant des personnes de trois régions : l'Alsace, la région allemande située de l'autre côté du Rhin et la région suisse située en amont sur le Rhin. De cette vaste enquête, il ressort qu'il y a peu de différences entre les trois pays. 48 % estiment important d'agir pour économiser l'énergie et des bâtiments spécialement conçus pour cela sont perçus de manière positive par plus de deux tiers des personnes interrogées. Les Français sont même ceux qui y voient le moins d'inconvénients alors qu'Allemands et Suisse s'inquiètent de fenêtres parfois trop petites ou de murs pas assez respirants. 57 % sont capables de citer un label : en Suisse, 49 % citent en premier Minergie, en France, 35 % citent en premier BBC (et seulement 1% BEPos), en Allemagne, 6 % citent en premier Passivhaus. C'est le confort thermique qui ressort comme la priorité à prendre en compte.

Les contraintes qui suscitent le plus de réticences sont les suivantes : ne pas faire soi-même le choix de son mode de chauffage, devoir habiter un logement collectif plutôt qu'une maison individuelle, devoir mutualiser sa production d'énergie avec d'autres bâtiments. 30 % des personnes n'acceptent pas ces contraintes.

Les énergies renouvelables bénéficient d'une image positive mais des questions se posent sur leur coût et leur rentabilité.

Les trois quarts des personnes interrogées accepteraient d'ici dix ans de vivre dans un bâtiment à énergie positive, principalement pour économiser l'énergie et préserver l'environnement. Les Français sont ceux qui citent le plus aussi les questions de l'habitat sain (53 %) et le confort (46%). Le premier critère de refus est le coût. La plus grosse interrogation porte sur la possibilité d'aller vers des BEPos à partir des bâtiments existants.



▲ Le siège de La Nef à Vaulx-en-Velin (Rhône)



▲ HLM à Vannes (Morbihan)

Partenariat

05 au 13 juillet 2013

Festival de Films  
**RESISTANCES**  
FOIX Ariège-Pyrénées

# femmes, hommes, etc.

Japon

## Femmes-objets sans limites



▲ en France, c'est sur l'épaule et en bas on peut lire : "Ici on frappe la monnaie et les esprits", sous-entendu, pas les femmes ?

Les hommes repoussent toujours plus loin les limites de l'instrumentalisation des femmes. Au Japon, une agence propose aux annonceurs de louer les cuisses de jeunes femmes pour y apposer des décalcomanies publicitaires. Celles-ci doivent se promener en minijupes ou en shorts au moins huit heures par jour et poster des photos sur leurs réseaux sociaux virtuels, et sont payées entre 15 et 130 dollars par jour. Qui dit pire ? (Source : Axelle)

## François Hollande hors la loi

Selon un relevé réalisé par le Conseil représentatif des associations noires et par Banlieue citoyenne, il y a début avril 2013, 13,17 % de femmes chez les ambassadeurs et 13,49 % chez les préfets. Alors qu'une loi votée en février 2012 impose un quota de 40 % de femmes parmi les hauts fonctionnaires, François Hollande ne respecte pas la loi : sur les 52 préfets nommés pendant la première année de son mandat, seuls 8 sont des femmes (15,3 %) et sur 24 nouveaux ambassadeurs, seuls 8 sont des femmes (33 %).

## Rallye stupide

L'association *Filactions* de Lyon, qui lutte contre la violence faite aux femmes, s'est félicité, mi-avril 2013, de la présence sur un rallye automobile d'une voiture portant un macaron publicitaire "39 19 Violences conjugales" rappelant qu'en France, les violences conjugales tuent une femme tous les trois jours.

C'est oublier un peu vite que la voiture a tué 3645 personnes en 2012, soit 10 par jour dont la moitié sont des femmes, soit 5 femmes tuées par jour... soit 15 fois plus que les violences conjugales.

Fédération Anarchiste

## Démissions de féministes

Lors du Congrès national 2013 annuel de la *Fédération Anarchiste* (FA), deux femmes ont démissionné en dénonçant le sexisme et l'anarco-patriarcat qui règnent dans l'organisation, suivies de deux hommes et soutenues par quelques autres. Elles dénoncent des réseaux de pouvoir composés exclusivement d'hommes blancs hétéros et créant une hiérarchie informelle dans le mouvement, le refus de féminiser les textes,

l'énergie énorme qui doit être dépensée à chaque instant pour faire entendre la voix des femmes, etc. Le conflit a éclaté suite à un article dans *Le Monde Libertaire* complaisant avec le viol de Nafissatou Diallo par DSK, article qualifié par l'une d'entre elles de masculiniste. Suite au Congrès, les démissionnaires disent avoir reçu des insultes et, pour l'un deux, des menaces.

## Ce sont les hommes qui cumulent

Les femmes sont souvent soumises à la triple journée : travail-famille-vie sociale. Les hommes politiques semblent aussi adeptes de la triple journée : 80 % des députés ayant un autre mandat sont des hommes et 25 % de ces élus arrivent même à avoir trois mandats... contre 6 % des femmes députées. L'excès de présence des hommes aux postes électifs se traduit concrètement par le fait qu'ils prennent la parole 90 % du temps à l'Assemblée nationale. Interdire le cumul des mandats laisserait donc le temps à ces super-élus de s'occuper aussi de leur vie de famille.

## nord/sud

### Petites phrases

"La politique africaine de la France depuis un an demeure inchangée. Le général De Gaulle l'a dit 'la France n'a pas d'amis, mais des intérêts'. Au Mali, nous sommes entrés dans une phase de la globalisation qui implique la diplomatie économico-offensive et la militarisation. Al Qaida est une réalité et une aubaine, car elle permet aux dirigeants africains qui ont mal géré de dire maintenant que la priorité, c'est la lutte contre le terrorisme, et aux puissances étrangères de dire : faisons cause commune, luttons d'abord contre le terrorisme... Le véritable terrorisme, c'est la misère, les injustices et je sais qu'une bonne partie des combattants des djihadistes sont avant tout des jeunes désespérés, sans boulot. (...) Ce qui se passe au Mali aujourd'hui est l'illustration d'une nouvelle étape de

la politique de mainmise sur les ressources du continent, notamment les ressources énergétiques, sans lesquelles la sortie de crise, la croissance et la compétitivité ne sont pas envisageables par l'Occident"

Aminata Traoré, ancienne ministre de la culture malienne, interdite de séjour en France, *Cameroonvoice*, 28 avril 2013.

Mali

## Une aide dans la transparence ?

Le 15 mai 2013, une conférence des donateurs pour le Mali s'est tenue à Bruxelles. 3,2 milliards d'aides ont été promis par les différents pays et par l'Europe. Pascal Canfin, ministre français du développement, a fait accepter l'idée que l'ensemble des mouvements d'argent soient rendu

## Les banques françaises "volent" les terres agricoles

Selon un rapport de l'association internationale Oxfam, publié le 17 avril 2013, les banques françaises ont accordé entre 2009 et 2012, plus de 4 milliards d'euros de prêts aux dix principaux producteurs européens d'agrocarburants. Elles ont par ailleurs émis, pour ces entreprises, pour plus de 3 milliards d'actions et d'obligations. Or les agrocarburants ont, non seulement un rendement énergétique médiocre, mais en plus confisquent des terres agricoles au détriment des pays du Sud : chaque fois que l'on convertit dans un pays du Nord des surfaces agricoles pour fabriquer des agrocarburants, cela se traduit par une augmentation des importations de nourriture au détriment des producteurs du Sud. Selon Oxfam, ce sont la BNP-Paribas, la Société générale et le Crédit agricole qui arrivent en tête des aides aux agrocarburants.



▲ Action en suisse contre l'accaparement des terres et le financement par des banques, 26 mai 2011

public pour que tous puissent se rendre compte de l'usage des sommes engagées. Reste à savoir si les promesses de dons seront concrétisées (c'est rarement le cas) et si ce suivi sera vraiment mis en place : ce serait effectivement un progrès pour éviter les détournements, même si l'on est encore loin

d'une démocratie au niveau du choix des projets aidés. Le fait que la France annonce que le premier projet qu'elle va financer est une usine d'eau potable pour l'alimentation de Bamako n'est sans doute pas sans lien avec le fait que les grandes multinationales qui privatisent l'eau soient françaises.





D.R.

**Grèce**

**Désarmement plutôt qu'austérité**

Le 15 avril 2013, une grande banderole a été déployée devant le parlement à Athènes demandant la reconversion des budgets militaires en faveur de l'éducation, de la santé, du logement et de la paix. (source : *Union pacifiste*, mai 2013)

**Monsanto entreprise mercenaire**

Depuis 2010 la firme Monsanto est propriétaire de la plus importante armée de mercenaires au monde, Xe Services (anciennement appelée Blackwater), responsable

d'exactions nombreuses et de massacres de civils en Irak notamment. Cette entreprise embauche de nombreux anciens militaires et officiers de la CIA, et permet de mener des politiques très « dures » sans mouiller les Etats directement.

**Espagne**

**Objection fiscale**

En Espagne, l'objection fiscale n'est pas légale mais n'est pas non plus condamnée par la loi : elle est a-légale. Depuis 1982, une campagne des antimilitaristes appelle à détourner la partie de ses impôts dévolue au budget militaire, vers des projets alternatifs. En 2012, ce sont près de 800 objecteurs fiscaux qui ont détourné ainsi 93 700 € à des projets sociaux. Dans la majorité des cas, l'objection est acceptée par les services fiscaux. (Source : *Diagonal* n°197)

**Missile M51**

**Spectaculaire échec**

Le missile M51 est un immense missile (12 m de long, 56 tonnes) pouvant porter jusqu'à 6 têtes nucléaires. Il est déjà en place sur le sous-marin nucléaire *Le Terrible* depuis 2010. Le 5 mai 2013, un essai a été fait pour valider son installation au sein du sous-marin nucléaire *Le Vigilant*. Ce dernier a tiré un missile en direction de l'Atlantique nord depuis la baie d'Audierne. Pour une raison inconnue, le missile a explosé peu de temps après le tir, les débris retombant au large de la Bretagne. Heureusement, le missile n'était pas armé de têtes nucléaires.



**Teutates, le Traité franco-britannique nucléaire**

**T**eutates est le nom d'un dieu gaulois. "Par Teutatis !" s'exclamait Astérix. C'est aussi le nom du Traité qui va permettre aux Anglais de moderniser leurs armes nucléaires en commun avec les Français. A Valduc, en Côte d'Or.

Signé en 2010 par Nicolas Sarkozy et David Cameron, le Traité Teutates a pour but de construire une nouvelle installation à Valduc pour mettre au point les armes nucléaires du futur. La modernisation des armes nucléaires françaises et anglaises est ainsi programmée jusqu'en... 2060 !

anglaise n'est pas souhaitable, un effort sur du conventionnel serait préférable pour aider aux opérations militaires de terrain !

Pour les Français, la crainte majeure est soulignée par le Sénat dans son rapport 668 de juillet 2012. Si les Anglais abandonnent leurs armes nucléaires, la France se retrouve isolée dans sa position et donc soumise aux critiques de tous les Européens pour abandonner à son tour ses armes nucléaires. Mieux vaut aider les Anglais à conserver les leurs.

Il s'agit de produire des flashes de rayons X très intenses et de faire des photos 3D de l'intérieur du premier étage d'une bombe nucléaire lors de l'explosion. Évidemment, le plutonium ou l'uranium 235 sont remplacés par d'autres matériaux, l'étage "nucléaire", le deuxième étage, n'est pas activé. Ce sont des tests appelés "tirs froids" qui existent depuis longtemps, car ce premier étage est le principal objet à moderniser. La nouveauté à Valduc sera la formation d'images 3D grâce aux photos simultanées de deux machines. Pour cette installation baptisée Epure, la France construit une machine, prévue pour 2016, l'Angleterre s'engage à en construire une deuxième d'ici 2019, une troisième est prévue pour 2022. Une économie de 450 millions d'euros pour chaque pays.

Le problème international soulevé par le Traité de non-prolifération (TNP) est l'interdiction de communiquer des informations "sensibles". L'Assemblée nationale, dans son rapport 3401 (mai 2011) sur Teutates, élude cette question de façon alambiquée : "Ce principe structurant est néanmoins difficile à mettre en œuvre pour le nucléaire militaire. (...) L'ensemble des sous-jacents physiques pourrait utilement faire l'objet d'une discussion plus ouverte." En fait, il s'agit bien d'accepter la violation du TNP ! Et pourquoi s'inquiéter puisque l'article 12 du Traité Teutates le dit explicitement : "les Parties faciliteront les échanges d'information, en incluant également les informations classifiées".

Pourquoi une telle collaboration ? Du point de vue anglais, c'est pour faire des économies. Le budget du nucléaire militaire est soumis à de fortes critiques, à un point tel que la décision d'abandonner l'arme nucléaire sera posée officiellement en 2016. L'aide française vient donc conforter les pro-nucléaires. Avec une crainte toutefois, celle de s'éloigner du grand frère américain. Mais le grand frère en question a ouvert le débat dans un article du *New-York Times* : le renouvellement de la panoplie nucléaire

Avec cet accord, la France montre clairement son rôle de leader des armes nucléaires. Nous sommes même prêts à aider les Anglais à conserver les leurs ! Et prêts à violer le TNP ! Acceptons-nous d'être un pays d'une telle arrogance ?

**Dominique Lalanne**  
Physicien nucléaire retraité,  
co-président de Armes nucléaires STOP  
do.lalanne@wanadoo.fr

Exchange publicitaire

**la F'estivale de** **CONTRECHAMPS**

Limousin (87)

Ateliers  
Conférences  
Spectacles

Du 5 au 11 Aout

www.asso-contrechamps.com



# décroissance

## Festival de la transition

### Bientôt sans pétrole ?

Le Festival de la Transition, à Cluny, qui s'est déroulé du 24 au 26 mai 2013, est organisé autour des assemblées générales des coopératives La Nef, Energie partagée, Terres de liens et Enercoop. S'y étaient greffés des rencontres des groupes de transition français, le Mouvement Colibris... Surprise sur leur site internet, pour s'y rendre, il est conseillé de prendre le train, le bus, le vélo, la voiture et même l'avion ! (il est précisé "en dernier recours" : problème, l'aéroport le plus proche est celui de Lyon qui est à plus de 100 km !)

On peut sérieusement se demander si les organisateurs ont travaillé sur le concept de transition ou s'il s'agit d'un mot creux, accrocheur et rassembleur. Le mouvement de la transition essaie d'aller vers une société de sobriété, notamment en se détachant de l'addiction au pétrole. Et l'avion, c'est la drogue dure !

Une proposition : puisque ce festival est amené à se renouveler chaque année, que soit mis en place un calcul de son empreinte écologique et qu'il soit ensuite fait des propositions pour la diminuer d'année en année.



### Aide à différents projets

Le Festival de la transition a organisé un vote collectif pour apporter une aide financière à huit projets présélectionnés.

- *L'Estafette alimentaire* lancé par le réseau Coopéré de Saône-et-Loire, propose une "maison de l'alimentation itinérante" qui propose documentation, matériel de restauration afin de sensibiliser différents publics aux questions alimentaires et notamment l'importance des circuits courts.
- *L'incroyable révolution* de l'association Incroyables comestibles propose la multiplication des potagers participatifs dans les espaces publics, avec la volonté de faire progresser réflexion et pratique sur l'autosuffisance alimentaire.
- *L'auto-éco-construction accompagnée* mise en place par les Compagnons Bâtisseurs de Bretagne, vise à mettre en place des programmes d'amélioration de l'habitat social avec la participation des locataires, et en introduisant les concepts écologiques.
- *Vivons montagne* est une démarche associant les différents partenaires d'une région montagneuse pour redynamiser un territoire, notamment en aidant à la transmission d'activités et les projets d'installation.
- *Bien vivre ensemble* est un projet de l'association pour la communication non-violente qui vise à enseigner les techniques de la CNV aux enseignants pour les utiliser dans le cadre scolaire.
- Le *Réseau Farm Lab* initié par l'association ADABio autoconstruction vise à recenser les outils mis au point par les agriculteurs bio sur les exploitations, pour en tracer les plans sous "licence libre" et diffuser ces informations au plus grand nombre.
- Le *réseau Sahel vert* propose la mise en place d'une Recherche action participative autour du "vivre ensemble durable" qui touche aussi bien la distribution de l'aide alimentaire que le recyclage, l'accueil d'enfants en difficulté...
- *Vélo(mobile)* est un projet individuel visant à mettre au point des kits permettant à tout le monde de concevoir son propre véhicule en fonction de ses besoins spécifiques.



# société

## Espagne

### Désobéissance aux contrôles d'identité

En Espagne, la police peut exercer des contrôles d'identité en théorie lorsqu'elle suspecte une personne de commettre un délit. Mais cette pratique s'est généralisée lors des manifestations ces dernières années, et donne lieu à des amendes en cas de non-présentation de la carte d'identité. Depuis le début du mouvement des Indignés en 2011, rien qu'à Madrid, 246 000 € ont ainsi été extorqués par la police. Le 13 mars 2013 une campagne de désobéissance a été lancée par divers mouvements sociaux, DNI : Dis Non aux Identifications. Cela a commencé par une pétition envoyée au gouvernement, mais devant l'absence de réponse,

une première manifestation est organisée en avril 2013 où les personnes sont invitées à se rendre sans carte d'identité. Trois mille personnes se sont engagées à ne plus la porter sur elles. (*Diagonal* n°194)

### Censures sur internet

■ **Mali.** Le 1<sup>er</sup> avril 2013, le groupe activiste *Liquidation totale* a mis en ligne sur dailymotion une vidéo ironique raillant le discours de François Hollande justifiant l'intervention française au Mali. Surprise : quelques heures plus tard, en suivant le lien indiqué par *Liquidation totale*, on tombait sur une vidéo d'une émission de télé avec François Hollande... qui n'avait plus rien à voir. On ne rigole pas avec la Défense nationale !

■ **Promotion du multi-tâche.** Dans son livre *Pause*,

Susan Maushart raconte que sur *Wikipedia* en anglais, on trouve un article qui entend démontrer que les personnes qui arrivent à travailler sur leurs ordinateurs en multitâche sont plus performantes que celles qui ne font qu'une tâche à la fois. Or, il existe plusieurs études scientifiques qui montrent qu'il n'en est rien. Les auteurs de ces études ont essayé de corriger la fiche, mais en vain.

■ **Site militaire à cacher.** Début mars 2013, la DCRI (les renseignements généraux) ont contacté *Wikipedia* pour leur demander d'enlever un article portant sur une installation militaire à Pierre-sur-Haute (point culminant de la Loire) Cette station de communication dépend du centre stratégique de commandement des armes nucléaires dont le siège est maintenant sous le mont Verdun, près de Lyon à 80 km de là. Essuyant un refus,

la DCRI a alors convoqué l'auteur de l'article, le menaçant d'une mise en examen en cas de refus de retirer son article, ceci pour "diffusion d'informations militaires classifiées sans autorisation légale". L'auteur a refusé de retirer la page, demandant la communication du texte de loi qui l'obligerait à cela. Cela a provoqué une réaction des internautes : l'article a non seulement été maintenu en français mais également traduit en douze langues. Le 9 avril 2013, selon les statistiques de *Wikipedia*, c'était la 2<sup>e</sup> page la plus lue de *Wikipedia* après celle sur Margaret Thatcher (morte la veille).



▲ Le site militaire de Pierre-sur-Haute.





## Union européenne

### Soupçons de trafic d'influence

En 2012, une entreprise suédoise du secteur du tabac, a porté plainte auprès de l'Olaf, Office européen de lutte antifraude. Elle avait été contactée par un entrepreneur maltais qui disait être capable d'influencer la commission européenne pour lever l'interdiction de vente concernant un des produits de la firme suédoise, du tabac à mâcher, uniquement commercialisée actuellement en Suède et en Norvège. L'enquête a mis le doute sur le rôle de John Dalli, commissaire européen en charge de la consommation et de la santé, lui aussi maltais. Celui-ci a démissionné de son poste le 16 octobre 2012. Suite à cela, de nombreuses rumeurs se sont répandues autour d'autres affaires de corruption et de lobbying. En avril 2013, des révélations ont permis de savoir que l'Olaf avait masqué des faits concernant l'affaire Dalli. Le groupe des Verts au Parlement européen a alors

demandé qu'une enquête soit ouverte concernant l'ensemble des pratiques (nombreuses) de lobbying au sein de l'institution, avec comme objectif non pas de l'interdire mais que cela se fasse dans la transparence. Bizarrement, tous les autres groupes politiques ont voté contre !

## Grèce

### Cas de torture

Plusieurs associations telle la ligue des Droits de l'homme de Grèce, Médecins du Monde, Act-Up et d'autres ont lancé un appel international début avril 2013 après la découverte de plusieurs cas de torture lors d'interpellation par la police de manifestants anti-crise, d'immigrés ou de prostituées. A Kozani, le 1er février 2013, quatre militants anarchistes arrêtés par la police ont été libérés totalement défigurés par les coups. Les photos ont été publiées dans les médias grecs. Le ministère de l'intérieur a publié un communiqué estimant que la violence exercée par la police était "légitime et nécessaire". Plus d'infos sur internet : <http://greek-committeeagainsttorture.blogspot.gr>.

### Et si les élus payaient les amendes ?

Nombre de décisions discutables de nos élus se terminent pour les collectivités publiques par des amendes ou des dépenses inutiles.

Ainsi, comme nous le présentons dans le n°410, la ville de Nîmes a dû dépenser 255 000 € pour replanter des arbres après le recours des habitants contre la destruction d'arbres centenaires protégés. Mais qui paie cette somme ? Les élus fautifs ou les contribuables ? Les seconds bien sûr.

De même, lorsque la France est condamnée par les tribunaux européens pour des retards dans l'application des directives européennes, c'est le ministère du budget qui paie (et donc nous) et pas les élus.

Lorsque l'Union européenne menace les collectivités publiques d'amendes par exemple parce qu'elles ne font pas respecter la loi sur la pollution de l'air (en cas de dépassement du taux de particules fines, les élus devraient normalement diminuer ou interdire la circulation automobile, ce qu'ils ne font jamais), peut-on accepter que les collectivités paient les amendes avec notre argent ?

Cela ne coûte pas grand chose à nos élus de continuer... puisque ce n'est pas leur argent. Ne serait-il pas bon d'introduire dans la loi des niveaux de responsabilités ? Les élus perçoivent des salaires de haut niveau, ne devraient-ils pas payer une part des amendes selon leur niveau d'implication ?

A l'inverse, on peut aussi imaginer que des collectivités soient condamnées pour des refus d'appliquer la loi avec le soutien de la population (comme sans OGM par exemple, refus de passage d'une infrastructure routière...) : les élus devraient alors avoir le droit d'organiser des consultations publiques les autorisant à désobéir. Dans ce cas-là, l'usage de nos impôts pour payer les procédures judiciaires serait justifié, mais uniquement dans ces cas-là. **MB.**

### Le changement c'est maintenant

Que voici un joli programme :

(...)

6 - Désarmement progressif et simultané en vue de la dissolution des blocs militaires dans l'équilibre préservé des forces en présence.

7 - Action internationale énergique contre la dissémination de l'arme nucléaire et pour le renforcement du contrôle des centrales nucléaires.

(...)

10 - Définition d'un nouveau système monétaire mondial par la réforme du FMI de la banque mondiale.

(...)

32 - Les taux de la TVA seront ramenés au taux zéro pour les produits de première nécessité.

(...)

38 - L'approvisionnement énergétique du pays sera diversifié. Le programme nucléaire sera limité aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays, réellement informé, puisse se prononcer par référendum (...).

39 - Un vaste programme d'investissement destiné à économiser l'énergie sera entrepris.

(...)

40 - Une loi-cadre garantira le contrôle des citoyens et des élus sur toutes les décisions, et notamment les questions de sécurité touchant au nucléaire.

(...)

80 - Droit de vote pour les immigrés aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français".

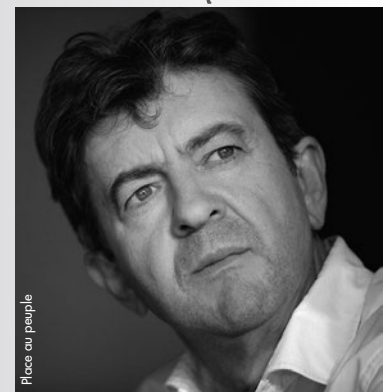
Non, il ne s'agit pas des propositions du candidat Hollande, mais de celle du candidat Mitterrand en 1981. Comme quoi, pour certains thèmes, le changement ce n'est ni hier, ni maintenant !

## Mélenchon

### LE GRAND N'IMPORTE QUOI !

A l'occasion de son appel à manifester, le 5 mai 2013, contre la politique d'austérité du gouvernement (1 million de personnes attendues, autour de 50 000 à l'arrivée), Jean-Luc Mélenchon a multiplié les déclarations à l'emporte-pièce. Alors qu'il prétend vouloir représenter l'"écocitisme" et affiche que dans la 6<sup>e</sup> république, "les humains ne devront pas prendre plus à la nature qu'elle ne peut en produire", il affirme parallèlement dans d'autres déclarations, qu'il faut un "redressement industriel" qui passe par la réalisation de grands projets comme la liaison TGV Lyon-Turin, le méga-canal Seine-Nord-Europe, la construction du réacteur à fusion ITER à Cadarache...

Et Mélenchon est toujours aussi ambigu sur les questions du nationalisme. A propos de l'Allemagne, il déclare par exemple lors d'un forum *Indès-Metro-ICI*, le 2 mai 2013 : "Nous ne sommes pas un petit peuple, nous ne sommes pas des bons à rien comme l'écrivent constamment les déclinistes dans les grands journaux. La France est une grande Nation, très forte, très puissante dans les domaines intellectuels. Nous allons être le peuple le plus nombreux d'Europe d'ici 15 à 20 ans. Nous sommes un peuple jeune, avec des besoins de jeunes. Nous sommes la Nation stratégique de l'Europe. La question est de savoir quels sont les intérêts des peuples, des Allemands et des Français. Et là, on discute, on voit comment on peut s'accorder ensemble. Les Allemands ne sont pas en état de nous dire non sans y regarder à deux fois". Marine Le Pen doit pouvoir en dire autant.



Place au peuple



# agenda



santé



dans la rue



femmes



politique, société



habitat



paix



fêtes, foires, salons



nord / sud



énergies



éducation



Bio bio formation



environnement



vélo



décroissance

films, spectacle, culture

S! Silence

## Foix (Ariège)

### Festival de films Résistances : 5 au 13 juillet 2013



Une centaine de films, 30 réalisateurs présents, 5 thématiques, 5 débats, des apéro-concerts, une restauration bio et locale, 80 bénévoles... Au programme :

- **Roms, les parias** (6 et 7 juillet) avec les films *Gypsy Caravan* (Jasmine Dellal 2006), *Moulin-Galant: la question rom* (Mathieu Pheng, 2011) et *Histoire du carnet anthropométrique* (Raphaël Pilloso, 2012) et aussi *Des Français sans histoire* et *Mémoires tziganes*.
- **Le cri des arbres** (8 et 9 juillet) avec les films *Green* (Patrick Rouxel, 2009), *La société des arbres* (Delphine Moreau, 2009), *Le cueilleur d'arbre* (Steven Artels, 2009) et aussi *Les invisibles de Belo Monte* et *Eloge de l'arbre*.
- **L'exercice du pouvoir** (10 et 11 juillet), avec les films *Portugal : l'Europe de l'incertitude* (François Manceaux, 2012), *Dédale* (Emmanuel Borgetto, Laurent Lhermite, Alice Tabart et Christian Vialaret, 2012), *L'Ordre et la morale* (Mathieu Kassovitz, 2011) et également *American Capitalism*, *Grissinopoli*, *Les Ames dormantes*.
- **7 milliards et alors ?** (12 et 13 juillet), avec les films *Hygiène raciale* (Guillaume Dreyfus, 2012), *Mother : caring for 7 billion* (Christophe Fauchère, 2012), *Starbuck* (Ken Scott, 2011) et également *Ecoutez Jeanne Humbert*, *L'embarras du choix*, *Les Bureaux de Dieu*, *Le Ventre des femmes*.
- **Zoom Chili** (tous les jours) avec les films *La bataille du Chili* (Patricio Guzman, 1976), *Pour tout l'or des Andes* (Carmen Castillo, 2010), *Came de perro* (Fernando Guzzoni, 2012) et aussi *Un nuevo Baile*, *Treinta Años*.
- **Une rétrospective Pierre Schoeller** avec *Zéro défaut* (2002), *Versailles* (2008), *L'exercice de l'Etat* (2011), *Les Anonymes* (2013).

Programme complet : Résistances, 24, avenue De Gaulle, 09000 Foix, [www.festival-resistances.fr](http://www.festival-resistances.fr).

## tous les jours

**Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS**, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roulland*, tél. : 02 40 87 60 47, [www.independentwho.info](http://www.independentwho.info).

**Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport**, maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Contact : *reclaimtheland@riseup.net*. Informations : [www.reclaimthefields.org](http://www.reclaimthefields.org) ou <http://zad.nadir.org>.

**Haute-Vienne : chantier participatif**, du 29 juin au 6 juillet à La Grange à Foin, à Trassieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit. L'association Contrechamps organise un chantier participatif en vue de la F'estivale qui aura lieu en août. Il s'agira de construire des tables et bancs et d'aménager un ancien poullier en sanitaires (douches, toilettes sèches) pour accueillir un public de campeurs lors de la F'estivale... Vous êtes bricoleur ou vous avez envie d'apprendre (menuiserie / plomberie) : inscrivez-vous ! Clôture le 6 juillet par une soirée spectacle organisée avec le Café des Enfants. Contact : *assoccontrechamps@wanadoo.fr*, tél. : 05 55 69 13 18.

**Lot : Camps de théâtre écologiques**, juillet et août. L'association OCTopus RITMO propose stages et camps d'une semaine axés autour de la découverte et de la pratique théâtrale dans le Parc des Causses du Quercy. Les enfants élaborent le règlement et participent aux tâches quotidiennes, loin de la "consommation" de séjour. Avec douches solaires, toilettes sèches, compost, jardinage, balades nature. *Octopus Ritmo*, 41 R, Traversières des Badernes, 46000 Cahors, tél. : 06 77 47 92 65, [octopusritmo.fr](http://octopusritmo.fr).

## Marche pour la sortie du nucléaire Narbonne-Bugey : 28 juin au 30 juillet 2013



Un collectif soutenu par le Réseau Sortir du nucléaire et Footprint for peace organise une marche antinucléaire qui reliera l'usine Comurhex près de Narbonne (Aude), usine de purification du minerai d'uranium, à la centrale nucléaire du Bugey. Des autochtones australiens, Maliens, Touaregs témoigneront tout le long du trajet de ce qui se passe dans les mines d'uranium. Itinéraire prévu : rassemblement à Roquefort-des-Corbières (29 et 30 juin), 1<sup>er</sup> juillet : arrivée à Narbonne, le 2 : Coursan, le 3 : Béziers, le 4 : Agde, le 5 : Sète, le 6 : Courmonferrat (et repos), le 8 : Castelnaud-le-Lez, le 9 : Lunel, le 10 : Nîmes, le 11 : Saint-Bonnet-du-Gard, le 12 : Connaux, le 13 : Pont-Saint-Esprit (Repos), le 15 : Pierrelatte, le 16 : Montélimar, le 17 : Baie, le 18 : Charnes-sur-Rhône, le 19 : Alixan, le 20 : Saint-Lattier (et repos), le 22 : Saint-Marcellin, le 23 : Saint-Michel-de-Geoirs, le 24 : Champier, le 25 : Bourgoin, le 26 : Pont-de-Chéry, le 27 : arrivée à Chaisey-sur-Ain et 3 jours sur place. Entre 20 et 25 km par jour.

Renseignements, inscriptions : [marchesortirdu nucléaire@gmail.com](mailto:marchesortirdu nucléaire@gmail.com).

## Aube : Les Ombelles

A Lignerres (Aube) près de Tonnerre (Yonne)

- **Journée conviviale**, 29 juin, cueillette méditative sous le tilleul centenaire, repas partagé, envies de simplicité.
- **Eau et végétaux**, 8 juillet et 11 août, initiation artistique. Dessin, couleur, étude vivante par le mouvement du monde de la nature.
- **Ecorénoovation**, 20 et 21 juillet, stage pratique. Apprenez à faire des cloisons ou de l'isolation de murs en terre-paille. Repas partagé.
- **Ecorénoovation**, 15 au 18 août, stage pratique. Tout savoir sur les utilisations des matériaux de proximité (terre crue, barbotine, terre fibrée, paille, copeaux...) Faire soi-même son isolation naturelle à moindre coût. Remplir des cloisons, isolation phonique, apporter de l'inertie. Association Les Ombelles, tél. : 03 25 43 92 26, [www.lesombelles.com](http://www.lesombelles.com).

## Lyon : face à la crise financière, que disent les pratiques de l'habitat coopératif ?



4 et 5 juillet à l'Université catholique de Lyon, comparaison entre les modèles anglo-saxon et latin. Organisé avec l'ENTPE, Cra-terre, la région et la fondation de France. Plus d'infos : [http://umf5600.univ-lyon3.fr/Newsletter\\_IMU/avril/Crise\\_financiere\\_immobiliere.pdf](http://umf5600.univ-lyon3.fr/Newsletter_IMU/avril/Crise_financiere_immobiliere.pdf)

## Rhône : bibliothèque en fête



de 18h30 à 23 h, fête des dix ans de la bibliothèque de l'environnement à la Maison rhodanienne de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, Lyon 2<sup>e</sup>. Bibliothèque dans la rue, balade insolite, slam, animations, concert des Sourcieuses, théâtre Funji Poubelle... Renseignements : tél. : 04 72 77 19 80.

## Marseille : vélorution universelle

du 7 juillet, descendez dans la capitale européenne de la voiture ! Le vendredi à 20h, rendez-vous dans le centre-ville pour une convergence, puis départ vers l'Estaque où est installé le camping "Yes, we camp". Samedi à 16h30, parade en ville, 20h, fête au bord de l'eau. Dimanche, à 12h, balade puis pique-nique sur une plage. Programme : <http://velorutionuniverselle.org>.

## Ain : festival d'été des joyeux



à 20h30 à l'Abergement-de-Varey, projection du film *Marinaleda*, débats autour du thème de l'autogestion. Entrée et participation libre. [www.lesjoyeux.org](http://www.lesjoyeux.org).

## Lille : théâtre de l'opprimé

6 au 11 juillet, initiation à cette technique avec la compagnie T'OP. Le théâtre-forum selon la philosophie du Théâtre de l'Opprimé, c'est mettre en scène des situations d'oppressions et s'entraîner collectivement à lutter contre ; le public spectateur est amené à monter sur scène et à tenter des solutions. Stage est ouvert aux acteurs et non acteurs. Découvrez des techniques de mise en scène, de jeu d'acteur de forum... Qui nous entraînent à combattre les injustices sur scène comme dans la vie ! Plus d'informations : [www.theatredevelopprime.net](http://www.theatredevelopprime.net) ou [toptheatre@wanadoo.fr](http://toptheatre@wanadoo.fr).

## Rhône : la Rando des Acteurs Locaux

le groupe Villeurbanne en Transition organise une rencontre des acteurs engagés pour forger la résilience au pic pétrolier et au changement climatique. Au programme : atelier vélo, épicerie bio, jardin partagé... [www.transition-villeurbanne.fr/vt/accueil.html](http://www.transition-villeurbanne.fr/vt/accueil.html)

## Orléans : festival d'écologie globale

6 et 7 juillet dans la forêt d'Orléans, 4 conférences dont Jean-Marie Pelt, 2 concerts dont Marc Pella, possibilité d'hébergement gratuit. Programme : [www.ecocentre45.org](http://www.ecocentre45.org).

## Paris, formation à l'intervention civile de paix

6-7 juillet. Découvrir les principes de cette forme d'intervention non-violente dans les zones de conflit, les types de missions (observation, accompagnement physique et politique, interposition...). les dimensions du travail (prise de décision, sécurité...). Ouvert à toute personne qu'elle veuille ou non partir sur le terrain. 6, rue du Regard, 75006 Paris. Brigades de Paix Internationales, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 73 49 60, [www.pbi-france.org](http://www.pbi-france.org).

## Haute-Loire : Bouge le Monde



7 au 20 juillet 2013. Séjour de vacances pour les 7 à 15 ans tournés sur les valeurs humaines et les moyens de les vivre dans son quotidien. Les Princes d'Alleret, 43380 Saint-Privat-du-Dragon, [lepetitprince.asso.fr](http://lepetitprince.asso.fr)

## Hautes-Alpes : chantier-école enduits de terre

du 12 juillet à Courres (limite 05, 26 et 04), enduits de corps. Association Lesa, Sens et autonomie, tél. : 04 92 49 65 93, <http://sensetautonomie.wordpress.com>.

## Drôme : Education émotionnelle

du 9 au 14 juillet, au centre des Amanins, 3<sup>e</sup> rencontre annuelle enseignants, éducateurs, parents, enfants autour du thème "Enseigner avec intelligence émotionnelle, le nouveau paradigme en éducation". Programme : [www.education-emotionnelle.com](http://www.education-emotionnelle.com). Lieu : Centre des Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, [www.lesamanins.com](http://www.lesamanins.com).

## Jura : Silence, on cause

de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". Contact : *delatour.dominique@wanadoo.fr*, tél. : 06 82 16 08 87.

## Le Havre-Montluel, Méli-vélo

11 juillet-15 août. Itinérance écologique et poétique de Nathalie Guillanton, une artiste qui vient à la rencontre de son public sur son vélo. Au programme : chanson, art du clown, zen... Représentation artistique à chaque étape : Rai (61) le 13 juillet ; Verneuil-sur-Havre (27) le 14 ; château de Gironville-sur-Essonne (91) le 18 ; Créantay (58) le 25 ; abbaye de Cluny et Petit théâtre du Chêne (71) le 10 août ; Montluel (01) le 14... Tél. : 06 22 86 17 02, [nathalieguillanton.com](http://nathalieguillanton.com).

## Alpes-de-Haute-Provence : 4<sup>e</sup> festival Inventerre

11-14 juillet. Jeudi 11 : 18h, conférence sur biodiversité, génétique et évolution par Pierre-Henri Guillon. Tous

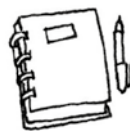
## Isère : Terre vivante

- **mon potager en ville**, 15 au 17 juillet en matinée, l'art de cultiver les petits espaces
  - **je démarre mon rucher familial**, 16 au 18 juillet en matinée
  - **mon potager sans dépenser**, 22 au 24 juillet en matinée
  - **je fabrique un four solaire**, 24 et 25 août
  - **je démarre un rucher familial**, 31 août et 1<sup>er</sup> septembre
  - **photographie macro nature**, 31 août et 1<sup>er</sup> septembre
- Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, [www.terrevivante.org](http://www.terrevivante.org).



Si vous désirez présenter Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

# agenda



## Ile-et-Vilaine : Culture bio

L'association Culture bio propose de multiples activités :

- **Autoconstruction d'une éolienne domestique Pigott**, 1<sup>er</sup> au 5 juillet
- **Cueillette et cuisine de plantes sauvages**, 6 juillet à 9h30
- **Culture d'automne et d'hiver**, 6 juillet à 9h30
- **Traces et empreintes**, 10 juillet à 10h.
- **Changer de mode de vie**, 10 juillet à 14h
- **Cueillette et cuisine de plantes sauvages**, 1<sup>er</sup> et 2 août à 9h30

Association Culture bio, 43, rue de Fagues, 35580 Guichen, tél : 02 99 52 02 90, www.culturebio.org.

les jours, nombreuses conférences, sorties naturalistes et ateliers sur les plantes et la botanique. Dignes-les-Bains. www.festival-inventer.com.

## Ardèche, camp itinérant,

13 au 28 juillet. Pour des jeunes de 14 à 17 ans. A pied à la rencontre de bergers en pâturages et de l'éco-hameau du Viel Audon, puis en canoë à la découverte de la faune. Organisé par l'association Le Mat qui promeut l'écologie au quotidien. Le Viel Audon, association Le Mat, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, www.lievielaudon.org.

## Ile-et-Vilaine : Transition énergétique : comment s'entraider ?

Echange d'expériences, découverte ou approfondissement sur la simplicité volontaire. Alexis Robert et Mélissa, La Guette, 35800 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

## Aveyron : mon premier camp,

14 au 21 juillet, camp de vacances (6 à 9 ans) en petits groupes (6 maxi) et différentes activités de nature (poney, eau, bio-danse, bricolage, acrobaties, etc.) et apprendre à choisir ce que l'on veut faire. Altem Educ Aspre, Le Chant des Baumes, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 62 29 70, aspre@wanadoo.fr.

## Saône-et-Loire : journées d'été d'Alis,

15 au 18 juillet, à l'espace Saint-Ex d'Autun, avec des conférences : défenses naturelles et vaccinations (15 juillet à 21h), révision et actualisation de la théorie des germes (16 juillet à 9h), toxicité des vaccins (17 juillet à 9h), l'Etat contre les médecines douces (18 juillet à 9h). Association Liberté information Santé, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 04 73 63 02 21, www.alis-france.com.

## Loiret : Rencontre internationale des mouvements contre les OGM,

19 au 21 juillet 2013. A l'occasion des 10 ans des Faucheurs Volontaires. 19 juillet : à partir de 14h : accueil. Soirée : concerts. 20 juillet, 9h à 20h : présentation des Faucheurs Volontaires, de l'action juridique, état des lieux en Europe, les

## Drôme Centre des Amanins

Le centre agroécologique accueille de nombreux stages :

- **Vivre la communication non-violente avec un groupe d'enfants** de 3 à 10 ans, du 8 au 12 août.
- **Découverte et pratique des cercles restauratifs**, 13 au 16 août.
- **Pédagogie coopérative**, 21 au 24 août

Centre des Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

OGM dans l'alimentation humaine et animale, les conséquences sociales, environnementales, économiques des OGM, la contamination inévitable. 21h : concerts. 21 juillet, 9h-16h30 : le blé OGM, les semences paysannes, pérenniser ces rencontres. Avec des intervenant-e-s de divers pays (Italie, Espagne, Inde, Brésil...). A Bouzy-la-Forêt (45460), dans le centre du village, fléchage. Contact : 10ansfv@laposte.net, tél. : 06 22 94 91 79.

## Pyrénées-Atlantiques : Festival Emmaüs Les-car-Pau,

23 et 24 juillet. 23 juillet : concerts de Oxmo Puccino, Kenny Arkana, lam... 24 juillet : rencontres avec le maire de Marinedale ville de gauche radicale, des membres de Longo Mai et de Lurzindia association pour la terre nourricière, concerts de Public Enemy, Sinofar, Ska-P... Village associatif, spectacles de rue. Organisé sans subvention. Emmaüs Les-car-Pau, Chemin Salié, 64230 Les-car, tél. : 05 59 81 17 82, www.emmaus-les-car-pau.com.

## Saône-et-Loire : Les limites et l'éducation,

25 au 28 juillet 2013. Pas d'éducation sans limites ? Lesquelles ? Pourquoi ? Une rencontre annuelle de trois jours en Bourgogne. Tél. : Clara 06 22 10 70 00, villar.clara@yahoo.fr, education-authentique.org

## Doubs : éduquer à la vie,

28 juillet au 3 août, au Val de la Consolation, réflexion sur une vraie éducation à la vie et un partage avec ceux qui enseignent dans cet esprit et ceux qui en ont bénéficié. Avec Pierre-Yves Albrecht, Marie-Noëlle et Jean Besançon, Sophie Rabbhi, Brigitte Sénéca, Marguerite Kardos, Jean-Pierre Lepri, Michèle Decoust... Terre du Ciel, 30, rue de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33, www.terre-du-ciel.org.

### Août

## Doubs : travailler avec du sens,

4 au 10 août, au Val de la Consolation, réflexion sur ce qui est véritablement important pour soi, pour son accomplissement dans le monde du travail. Avec Marianne Sébastien, Philippe Leconte, Alain Michel, Jean-Baptiste Libouhan, Jean-Luc Champougny et des entrepreneurs sociaux... Terre du Ciel, 30, rue de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33, www.terre-du-ciel.org.

## Paris : jeûne international pour l'abolition des armes nucléaires,

5 au 9 août, sur le Champ de Mars, face à la tour Eiffel, avec, le 5, stage non-violence et jeûne, le 6, cérémonie de commémoration du bombardement de Hiroshima au Mur de la Paix, les 7 et 8, présences en différents lieux décidés par les jeûneurs, le 9, commémoration du bombardement de Nagasaki. Le jeûne est associé cette année avec un autre jeûne qui se tiendra en Grande-Bretagne, devant la base nucléaire de Burghfield. Maison de vigilance, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 06 32 71 69 90, www.maisondevigilance.com.

## Hautes-Alpes : découverte des plantes locales, reproduction des semences potagères et fruitières,

5 au 9 août à Eourres (limite 05, 26 et 04). Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.

## Haute-Vienne : Festival,

du lundi 5 au dimanche 11 août à La Grange à Foin, à Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit. Festive et estivale, cette semaine aura pour but de présenter aux participants un condensé de ce que l'association Contrechamps souhaite développer à terme de façon plus permanente sur le lieu, à savoir des conférences, débats, spectacles

et ateliers dans les domaines de l'agro écologie, de l'alimentation saine, des pratiques artistiques et des pratiques alternatives de santé/bien-être. Retrouvez le programme et toutes les infos : www.asso-contrechamps.com, assocontrechamps@wanadoo.fr, tél : 05 55 69 13 18.

## Ile-et-Vilaine : simplicité volontaire et abondance de la terre,

10 août. Echange d'expériences, découverte ou approfondissement autour de la permaculture, du partage, de la biodynamie... Alexis Robert et Mélissa, La Guette, 35800 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

## Doubs : parents enfants, pour grandir ensemble,

11 au 17 août, au Val de la Consolation. Une semaine pour prendre le temps de vivre ensemble ce lien si simple et pourtant si exceptionnel entre les enfants et leurs parents... Avec Catherine Dumonteil Kremer, Nathalie Peretti, Nathanaëlle Bouhier-Charles, Dr François Choffat... Terre du Ciel, 30, rue de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33, www.terre-du-ciel.org.

## Sud de la France : Boycott d'Israël,

12 au 24 août, deuxième tournée de la campagne Boycott désinvestissement sanction. Programme détaillé sur www.europalestine.com.

## Hautes-Alpes : construction en paille,

12 au 17 août ou 19 au 24 août à Eourres (limite 05, 26 et 04). Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.

## Aisne : festival des Vers Solidaires,

16-18 août. Vendredi 16 : à partir de 17h30, concerts avec Djemdi, Les Ogres de Barback... Samedi 17 : A partir de 18h, concerts de Brassens's not dead, Flavia Coelho, Kenny Arkana... Dimanche 18 : bal folk, marché bio et local, fête de la laine. Samedi et dimanche : art de rue, conférences sur : une autre vision des forêts et du bois, l'éducation alternative, réappropriation des semences, soutien à Notre-Dame-des-Landes, mouvement zapatiste, indiens Kogi. Ateliers : produits ménagers écologiques, finance éthique, apiculture, vannerie, isolants naturels, ballades, jardinage écologique, toilettes sèches, couches lavables. Restauration bio-locale. Association Gaïa, 02410 Saint-Gobain, www.vers-solidaires.org.

## Haute-Loire, Journées d'été du réseau Ecole et non-violence,

18-23 août 2013. Thème : S'exercer à l'éducation à la non-violence et à la paix : repères théoriques et construction d'outils. Contact : Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél. : 01 46 33 41 56, http://education-nvp.org.

## Marseille : journées d'été des écologistes,

22 au 24 août, sur le campus universitaire Saint-Charles (près de la gare TGV). EELV Journées d'été, 6 bis, rue Chaudron 75010 Paris, http://jde.eelv.fr.

## Lyon : expédition de Silence,

22 et 23 août. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

## Deux-Sèvres Ateliers de la simplicité

- **Cosmétique à base de produits de l'abeille**, 9 juillet, 14h30-16h30
- **Visite de ruches et pain d'épice**, 10 juillet, 10h30-12h30
- **Bonbons, sucettes à base de produits de l'abeille**, 10 juillet, 14h30-16h30
- **Cosmétique à base de produits de l'abeille**, 31 août, 14h30-16h30

Les Ateliers de la simplicité, centre socio-culturel de mellois, 8, place René-Groussart, 19500 Melle.

## Gard : deuxième souffle du rêve,

24 août au 1<sup>er</sup> septembre près du Vigan, festival autour de la permaculture. Le souffle du rêve, 2, chemin du Frigoulier, 30250 Junas, http://lesouffledureve.org.

## Isère : rencontres d'été jeunes sur la non-violence,

26-30 août. Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) organise un camp de jeunes (18-30 ans) pour découvrir la non-violence et les valeurs défendues par le MAN, les différents modes d'implication sociale. Organisation quotidienne autogérée. Ateliers (théâtre-forum, action directe, attitudes face au conflit, communication, intervention civile de paix...), projections-débats, et préparation d'une action commune. Au château de Dolomieu. MAN-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 67 46 10, www.nonviolence.fr.

## Turin : Crise, critique et changement,

28 au 31 août, 11<sup>e</sup> conférence de l'association européenne de sociologie avec en particulier une partie de la conférence portant sur "crise du capitalisme, critique de la croissance et perspectives dans une société post-croissance". Renseignements : www.esa11thconference.eu.

## Hérault : Cantercel Site expérimental d'architecture

Tout au long de l'été, Cantercel, situé en bordure du plateau du Larzac, propose différents stages :

- **Imaginer et réaliser poétiquement un espace**, 6 semaines de sensibilisation en juillet et août autour de six thèmes : choisir un lieu, s'intégrer dans un site, relier intérieur et extérieur, comprendre les structures, matières et matériaux, créer une ambiance. Dates précises sur le site internet. Pour milieu associatif.
- **L'organicité, cheminements d'une utopie ?** rencontre du 18 au 21 juillet, conférences avec Augustin Bergue, géographe et philosophe, Chris Younes, philosophe, Claude Terral, médecin, Kudsi Erguner, musicien et architecte. Ateliers par groupes : projets et réalisations, permaculture, dessin, corps et espace, visites thématiques du site, paysage, architecture espace.
- **Terre d'utopies**, 7 et 8 septembre, week-end découverte grand public, parcours de découverte avec animations, exposition de photos, table ronde, spectacle vivant, atelier enfants, librairie...
- **Stage terre-paille**, 25 au 27 septembre, stage payant avec Olivier Scherrer.

Cantercel, site expérimental d'architecture, 34520 La Vacquerie et Saint-Martin-de-Castrie, tél : 04 67 44 60 06, sens-espace@cantercel.org, www.cantercel.com.



# annonces

**Gratuites** : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

## Agir ensemble

■ **Hautes-Pyrénées.** Dans notre petite ferme aux pieds des montagnes, nous proposons un chantier collectif du 4 au 17 août 2013. L'objectif est de continuer à aménager un espace collectif dans un bâtiment en bottes de paille : cet espace servira à accueillir, sous forme d'échange, des stages, des chantiers, des résidences d'artistes, des groupes d'enfants etc. Aucune compétence n'est attendue, seule l'envie de découvrir ou partager des techniques d'enduits terre, sol en terre et carrelage, terre-fougère, plâtre, chaux, laine, etc. Repas fournis, petit dortoir ou espace pour tente. Il y aura aussi possibilité de participer à la vie du lieu (potager, ânesses, abeilles, fruitiers, etc.). *Pour tout renseignement* : tél : 05 62 32 76 94 ou mel : [clotilde\\_ou\\_vincent@soleilenherbe.fr](mailto:clotilde_ou_vincent@soleilenherbe.fr)

■ **Pyrénées.** Pour un projet à réaliser dans les Pyrénées (Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées), je cherche des associé(e)s. Il s'agit sur un site (hameau, ferme) de lancer ces activités fondamentales : agriculture (culture, élevage, dont apiculture), artisanat (menuiserie, maçonnerie, électricité, tissage, etc.), d'autres, aussi, par exemple : fabrication de métiers à tisser, tricotés, bijoux fantaisie, produits fermiers, etc. La coopérative créée fonctionnera selon l'esprit de Pierre Rabhi (humanisme, écologie, non-violence, sans passivité) et en démocratie collective : pas de hiérarchie pour la gestion, qui se fera collectivement. *Pour plus de renseignements, me contacter* : Jean-Claude Jarry, 48, avenue de la République, 78640 Neauphle-le-Château.

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Souhaite créer une association avec des personnes jeunes ayant formation d'éco-construction, charpentier, maçon et autres projets, dans le but de récupérer un des nombreux hameaux abandonnés ici dans les pré-Alpes, en SCI locataire. Sur projet d'écovillages d'accueil, sur l'autonomie alimentaire etc. Je reçois le week-end pour parler de vos projets et visiter quelques hameaux. Vous pouvez camper chez moi. Repas partagés. *Atout Village. Le Chaffaut 04. Thierry. Tel. : 09 60 52 71 80.*

■ **Finistère.** Je construis depuis un an une maisonnette bioclimatique en bois cordé à Audierne, dans le Finistère-Sud, au bord de la mer. Le bois cordé est sûrement l'une des techniques les plus abordables pour un autoconstructeur. J'ai pu me perfectionner plusieurs mois sur mon chantier et je souhaite organiser cette année des chantiers participatifs, tout au long de l'été et de l'automne, dans une bonne ambiance et avec, je l'espère, le soleil breton. Assurance Castor, hébergement en camping sur place. *Contact par mail, Germain: [germainpiour@gmail.com](mailto:germainpiour@gmail.com)*

■ **Chanson et féminisme.** Cherche féministe musicienne ou musicien bénévole pour accompagner les chansons féministes et lesbiennes que j'ai créées (paroles et musiques) afin que nous les enregistrions et qu'elles échappent à la disparition de l'Histoire sociale. Elles feront partie du don d'archives du MLF que je fais aux Archives départementales de la Vienne. *Contact* : Nicole 05 49 41 49 85, [elocinbo@yahoo.fr](mailto:elocinbo@yahoo.fr)

■ **Loiret.** Du 3 au 13 août 2013 : chantier terre et rêve du dragon à Amilly. 1) 3 et 4 août : atelier « Rêve du dragon », technique de visualisation et de concrétisation de vos rêves. 2) Du 5 au 13 août : chantier enduit de finition en terre crue de la Maison de Paille : un lieu de vie collectif construit à plusieurs. Tarif Atelier 2 jours : 95 euros. Chantier participatif : Gratuit. Hébergement gratuit : camping dans la prairie ou en dortoir, sanitaires de la maison. Nourriture : bio et végétarienne, 6€/jour. *Contact* : Hélène Decarpignies, 06 61 66 90 28, [hdecarpignies@gmail.com](mailto:hdecarpignies@gmail.com)

■ **Yvelines.** L'École d'Agriculture Durable et l'Institut Technique d'Agriculture Naturelle co-animent des formations par correspondance adaptant l'agrologie de M. Fukuoka au contexte agricole actuel. Les capacités acquises visent l'autonomie alimentaire, l'amélioration des pratiques professionnelles agricoles et la construction d'un projet économique viable en milieu rural. Public : jardiniers, professionnels étudiants. *Plus d'info sur [www.itan.fr](http://www.itan.fr). Contact* : [eadformation1@gmail.com](mailto:eadformation1@gmail.com). Tel. 0981942690.

## Vivre ensemble

■ **Aveyron.** Oasis de Lentiourel. Magnifique domaine de la vallée du Len, près de Saint-Affrique, (sud Aveyron), manoir, granges du XI<sup>e</sup> et dépendances sur 35 ha de champs, prairies, bois, jardins en permaculture avec rivière et sources. Pour vente, cession, partage, cohabitation ou élargissement du collectif actuel avec personnes seules, familles ou groupes. Grand potentiel agricole et en logements disponibles ou à aménager, terre paille, habitats légers, etc. Chantiers participatifs d'une semaine le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois. Informations, charte éthique, activités : <http://oasisdelentiourel.over-blog.com/>. 05 65 49 21 14

■ **Rhône.** Projet d'habitat coopératif accueille foyers. Nous sommes un groupe intergénérationnel (de 0 à 70 ans) de 10 foyers et nous souhaitons accueillir de nouveaux coopérateurs. Nous avons deux sites en vue, qui peuvent voir naître deux coopératives d'habitants, à St Germain au Mont d'Or (Nord de Lyon) et à Grigny (Sud de Lyon). La prochaine réunion d'accueil et d'information a lieu à St Germain, le samedi 7 septembre à 10h. Elle sera suivie d'un repas partagé. *Détails pratiques et pour vous inscrire* : [contact@coopengerm.org](mailto:contact@coopengerm.org). *Plus d'informations sur notre projet*: [www.coopengerm.org](http://www.coopengerm.org)

■ **Gers.** Projet d'habitation partagée sur un hameau (sud Auch) avec travaux potentiels et familles sur 1,8 ha, possibilité de terres supplémentaires (70 ha). *Pour en discuter* : 09 52 95 71 18/05 62 65 25 79

## Rencontres

■ **Indre.** Récemment installé dans l'Indre (Valençay) recherche contact avec ami(e)s de Silence. [eliasseidowky@wanadoo.fr](mailto:eliasseidowky@wanadoo.fr), 02 54 00 02 30, 07 87 27 60 06

■ **Ref. 414.01. Charente-Maritime/Sud Charentes.** Homme près de la soixantaine, aimant la nature, le jardinage, la lecture, la poésie, l'art, l'amitié, souhaite rencontrer femme pour partager cette vie simple. *Écrire à la revue qui transmettra.*

## Logement

■ **Côtes-d'Armor.** L'association Avel Nomad propose depuis plus de 10 ans la yourte bretonne qu'elle a su adapter à notre climat de l'ouest. Aujourd'hui nous mettons à disposition des yourtes de 6 m<sup>2</sup> à 50 m<sup>2</sup>. Possibilité de les louer temporairement pour une rénovation, un chantier collectif, un événement, un festival... *Association Avel Nomad* : chez Mme Avril, Bretagne 22-35 la Giendrotais 22130 Corseul, [yourte35@yahoo.fr](mailto:yourte35@yahoo.fr), [www.avelnomad.org](http://www.avelnomad.org)

■ **Puy-de-Dôme,** parc des Volcans, idéal accueil ou habitat partagé, vue exceptionnelle, orienté sud, 200 m<sup>2</sup> hab. Matériaux écologiques + nbuses extensions possibles, (563 m<sup>2</sup> au sol) chauff. bois et granulés, solaire photov. et thermique, terrain attenant 1 ha : 250 k€. Terr. constructible de 2000 m<sup>2</sup> attenant possible. *laure. lanoir@gmail.com*

■ **Ille-et-Vilaine.** Couple de Silencieux cherche une maison à acheter dans un secteur de 20 km environ autour de Rennes, avec jardin. Construction écologique, proximité de la nature, tout cela peut nous passionner. Notre budget ne dépasse pas 260 000 € (sans gros travaux). *Julie. [quilliou@gmail.com](mailto:quilliou@gmail.com)*

## Entraide

■ **Vaucluse.** L'école associative RECREES, qui existe depuis la rentrée de 2008, cherche d'urgence de nouveaux locaux pouvant l'accueillir pour la rentrée 2013. Il faut des locaux en location (au moins 6 classes de 50 m<sup>2</sup> + des bureaux) en zone rurale avec un terrain. *Pour en savoir plus, contacter Nicolas Parmentier (06 22 63 80 72) ou Christophe Dumas (06 78 95 80 96).*

■ **Ardèche.** Vacances solidaires. Nous proposons des vacances dans notre région, propice aux échanges, contre aide à une famille touchée par l'autisme. Accueil chez nous pour une ou deux personnes (chambre individuelle). Nourriture bio tendance végétarienne. Petit village en Ardèche verte, baignade, rando, sport nature et événements culturels. Possibilité, à travers un réseau, de rencontrer différents acteurs locaux : maraîchage bio, apiculture, boulangerie culturelle... rencontre avec autres woofeurs(euses) possible. En échange, nous attendons une aide au quotidien (10 à 15h par semaine) auprès de notre enfant autiste de 5 ans pendant la saison estivale : accompagnement au lever, au repas, loisirs... Approche basée sur le jeu, acceptation inconditionnelle. Rencontre et conseils auprès de l'éducatrice qui suit l'enfant. Engagement souhaité sur les 2 mois : juillet et août. Age minimum 22 ans. [liontitom@yahoo.fr](mailto:liontitom@yahoo.fr)

■ Un ami franco-congolais voudrait promouvoir la fabrication de briques en terre locale dans son village d'origine comme alternative à l'utilisation de moellons/ciment. Le savoir-faire local en ce domaine n'existant pas ou plus, il cherche à se procurer une presse à brique peu coûteuse ou des plans, renseignements etc. pour en fabriquer sur place. Dans le même état d'esprit, quelles alternatives d'alimentation locale pour des élevages de poules pondeuses en nombre assez conséquent plutôt que d'importer des

tourteaux de soja, ce qui est promu actuellement au Congo ? *Contact* : Valérie Carlenc. La Blaquièrre du Larzac 12100 Millau. Tél/fax 05 65 60 23 28.

## Emplois

■ **Bordeaux.** L'ADEA, Association pour le développement d'une éducation alternative, Ecole Jacques-Prévêrt, lycée autogéré avec une pédagogie alternative, recherche 4 enseignants en anglais, espagnol, philosophie et sciences économiques et sociales, pour la rentrée de septembre 2013. Petits effectifs, classes de seconde à terminale. CDD de 10 mois. Formation : master 2 validé. Expérience souhaitée. Plus d'information sur l'école sur le site du Guide annuaire des écoles différentes. *Envoyer CV et lettre de motivation à l'équipe pédagogique, ADEA, 173, rue du Jardin-Public, 33300 Bordeaux.*

## Divers

■ **Isère : Foire de la Transition.** Vendre, échanger, exposer sur la foire de la Transition (Trièves, 22 septembre). Entreprises, artisans, producteurs, créateurs, associations, institutions... si vous souhaitez tenir un stand pour "Quelle foire !" (tout un week-end autour des valeurs de la Transition) à Mens et alentour, c'est le moment de retirer votre dossier d'exposant en vous rendant sur le site : [www.quellefoire-trieves.fr](http://www.quellefoire-trieves.fr) ou en écrivant à : [contact@quellefoire-trieves.fr](mailto:contact@quellefoire-trieves.fr)

■ **Alpes-Maritimes.** Propose marche du 21 au 31 octobre en se nourrissant uniquement de plantes sauvages consommées crues. Camping et bonne humeur. Préparation de dix jours avant à l'alimentation crue à la ferme du Collet. Groupe limité à dix personnes. *Bertrand Ollivier, bert.ollivier@gmail.com.*

■ **Allier.** Rencontre estivale des hygiénistes. 18-22 août 2013. Dans la montagne bourbonnaise, au foyer de Montoncel. 960m d'altitude sur la commune de Lavoine. 35 km au sud-est de Vichy. Tarif : 15€, quelle que soit la durée du séjour + frais hébergement. *Réservation* : Evelyne Curt, 04 75 40 88 65.

■ **Bretagne.** Je recherche une machine à tricoter BROTHER KH-930 ou 940 pour lui donner une seconde jeunesse et en faire bon usage. *Contact* : [vanessa22500@gmail.com](mailto:vanessa22500@gmail.com).

## Vacances

■ **Gers.** Je loue ma maison « écologique » juillet, août, septembre (à la semaine) pour 4 personnes 300/450€ (suivant revenus). 09 52 95 71 18/05 62 65 25 79. [maisenfin@voila.fr](mailto:maisenfin@voila.fr)





# Les renouvelables limitées par leur intermittence ?

**Alors que certains pays annoncent leur volonté de parvenir rapidement aux 100% renouvelables, en France, on continue inlassablement à nous dire que c'est impossible. Qu'en est-il réellement ?**

**D**ANS UN DÉBAT SUR LA TRANSITION, EN 2011, DE JEUNES DIPLOMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS affirmaient encore qu'au-delà de 10 % d'énergies renouvelables sur le réseau, il y avait un risque de voir celui-ci tomber en panne du fait des variations de production de l'éolien et du solaire... alors qu'au même moment, en Espagne et en Allemagne, on avait déjà des pointes à plus de 50 %. Cette ignorance de ce qui se passe au-delà de nos frontières laisse rêveur.

## Maintenir l'équilibre

La gestion du courant électrique sur le réseau nécessite que l'on maintienne en équilibre permanent la consommation et la production. Concrètement, les centrales nucléaires ne peuvent pas varier leur production rapidement et sont utilisées "en base", c'est-à-dire qu'elles produisent en principe moins que la consommation minimale<sup>(1)</sup> et le suivi de la variation de la consommation se fait en utilisant les centrales thermiques pour les variations prévisibles (entre le jour et la nuit par exemple), et par les barrages hydrauliques et les turbines à gaz à cycle ouvert (OCGT) pour suivre en instantané, minute par minute : les ordinateurs relevant ou baissant les vannes d'eau à volonté, ouvrant ou fermant l'arrivée du gaz à volonté.

En France, le potentiel hydroélectrique est assez important (14 à 16 % de la production électrique) et permet donc de suivre assez fidèlement les variations. Dans des pays plus plats comme le Pays-Bas ou le nord de l'Allemagne, il faut davantage recourir au gaz.

Aujourd'hui, du fait de la variabilité de leur production, les énergies solaire et éolienne sont présentées comme un problème : la variation de production ne permettrait pas de dépasser un certain pourcentage de production sur le réseau, au risque de voir le tout disjoncter.

Autre interrogation : la multiplication des lieux de production<sup>(2)</sup> nécessite aussi de revoir les réseaux de distribution<sup>(3)</sup>.

Notons cependant que cette variabilité est prévisible (prévisions météo) et relativement lente (le vent ne tombe pas d'un coup). Par exemple, la production par photopiles est maximale en milieu de journée ensoleillée, faible en journée couverte, nulle la nuit. Les éoliennes, elles, fonctionnent le mieux pendant la nuit où les vents sont plus réguliers et plus forts. Les éoliennes terrestres ont une production plus fluctuante que les éoliennes en mer. Le solaire apporte de l'électricité au moment où l'on en a besoin, alors que les éoliennes produisent le plus au moment où la demande est proche de la "base".

▲ Il est possible de faire des parcs éoliens géants, contrôlés par les multinationales (ici projet de Siemens dans les polders des Pays-Bas), mais on peut aussi penser décentralisation en installant une éolienne par communauté de communes.

(1) Comme nous avons construit trop de réacteurs, EDF a longtemps subventionné l'éclairage de nuit pour augmenter cette consommation minimale.

(2) ERDF, qui assure le transport du courant, prévoit un million de producteurs en photovoltaïque en France pour 2020.

(3) Les lignes à très haute tension sont directement liées à la production centralisée des réacteurs nucléaires.



▲ Relier deux barrages proches de niveau différents, permet de remonter de l'eau quand la production électrique est excédentaire et d'en produire quand il en manque en laissant l'eau chuter.

Donc le solaire permet de remplacer principalement des productions thermiques (et donc émettrices de CO<sub>2</sub>) alors que l'éolien est plus en concurrence avec les centrales nucléaires. Comme le prix de production des éoliennes géantes a maintenant baissé au point de concurrencer le nucléaire, la logique économique devrait être l'arrêt des réacteurs au fur et à mesure que l'on construit de nouvelles éoliennes. Ce n'est pas encore le cas, du fait, pour le moment de la mauvaise gestion de l'efficacité énergétique et de la hausse de consommation<sup>(4)</sup>.

Certaines régions d'Europe arrivent déjà à s'adapter à des taux de pénétration élevé des énergies renouvelables. Si l'on veut aller plus loin dans leur développement, les spécialistes mettent alors l'accent sur les possibilités de stockage de l'énergie... qui sont encore assez faibles pour le moment, et sur la maîtrise de l'énergie.

### Quel stockage possible ?

La principale méthode aujourd'hui est constituée de deux barrages de montagne : on monte de l'eau dans celui du haut quand il y a trop d'électricité disponible, et on la redescend par une turbine qui produit de l'électricité quand il en manque. Ces stations d'énergie par pompage, STEP, sont déjà présentes en France et représentent une capacité de 5 gigawatts (l'équivalent de 5 réacteurs nucléaires)<sup>(5)</sup>. Pour des raisons d'espace, il n'est guère envisageable en France d'en construire d'autres sur le même modèle<sup>(6)</sup>.

D'autres méthodes sont utilisées comme des champs de batteries : cela se pratique notamment sur les îles : l'île de la Réunion dispose ainsi de batteries pour une puissance de 1 MW pendant 7 heures. Le plus grand champ de batteries (51 MW)

se trouve au Japon dans une ferme éolienne à Rokkasho-Futamata et permet d'assurer une production constante d'électricité.

En Espagne, la centrale solaire Gemasolar est faite de miroirs qui chauffent le haut d'une tour remplie de sels<sup>(7)</sup> qui fondent à haute température et restituent de la chaleur quand ils se resolidifient. Cela permet d'assurer une production constante d'électricité pendant les quinze heures qui suivent la disparition du soleil... et donc de produire aussi la nuit.

D'intenses recherches sont faites, notamment par le CNRS en France, pour le stockage de l'énergie sous forme d'hydrogène : quand on a trop d'électricité, on décompose de l'eau par électrolyse en oxygène et hydrogène. Quand on veut plus d'électricité, on fait l'inverse en faisant réagir l'hydrogène avec l'oxygène présent dans l'air. Si cette forme de stockage a le vent en poupe, c'est principalement parce qu'il est peu volumineux et qu'il conviendrait parfaitement à des voitures électriques. Mais si le gaz est léger, il est aussi explosif et nécessite pour le moment des réservoirs très lourds. Dans le même ordre d'idée, des essais sont faits avec de l'air comprimé, moins dangereux, mais nécessitant plus de place (donc pas pour les véhicules). Une autre piste est la méthanisation : on combine hydrogène et dioxyde de carbone pour produire du méthane qui peut ensuite être injecté dans le réseau de gaz "naturel". Ce procédé connu de longue date est expérimenté en Allemagne.

D'autres pistes sont à l'étude, toutes plus technologiques les unes que les autres : supraconducteurs, magnétisme, volants d'inertie...<sup>(8)</sup>.

(4) L'essentiel de cette hausse est liée en France au développement de l'électronique. Ce n'est pas une fatalité : en Allemagne, avec la même évolution, la consommation électrique est en légère baisse depuis plusieurs années.

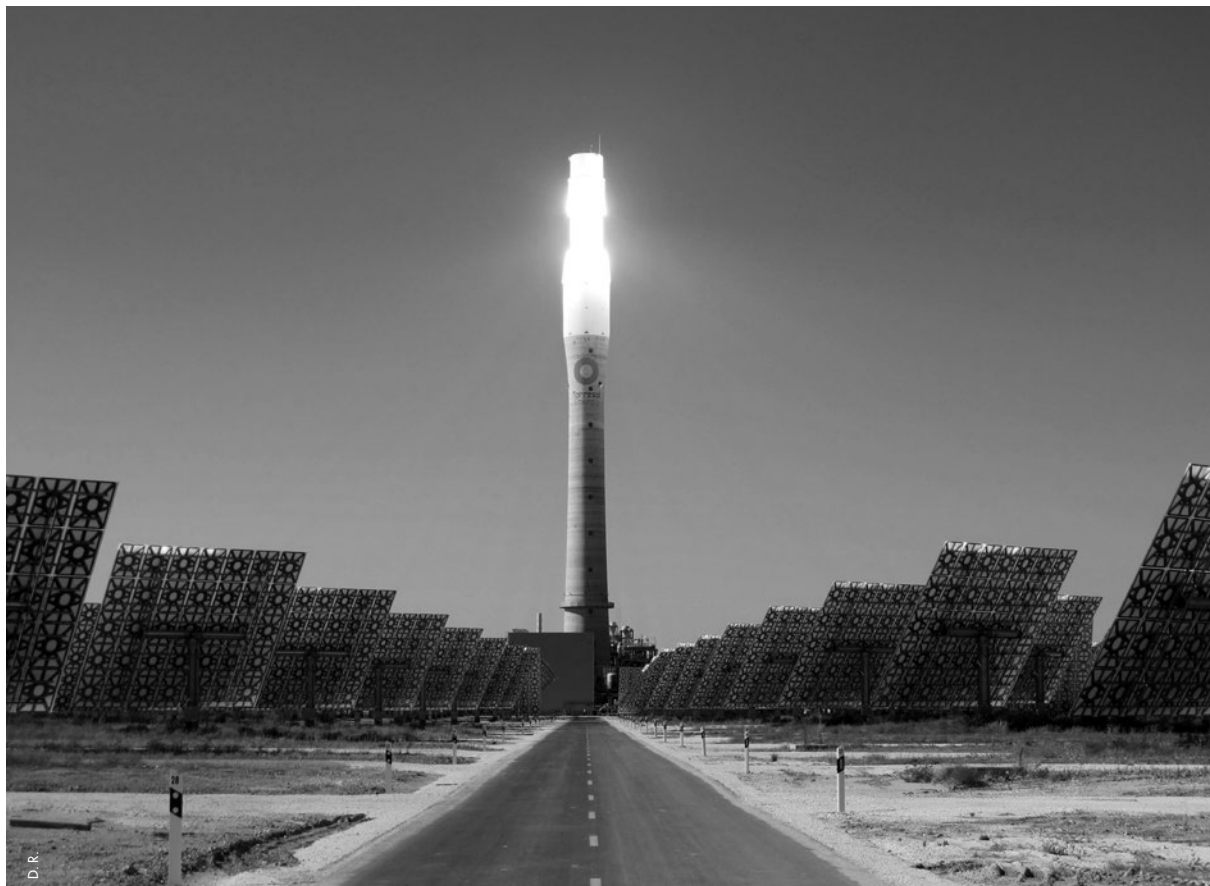
(5) Cela représente 140 GW dans le monde et 99 % du stockage de l'électricité actuellement. Le rendement est de l'ordre de 70 à 80 %.

(6) Le Danemark, pays plat, expérimente une STEP en utilisant un trou : quand on a besoin d'électricité, on laisse la mer tomber dans le trou à travers une turbine. Quand on a trop d'électricité, on l'utilise pour pomper l'eau et la rejeter à la mer.

(7) Nitrate de potassium et de sodium.

(8) Pour en savoir plus, voir le dossier "Énergies, comment les stocker", Journal du CNRS, mars-avril 2013.





## Quelle maîtrise de l'énergie possible ?

Une autre possibilité pour rapprocher production et consommation est de chercher à lisser la consommation dans la journée ou sur des périodes plus importantes. Pour cela, les électriciens proposent déjà des contrats avec des heures creuses, ou des journées où le prix est plus élevé... C'est efficace pour les gros consommateurs, principalement dans le domaine de l'industrie. C'est plus difficile à mettre en œuvre au niveau des particuliers : cela demande des outils de comptage assez fins dans chaque logement<sup>(9)</sup>. Pour le moment, cela reste assez limité et pose des problèmes sociaux : accepterons-nous le contrôle de nos activités par l'intermédiaire du compteur électrique ?

## Décentralisation des productions ?

De nombreux groupes écologistes pensent qu'ils faut décentraliser production et consommation. Ils s'appuient pour cela sur les expériences danoises et allemandes où les producteurs d'électricité sont multiples : particuliers, coopératives de citoyens, communes, communautés de communes...<sup>(10)</sup>. L'expérience montre qu'effectivement, plus on descend vers le consommateur, mieux la maîtrise de l'énergie est prise en compte et moins on a besoin d'électricité<sup>(11)</sup>.

Mais après, il y a deux options :

- soit on reste connecté au réseau et le bénéfice est dans la baisse de la consommation ; on a également une légère baisse des coûts du fait des moindres pertes en ligne.

- soit on devient totalement indépendant et se pose alors clairement la question du stockage, ce qui est précisément ce que l'on fait sur de nombreuses îles<sup>(12)</sup>.

Cette décentralisation permet aussi une démocratisation des choix énergétiques. Des communes ont ainsi pu devenir totalement autonomes en électricité en mixant les sources de production. Par exemple en introduisant en milieu agricole des usines de méthanisation qui permettent de compléter l'éolien ou le solaire en remplaçant le gaz non renouvelable par des déchets renouvelables, ou encore en choisissant une production complémentaire par une chaudière industrielle au bois.

La décentralisation permet aussi de s'interroger sur les choix technologiques : concentrer la chaleur avec un miroir pour produire de la vapeur qui fait tourner une turbine est une technologie accessible à un artisan, ce qui n'est pas le cas de la fabrication d'une photopile<sup>(13)</sup>. Le stockage d'énergie par une STEP (double barrage) est aussi à la portée d'une commune, pas le recours à des champs de batteries.

Enfin, la décentralisation permet le débat sur nos besoins en électricité : de nombreux appareils électriques (par exemple les robots ménagers) servent à produire une force, or il est possible de produire cette force directement sans passer par l'électricité, ce qui améliore les rendements : que l'on pense aux moulins à eau ou à vent d'antan par exemple. De même, l'utilisation de l'électricité pour le chauffage (individuel ou industriel) est une aberration du fait du très mauvais rendement.

Décentralisation, démocratisation et intelligence collective doivent permettre d'aller vers le 100 % renouvelable, plus sûrement que les grands projets de recherche et développement des grandes entreprises. Mais encore faudrait-il que l'Etat accepte de réorienter ces budgets, ce qui, en France, n'est pas encore d'actualité.

Michel Bernard ■

▲ Les centrales thermiques solaires produisent de la vapeur par le chauffage d'un réservoir par des miroirs. Cette vapeur fait ensuite tourner des turbines comme dans une centrale thermique classique. Ici, à Gemasolar, en Andalousie, les miroirs chauffent un sel qui augmente l'inertie et permet de produire de la vapeur pendant ensuite 24h, un moyen d'éviter les variations de production entre le jour et la nuit.

(9) Cela semble envisageable avec les compteurs Linky. ERDF a annoncé en avril 2013 un programme expérimental qui va être testé sur l'agglomération de Toulouse : des impulsions électriques passant par le compteur pourront stopper des appareils non prioritaires dans les logements.

(10) En Allemagne, une quarantaine de communes ont "remunicipalisé" leur électricité entre 2007 et 2012. Le mouvement devrait s'accélérer au fur et à mesure du renouvellement des concessions.

(11) De nombreuses expériences ont été menées sur ce sujet. Par exemple, dans un immeuble où le chauffage est collectif, l'installation de compteurs de calories avec facturation exacte de la consommation entraîne en moyenne une baisse de 30 % de la consommation : on ferme les radiateurs au lieu d'ouvrir la fenêtre quand il fait trop chaud, on baisse le thermostat en sortant...

(12) Un appel d'offre du gouvernement en 2010 pour des éoliennes en Corse, Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion précise qu'il faut les associer à des unités de stockage.

(13) Les photopiles sont au centre d'une controverse : elles sont utiles pour la production électrique solaire, mais leur amélioration relève uniquement de l'avancée des nanotechnologies.



# Notre-Dame-des-Landes Vols suspendus ?

Guillaume de Crop

## ▲ 11 mai 2013.

Environ 40 000 personnes réalisent une chaîne humaine tout autour du site de Notre-Dame-des-Landes. C'est autant que le 17 novembre 2012, mais avec une ambiance beaucoup moins lourde. 200 comités locaux ont appelé à cette mobilisation. Hallucinant : la préfecture a pris un arrêté pour interdire le survol de la manifestation et éviter ainsi que soit filmée la chaîne. Deux pilotes d'hélicoptères qui sont passés outre ont été attendus à leur atterrissage par les gendarmes et verbalisés. De quoi avait-on peur ? Qu'on se rende compte du vrai nombre de manifestants ? Et que cela contredise les 13 500 manifestants annoncés par cette même préfecture ?

Après le succès de la chaîne humaine le 11 mai 2013 et avant le grand rassemblement estival des 3 et 4 août 2013, nous avons souhaité poser quelques questions à **Geneviève Lebouteux**, conseillère régionale EELV, membre du Cédpa (Collectif des élus doutant de la pertinence du projet d'aéroport) et de **Marcel Thébaud**, paysan de Notre-Dame-des-Landes, membre de l'ADECA (association des exploitants concernés par le projet d'aéroport).

**Silence : Après la remise des différents rapports au gouvernement en avril 2013, peut-on espérer que l'on s'oriente vers un abandon du projet ? Ou peut-on craindre au contraire un simple report au-delà des prochaines élections municipales ?**

**GL :** Trois rapports ont été remis au gouvernement, celui de la commission de dialogue, celui de la commission agricole et celui de la commission scientifique<sup>(1)</sup>. Les deux premiers préconisent des aménagements du projet et des études complémentaires, ce qui retarde effectivement le début des travaux. Le troisième est beaucoup plus embêtant pour les porteurs du projet : il refuse catégoriquement de valider la méthode de compensation des destructions de zones naturelles qui a été proposée. Ce troisième rapport permet d'espérer l'abandon du projet, même si rien n'est encore gagné. Il est un atout solide pour les recours juridiques à venir et les démarches entreprises au niveau européen. La mobilisation citoyenne du 11 mai 2013 a été une réussite, elle pèsera. Celle à venir des 3 et 4 août 2013 aura aussi du poids dans ce qui va se jouer les mois prochains.

**Comment se gère le "flottement" actuel du gouvernement ? Y-a-t-il possibilité de pérenniser un peu mieux le logement sur place (reconstruction des fermes, multiplication des cabanes, remises en culture des terres...) et comment s'organisent les différentes activités entre sensibilités différentes ?**

**MT :** Le gouvernement s'est engagé à respecter les conclusions des trois rapports, ce qui relâche les tensions sur place. Le Préfet a dit publiquement qu'il ne pourrait donner un calendrier des travaux avant fin juin 2013. La police qui occupait deux carrefours est partie. Nous avons l'impression qu'il n'y aura pas de nouvelles expulsions avant l'été, même s'il n'y a aucun engagement en ce sens<sup>(2)</sup>. Sur place, les cabanes sont nombreuses, une quinzaine de projets agricoles de type maraîchage ont vu le jour avec l'opération « Sème ta zad ». C'est une forme d'action militante puisqu'il s'agit de cultiver en commun des terres de Vinci, mais c'est aussi un lien fort entre tous les opposants.

La ferme de Bellevue, occupée par des paysans du collectif Copain<sup>(3)</sup> pour éviter sa destruction, continue à vivre, accueillir des réunions et des

(1) Les trois rapports se trouvent sur [www.developpement-durable.gouv.fr/C-comme-Concertation.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/C-comme-Concertation.html)

(2) Entretien réalisé fin mai 2013.

(3) Collectif des associations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport



militants de tous horizons. La gestion de ses 129 ha par le Copain, a permis de peser pour une distribution du foncier qui n'obéisse pas aux caprices de Vinci, mais réponde aux besoins des agriculteurs impactés et des projets agricoles de la ZAD.

Les agriculteurs en place savent qu'ils vont conduire leurs cultures 2013 sans destruction par des diagnostics archéologiques.

Les compagnons de l'Arche ont installé une cabane où ils se relaient depuis avril<sup>(4)</sup>.

### Voyez-vous évoluer les positions dans le monde politique ?

GL : Comme sur tous les sujets écologiques, le monde politique est pratiquement toujours le dernier à bouger. Sur le sujet de Notre-Dame-des-Landes, ça bouge lentement mais ça bouge dans le bon sens. On a vu une propagation du refus du projet chez les centristes, avec la prise de position de Jean-Louis Borloo. On ressent des tensions au sein du PS avec la petite phrase adressée par Arnaud Montebourg à Jean-Marc Ayrault « *Tu fais chier la terre entière avec ton nouvel aéroport dont tout le monde se fout* », avec aussi les propos non démentis de Nicolas Hulot disant que François Hollande n'était « *pas convaincu de la pertinence du projet* ». Ségolène Royal vient de déclarer que cet aéroport serait très difficile à faire et a demandé un moratoire ; dans son dernier livre, elle paraît se placer du côté de l'opposition au projet. Côté UMP, le député européen Philippe Boulland demande à la commission des pétitions du Parlement européen une mission d'enquête sur place, comme l'avait demandé Sandrine Bellier, députée EELV...

### Que peuvent faire les comités de soutien éparpillés un peu partout ?

GL : Leur mobilisation est un atout très important du rapport de force. Ils peuvent continuer à interroger leurs élus qui la plupart du temps ne connaissent pas le sujet. Ils peuvent se mobiliser pour la rencontre des 3 et 4 août. Il est fondamental que le soutien des comités respecte l'attente et le besoin des acteurs et actrices locaux de la lutte, paysans et habitants, et associations de la coordination. Ces acteurs locaux ont une vision pragmatique de la résistance et de la cohérence des formes d'action.

**Dans l'hypothèse d'une victoire, avez-vous commencé à réfléchir ce que pourrait être l'avenir des terres aujourd'hui propriété de l'Etat<sup>(5)</sup> ? Peut-on envisager la persistance d'une dynamique comme cela se fait sur le plateau du Larzac depuis maintenant plus de 30 ans ? Peut-on envisager l'installation définitive d'une partie des occupants, par exemple sous forme de production maraîchère en lien avec des réseaux style AMAP sur l'agglomération nantaise ?**

MT : Il y a des bouts de réflexion par-ci par-là. C'est certain que, sur ces terres, un mouvement est

en marche, nourri de décennies de résistance et de respect de la qualité environnementale du site, amplifié par l'arrivée de nouveaux habitants... Les différentes composantes de la lutte apprennent à se connaître et à se respecter, la répartition des terres agricoles reflètera ces relations... Il faut distinguer l'aspect propriété du foncier (plusieurs acteurs déjà impliqués, dont l'Etat, les propriétaires expropriés, les paysans expropriés) et l'aspect des installations agricoles possibles (quels projets ? quelle pérennité ? quelles solidarités avec le milieu agricole local ? quelle insertion via les Cuma<sup>(6)</sup> etc.)

L'attitude des agriculteurs locaux a toujours été de donner la priorité à l'emploi agricole en privilégiant l'installation plutôt que l'agrandissement des exploitations existantes. Cette philosophie s'appliquera lorsque le projet sera enterré. « Sème ta zad » est déjà un embryon de réponse : sur le plan technique, des jeunes testent leurs motivations, leur organisation collective, et ils sont aidés par des agriculteurs si besoin.

Mais chaque chose en son temps. Il faut d'abord GAGNER ! Nous entrons seulement dans la vraie bataille juridique sur ce projet avec la loi sur l'Eau. Nous devons rester forts sur nos trois piliers : mobilisation citoyenne, juridique, politique.

Propos recueillis par Michel Bernard. ■



(4) nommée La Paz, qui signifie "la paix" en espagnol, mais aussi "présence de l'Arche sur la ZAD".  
 (5) Cédées pour 55 ans à AGO-Vinci.  
 (6) Cuma : coopération d'utilisation du matériel agricole.



# Pire que les OGM : la biologie de synthèse



**Le 25 avril 2013, à Paris, la première séance du Forum de la biologie de synthèse est perturbée par une quinzaine de « chimpanzés ». Après avoir déployé une banderole « Non à la vie synthétique », les quinze opposants porteurs de masques de singes interrompent le débat et lisent un manifeste des « Chimpanzés du futur ». Explications.**

**L**A BIOLOGIE DE SYNTHÈSE EST LE NOM ANODIN D'UNE NOUVELLE TECHNIQUE QUI PERMET de créer une « vie synthétique » qui n'existe pas dans la nature. « Il ne s'agit plus d'introduire un ou deux gènes étrangers par bricolage dans un organisme » comme pour les OGM, explique Catherine Bourgain, de la fondation Sciences Citoyennes<sup>(1)</sup>. Mais « par croisement de l'ingénierie génétique, des nanotechnologies et de l'informatique, ingénieurs et techniciens peuvent maintenant synthétiser ex-nihilo un code génétique entièrement nouveau », explique Frédéric Gaillard, de Pièces et Main d'œuvre, groupe d'opposants à la technoscience et au « nanomonde »<sup>(2)</sup>. Il s'agit donc de créer des êtres vivants qui n'existent pas dans la nature, avec un ADN entièrement programmé par ordinateur. « Les cellules du vivant sont considérées comme des machines biologiques orchestrées par un logiciel qu'il est possible de modifier substantiellement », poursuit Catherine Bourgain.

Le patron du Génomole d'Évry, principal centre de recherche français dans ce domaine, estime qu'il faut « considérer le vivant comme un immense meccano, à partir duquel sont imaginés et construits de nouvelles entités (bactéries), des micro-machines (autoreproductibles ou pas), des systèmes qui n'existent pas dans la nature »<sup>(3)</sup>.

La première expérience « réussie » de biologie de synthèse date de 2010, elle sort du laboratoire

de John Craig Venter aux USA, qui a réussi à synthétiser la première cellule vivante synthétique, au sens où celle-ci est entièrement dérivée d'un chromosome synthétique. Son patrimoine héréditaire a été construit par synthèse informatique et chimique, bactéries qui sont aujourd'hui « naturellement » capable de se diviser pour se reproduire.

## Une fuite en avant technoscientiste

A quoi est censée servir cette technologie ? Selon les paroles mêmes de son premier inventeur, Craig Venter, « il nous faut malheureusement développer une science nouvelle, pour résoudre les problèmes créés par la science qui nous a précédés. Il nous faut trouver de nouvelles façons de modifier le futur ou nous n'en aurons pas du tout ». Y a-t-il plus belle définition de la fuite en avant technoscientiste ?

Catherine Bourgain cite certaines promesses de cette technologie : « bactéries produisant des médicaments ou dépolluant les sols, algues produisant massivement de l'énergie, mais capable de fixer l'azote du sol... ». Elle poursuit : « OGM et biologie synthétique mobilisent un même discours sur la maîtrise du vivant, reposant sur une description d'un vivant statique, peu susceptible d'évolution ». Et ils sont tous deux présentés comme des technologies qui vont résoudre les principaux maux de la planète.

(1) Dans l'article « Biologie synthétique. Questions autour de nouvelles promesses », publié le 9 janvier 2012 sur le site de Sciences Citoyennes, fondation ayant pour but la démocratisation de la science. Fondation Sciences Citoyennes, 38 rue St-Sabin, 75011 Paris, tel. : 01 43 14 73 65, <http://sciencescitoyennes.org>

(2) Dans l'article « Innovation scientifique : la biologie de synthèse », publié le 11 novembre 2012 sur le site [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com).

(3) Cité par Pièces et Main d'œuvre dans le texte « Alerte à la biologie de synthèse et aux aliens de demain », publié le 9 avril 2013 sur [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com).



## Qui investit dans la biologie de synthèse ?

La vraie question est surtout : à qui va servir cette technologie ? « *Les plus gros investissements sont réalisés par des multinationales du pétrole, de la chimie, du médicament, des biotechnologies (Exxon, BP, BASF, Dupont, Cargill...)* », en associant des start-up, explique Catherine Bourgain. De quoi faire douter de l'utilité publique d'une recherche financée par les plus gros prédateurs et destructeurs de la planète.

La biologie de synthèse est-elle issue d'une demande des populations parce qu'elle viendrait répondre à des besoins ? Pas plus que les OGM et les nanotechnologies. Au contraire, elle est imposée depuis les lieux de pouvoir économiques et politiques, où l'on se méfie de la manière avec laquelle on communiquera au bas peuple pour ne pas l'effrayer avec ces expériences qu'il n'a jamais demandées.

Il y a aussi un juteux partenariat public-privé : par exemple « *BP a signé un contrat de 500 millions de dollars avec l'Université de Berkeley pour soutenir son département de biologie synthétique* », poursuit Catherine Bourgain.

## Les risques sur la biodiversité

L'un des principaux risques pointés du doigt est la dissémination du vivant modifié dans le vivant sauvage et la contamination. « *Les chercheurs en biologie synthétique peuvent manipuler l'ADN de manière substantielle afin de produire des microorganismes artificiels capables de se répliquer et n'ayant jamais existé sur Terre auparavant* », explique ETC Group, l'une des premières ONG à avoir alerté sur les risques de cette technologie<sup>(4)</sup>. « *Non seulement une prolifération des organismes 'reprogrammés' menacerait l'écosystème, mais nul ne sait à quoi aboutirait l'hybridation entre organismes vivants et artificiels – y compris dans notre intestin, estime Pièces et Main d'Oeuvre. Les scientifiques appellent ça des 'propriétés émergentes inattendues'* ». Le développement en milieu non-confiné de la biologie de synthèse ne conduirait pas à autre chose qu'à une biodiversité artificielle rivale de la nature, au profit de l'industrie.

« *Aujourd'hui, c'est la régulation sur les OGM qui s'applique*, explique Catherine Bourgain. *Mais les problèmes de dissémination sont encore plus importants, notamment dans les projets de dépollution des sols où les microorganismes synthétiques sont relâchés directement dans la nature* ». Selon la Commission présidentielle américaine de bioéthique, peu suspecte d'obscurantisme, « *la contamination résultant de la dissémination intentionnelle d'organismes fabriqués par la biologie de synthèse, figure parmi les risques attendus* ». La commission détaille : « *une dissémination mal contrôlée pourrait, en théorie, conduire à un croisement non souhaité avec d'autres organismes, à une prolifération incontrôlée et menacer la biodiversité* ».

## Souveraineté alimentaire et prolifération militaire

L'idée de ses promoteurs est que la biologie de synthèse produise et transforme l'ensemble de la biomasse dont nous avons besoin afin de remplacer les carburants fossiles actuels. Mais, souligne l'organisation écologiste ETC Group, « *les entreprises des secteurs énergétique, chimique, agro-alimentaire ou forestier qui tentent de gagner notre confiance sont celles-là mêmes qui sont à l'origine des crises climatique et alimentaire* ».

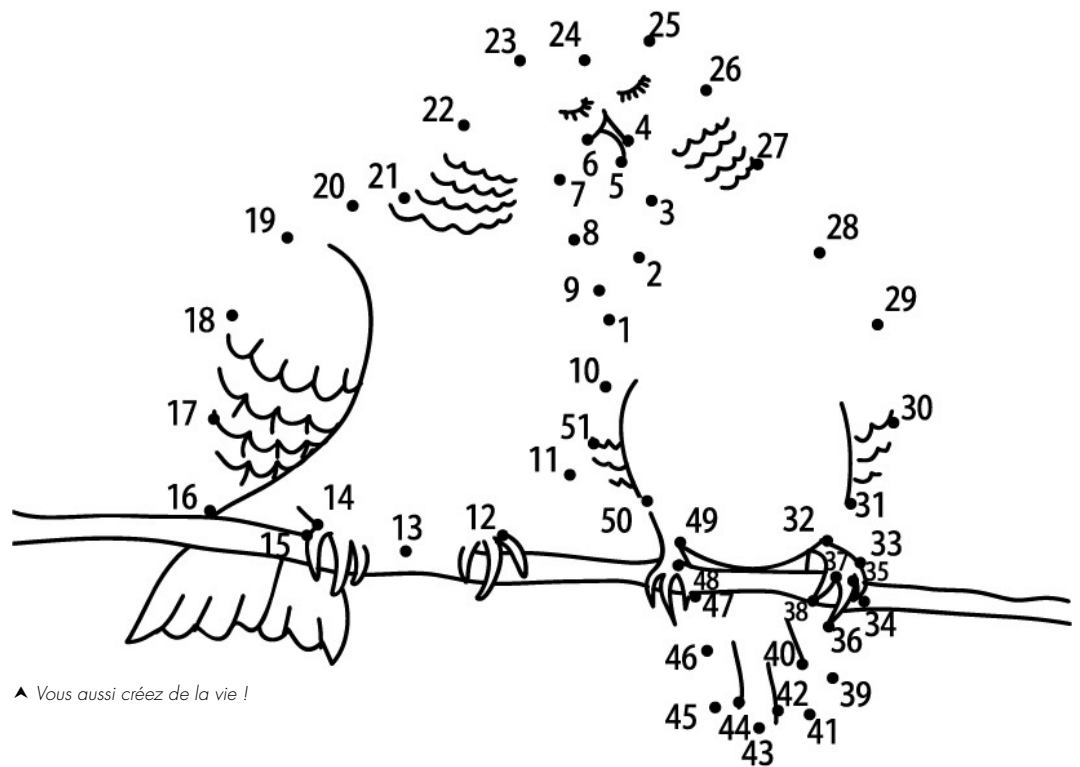


## CRÉER DU MORT-VIVANT

**O**n peut au minimum estimer avec Jean-Yves Nau<sup>(1)</sup> que la biologie de synthèse « *change certainement la définition de la vie et de son fonctionnement* ». Mais au-delà, peut-on encore parler de « vivant » pour ces organismes créés de toutes pièces, ces « aliens » comme les nomme Pièces et Main d'œuvre ? Pour le groupe militant, « *le bio, le vivant, c'est ce qui naît - d'où le mot de nature -, et non pas ce qu'on fabrique, artefacts, artifices, parce que faits de l'art. Ce qu'on fabrique ne vit pas, mais fonctionne. L'expression « biologie de synthèse » est donc un oxymore, une escroquerie forgée pour accréditer la possibilité d'une impossibilité, c'est du faux-vivant, du pseudo-vivant, du simulacre. Les scientifreaks ne produisent pas, et ne produiront jamais du 'vivant artificiel' mais bel et bien du mort vivant, de la nécrotechnologie de synthèse* ».

(1) Journaliste spécialisé dans les questions de santé, dans l'article « 21 mai 2010 : et l'homme créa la vie » publié le 21 mai 2010 sur [www.slate.fr](http://www.slate.fr).

(4) Dans l'article « Biomassacre. La biologie de synthèse menace la biodiversité et les modes de subsistance » publié sur le site de l'Observatoire de la biologie de synthèse, <http://biologie-synthese.cnam.fr>.



▲ Vous aussi créez de la vie !

Pour se rendre compte que la pression économique est énorme pour le développement rapide de cette technologie, il suffit de considérer que « les industries intéressées à substituer les matières premières carbonées par la biomasse comprennent les secteurs suivants : énergie, chimie, plastiques, aliments, textiles, pharmaceutique, papiers et matériaux de construction. Ces marchés combinés – incluant l'échange de droits d'émission de carbone – valent au moins 17 trillions (17 mille milliards) de dollars ». « Sous le slogan de 'après pétrole', on assiste à une concentration sans précédent des pouvoirs des multinationales pour privatiser les ressources biologiques du globe », résume Catherine Bourgain.

Un autre danger est la prolifération militaire et le « détournement terroriste ». Dans les dix années à venir, il sera plus facile de synthétiser la plupart des virus pathogènes que de les obtenir en les isolant de la nature ou en les subtilisant dans un laboratoire sécurisé, estime-t-on chez nos têtes chercheuses. Il y a donc un risque militaire comparable à celui existant pour la chimie, le nucléaire, les nanotechnologies ou les neurotechnologies.

## Créer du vivant intégralement privatisé !

C'est là une des conséquences les plus vertigineuses de cette nouvelle invention : la propriété intellectuelle par brevets sur des organismes vivants. La crainte de plusieurs ONG, telles ETC Group et Council for Responsible Genetics, est que le système des brevets permette une prise de contrôle des briques fondamentales de la vie

et d'organismes vivants par quelques entreprises privées. « Modifier un seul gène d'un être vivant suffit aujourd'hui pour pouvoir breveter intégralement cet OGM. Avec la biologie synthétique, la logique est poussée plus loin, explique Catherine Bourgain. Des brevets à spectre large sont déposés sur tous les nouveaux développements. John Craig Venter affiche ouvertement la volonté de pouvoir créer un être vivant dont l'ADN serait intégralement breveté. Il s'agit de pouvoir créer une nouvelle vie intégralement privatisée »<sup>(5)</sup>.

## Débats publics : un simulacre de démocratie ?

Y a-t-il un sens à organiser des débats publics sur la biologie de synthèse alors que d'énormes budgets sont déjà consacrés à son développement ? Dans une situation où la machine est déjà mise lourdement en marche pour mener à bien les recherches et développements industriels de celle-ci, un débat peut-il avoir une autre signification qu'une mesure d'acceptabilité sociale ? L'actuelle ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Geneviève Fioraso, ex-députée PS de l'Isère, a été PDG de SEM Minatec Entreprises, société chargée du développement industriel des innovations issues de Minatec, laboratoire des nanotechnologies. On ne sera donc pas étonné de l'entendre déclarer : « J'estime essentiel de désamorcer les craintes que l'opinion publique peut éprouver à l'égard d'un domaine émergent, sur lequel elle n'est pas pour l'heure informée ».

Le premier débat public sur la biologie de synthèse, le 26 avril 2013, a été perturbé par les

(5) Il existe déjà des spéculations sur une version « open source » inspirée du logiciel libre qui permettrait de « rendre disponibles les biobriques via une banque de données, le registre des parties biologiques standards », mais cette approche apparaît être une réponse bien faible et très technique face aux enjeux politiques de la propriété sur les bases mêmes du vivant.



Chimpanzés du futur dénonce une « mascarade » et un « pseudo-débat pour faire accepter des décisions déjà prises ». « Nous sommes ces chimpanzés - ces humains qui ne fusionneront pas avec la machine. Nous ne trafiquerons pas notre génome pour devenir plus performants. Nous refusons la vie synthétique mise au point dans les laboratoires », affirment-ils. « Les décisions sont prises, les programmes lancés. Pendant qu'on vous distrait avec ce spectacle, Total, Sanofi, Monsanto, l'INRA, le CEA, le Genopole fabriquent des bactéries synthétiques et des codes génétiques artificiels ». « Si nous participons à cette parodie, nous laissons croire qu'un débat démocratique a eu lieu, poursuivent-ils. Participer, c'est accepter ». Ils dénoncent la participation illégitime des chercheurs à ce débat, eux qui jouent leurs carrières et leurs revenus.

## Participer ou pas ?

Actuellement, aucune régulation spécifique n'existe pour encadrer la biologie synthétique, explique Catherine Bourgain. C'est la régulation sur les OGM qui s'applique. Alors que faire ?

Pour l'ONG internationale ETC Group, « les organismes synthétiques ne devraient pas être libérés dans l'environnement, et les Nations-Unies de même que les gouvernements nationaux devraient au minimum instaurer un moratoire afin de prévenir une telle chose ».

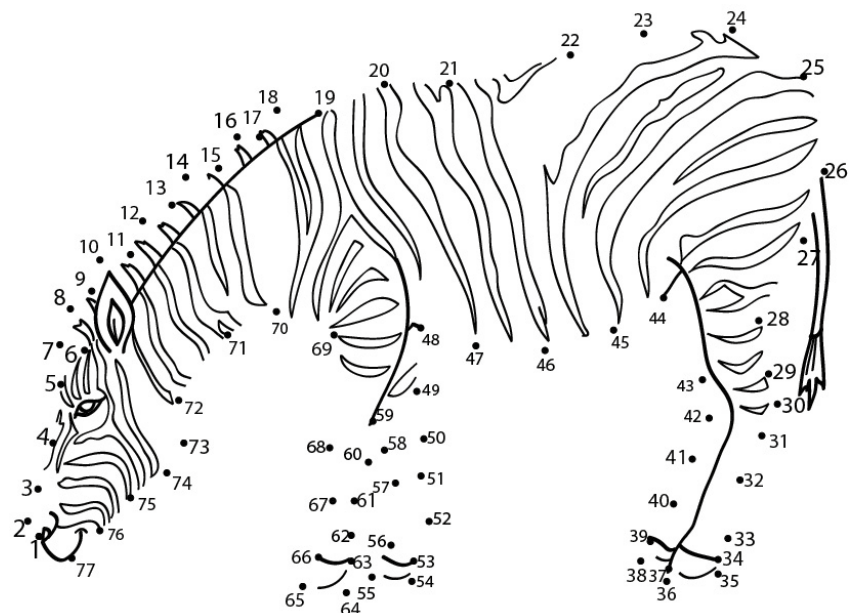
Mais dans les lieux de pouvoir, on estime que, étant donné la vitesse à laquelle progresse la biologie de synthèse et son caractère international, il est déjà trop tard pour imposer un moratoire.

Pourtant les préconisations de Catherine Bourgain de Sciences Citoyennes vont dans le même sens d'« un moratoire sur cette recherche pour permettre un débat largement ouvert sur les bénéfices / risques et les règles à mettre en place ». En effet, « il est essentiel que la régulation ne soit pas laissée aux seules bonnes pratiques des académiques et des entreprises impliquées ».

On ne voit pas en effet quelle autre mesure qu'un moratoire préalable sur la recherche — et a fortiori sur la libération de telles machines biologiques dans l'environnement —, peut être exigée, pour procéder à un débat serein et démocratique sur la question, qui soit autre chose qu'une farce. Et avant de faire courir à l'humanité et au vivant des risques encore inédits.

Si les Etats alliés avec les multinationales et les chercheurs technoscientistes refusent un tel moratoire, il incombe alors à la société civile de l'imposer par le rapport de force. Et le plus rapidement possible.

Guillaume Gamblin ■



▲ Vous aussi créez de la vie !

## Vers des humains de synthèse ?

Autre interrogation liée au développement de cette technologie : « cette étape majeure de la biologie synthétique nous rapproche à grand pas du moment où se posera, en des termes concrets, la question fondamentale du « post-humain » : celle de la modification dirigée du génome de l'espèce humaine. Non plus pour y corriger le pathologique, mais bel et bien pour « améliorer » l'existant », estime Jean-Yves Nau. Crainte partagée par Pièces et Main d'œuvre qui pointe le pouvoir aux USA notamment du lobby « transhumaniste » appelant à dépasser l'humain par la technologie, avec une inégalité évidente entre les riches et les pauvres, « chimpanzés du futur »...

# COURRIER

## ACCORD MASCULIN/FÉMININ

Étant militante depuis les années 1960 de la lutte féministe et lectrice de longue date de Silence, je pense être autorisée à vous exprimer mon agacement vis-à-vis de votre façon d'accorder au masculin-féminin les articles, adjectifs et participes passés. Celui-ci a atteint son comble à la lecture de la page 11 du n°411, dont voici deux extraits : "... différence de pouvoir entre "Blanc-he-s" et "non-Blanc-he-s" et des avantages relatifs que les "Blanc-he-s" ont pris..." et "...Ils/elles sont vu-e-s comme des Blanc-he-s par les non-Blanc-he-s"...". Sans doute ai-je perdu la souplesse intellectuelle de la jeunesse, mais je trouve que cela perturbe le fil de la lecture, alourdit un texte par ailleurs pertinent et nuit en fait à la cause. Je sais que la règle du masculin l'emportant sur le féminin est un des nombreux signes patriarcaux de notre culture, mais c'est une convention connue de tous et qui a l'avantage d'être simple (le masculin ne modifie pas l'adjectif). Point n'est besoin de votre artifice d'écriture et, d'ailleurs, dites-vous tout ça, à l'oral ?

Enfin, si vous y tenez vraiment, je préférerais que vous écriviez Blancs-Blanches, au lieu de Blanc-he-s. Ce serait un moindre mal !

**Martine Cattenot**  
Rhône

**Silence : nous avons longuement débattu du sujet dans la revue. Nous avons décidé que chacunE des auteur.e.s choisi la présentation qu'il/elle préfère.**

## LA RADIO NUMÉRIQUE, GRAND PROJET INUTILE

Vous avez fait récemment un appel à vos lecteurs pour dresser une liste la plus exhaustive possible des Grands Projets Inutiles. Si le respect de la biosphère n'est pas enfermé dans un dossier parmi d'autres qu'on appelle « écologie », mais un souci transversal qui irrigue toute réflexion politique basée sur la défense de notre survie, il faut ajouter la radio numérique aux projets consommant beaucoup d'espace naturel et de béton. Selon moi, ce projet, pour l'instant très discret, doit également être rejeté pour ce qu'il est apparu dans un débat qui a déjà été ouvert en 2008 : un Grand Projet Inutile, comme la LGV Poitiers-Limoges ou l'aéroport de NDDL, une gigantesque opération d'obsolescence programmée de tous les récepteurs actuellement en fonction, donc l'effectif, quand on y réfléchit, est vertigineux, au bénéfice des fabricants de matériel.

Dans un article publié le 30 décembre 2008, le journal *Aujourd'hui en France* nous donnait quelques indications tout à fait intéressantes. Bien sûr, on fait miroiter une amélioration de la qualité des transmissions, mais ne sera-t-elle pas infime quand on entend le son actuel de la FM ? Il y aura aussi beaucoup plus de stations, discours tenu à chaque évolution technique, mais cela n'implique absolument pas une amélioration des contenus. Par contre le matériel sera beaucoup plus coûteux. Le journal parle de récepteurs à 60€ minimum, et de l'impossibilité pour de nombreuses petites radios associatives de se rééquiper en émetteurs. (...)

Sur le plan des ressources naturelles, cette entreprise ne peut que relancer l'extractivisme contre quoi nous militons, l'électronique exigeant pour sa fabrication de plus en plus nombreuses terres rares en quantités exponentiellement croissantes, et donc la destruction de biotopes recouvrant les gisements qu'il faudra mettre en exploitation. (...)

Amicalement,  
**Jean Monestier**  
Pyrénées-Orientales

## RATIONNEMENT ET ALLOCATIONS FAMILIALES

je relève dans l'article de M. Maillabouis (Silence n°411) sur le rationnement une contradiction pénible et déplaisante. Le principe des quotas de consommation y est, à juste titre, condamné car obéissant à la logique du modèle libéral permettant « aux plus riches et aux plus inconscients de gaspiller en toute impunité », mais les propos tenus par Yves Cochet au sujet de la diminution des allocations familiales à partir du troisième enfant sont qualifiés d'« anodins et pour le moins sensés ». M. Maillabouis ignore peut-être que les allocations familiales représentent un soutien précieux et socialement juste,

surtout pour les ménages les plus modestes (cela va de soi). Autrement dit, si une telle mesure était appliquée, les pauvres en souffriraient (matériellement ou moralement) tandis que les riches pourraient continuer à faire des enfants « en toute impunité » : les lois iniques du pire système libéral seraient ainsi satisfaites. J'ajouterais, en tant que père (inconscient ?) de trois enfants, qu'il n'est pas certain que l'empreinte écologique des cinq membres de notre famille soit supérieure à celle du député Cochet à lui tout seul...

**Michel Poulard**  
Côtes-d'Armor

## AVION OU VÉLO ?

Concernant les "reportages sans avion" (Silence n°411, p.2), je demanderais un débat complet sur l'avion : nuisances totales, bénéfiques totales, relativement au vélo et à la voiture.

J'ai commencé un calcul : coûts de fabrication (y compris énergie), de maintenance et de consommation, coûts de remise en état écologiques, accidents, vies humaines enlevées - et sauvées - etc.

C'est compliqué, mais :  
a) L'avion, mis à part l'obsession de vitesse et les déplacements inutiles qu'il induit, mais cela s'applique aussi à la voiture (par exemple. vacances courtes au loin, transports de pièces usinées en Chine) à vil prix (low cost = bas salaires) = trois raisons suffisantes pour le combattre - sans parler de la folie locale de ND des Landes où je manifeste régulièrement, l'avion consomme relativement peu, eh oui ! j'ai été le premier étonné de le découvrir : un Airbus annonce 3 litres au 100 km par passager ! Propagande ? Non, car un calcul simple le confirme : 40 tonnes de kérosène (= 50.000 litres) pour 300 passagers sur 5000 km, ça fait 1,5 million de km parcourus = 3,3 litres aux 100 km (par passager) ; idem pour un B747, 80 tonnes de kérosène pour 500 passagers sur 7000 km = 3 litres ! (ce calcul n'est qu'un élément parmi d'autres, il est loin de devoir amener une quelconque conclusion ; il faut intégrer d'autres paramètres pour ou contre chaque moyen de transport, par exemple : avion = pas de routes à construire à travers la forêt primaire, peu d'accidents, mais aussi tous les autres inconvénients à "lister")  
b) le vélo, par rapport aux km parcourus, est loin d'être neutre ! (il est fait d'aluminium, très énergivore) pour un kilométrage

très faible, même si on s'en sert beaucoup (30 km/jour en moyenne ? (soit 10.000 km/an) c'est énorme ! la moyenne toutes populations et usages confondus - vieux, femmes, enfants, bagages, pluie, montagne etc..) restera bien inférieure ! Certes une moyenne n'est pas un chiffre absolu mais elle a son utilité pour comparer...

c) évidemment cela ne remet pas en question le combat contre la folie évidente des transports inutiles ; il s'agit juste, quand il en faut vraiment, de choisir le moins mauvais sur de vrais chiffres globaux (dans le même ordre d'idées, on dit que la voiture tue, or le cheval tuait - et tue encore - 100 fois plus au km parcouru !).

Par ailleurs, bravo à la "Tribune libre" d'Alain Gaudin sur le mariage catholique (p.22 du n° 411 d'avril) et ses dangers ; hilarant, et tellement bien vu !

Bravo à Silence en général, un général quasi absolu lui.

**Nico**  
Nantes

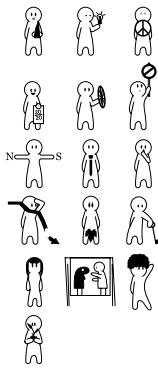
**Silence : pour la réelle consommation des avions, relire le premier dossier sur Notre-Dame-des-Landes (n°369) où il y avait l'explication sur le faux chiffre des 3 litres au 100 km avancé par les constructeurs : les avions sont rarement pleins (70 % selon Aéroport de Paris, 80 % aux États-Unis) les voitures encore moins (1,2 personne en moyenne), par contre les vélos, oui. Les avions consomment plus que les autres modes de transports collectifs (trains et cars). Et comparer les 10 kg d'aluminium d'un vélo avec les 360 000 kg d'un airbus A380 à vide est pour le moins bizarre.**







▲ Gaëlle BEURRIER



▲ Lucie CADOT



▲ Coralie CHAFFANJON



▲ Quentin DEGRANGE



# Nouvelle maquette

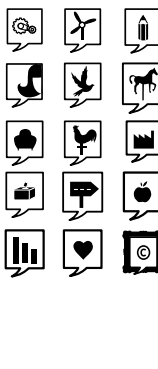
En septembre, nous allons changer de maquette. C'est le résultat d'un long processus.

**P**OUR DÉBATTRE DU CHOIX DES COUVERTURES ET ÉVENTUELLEMENT D'ILLUSTRATIONS dans la revue, depuis 2011, nous avons mis en place un comité "image" où l'on retrouve cinq bénévoles dont le maquettiste et deux photographes. Une des deux photographes connaît Céline Buisson, qui exerce au Lycée professionnel du Premier film, à Lyon, et enseigne dans le cadre d'un bac pro "métiers d'art : communication visuelle plurimédias".

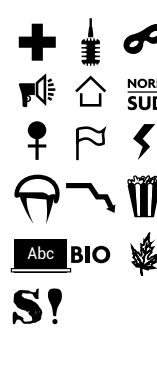
A l'automne 2012, nous sommes allés présenter la revue actuelle à une classe de 14 élèves : contenu, choix politiques et éthiques, contraintes de budget, choix de maquette... Les élèves ont ensuite travaillé sur un projet de maquette pour certaines pages de la revue. 11 projets nous ont été restitués début avril 2013 parmi lesquels le comité image, puis le conseil d'administration, puis l'assemblée générale, ont fait leur choix afin que Damien Bouveret, notre maquettiste, puisse ensuite décliner ces choix à l'ensemble des pages. Parmi nos demandes, il y avait la couverture et les pictos (petits dessins) qui accompagnent la page agenda. Voici les propositions qui nous ont été faites... et en septembre, vous verrez ce que l'on en a fait ! ■



▲ Clémence FRAISSE



▲ Jade IMPEDOVO



▲ Sagio LUBANZADIO



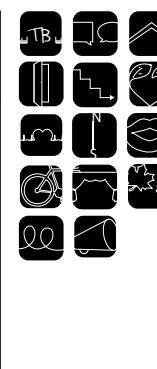
▲ Amelia MAMBOLE



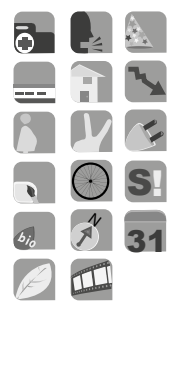
▲ Morgan MARIN



▲ Coraline SAUNIER



▲ Clément STOYANOV



## RÉFLEXIONS SUR LE RACISME

Blanc, mâle et élevé en chrétien dans la communauté noire d'une ville moyenne extrêmement "ségréguée" aux Etats-Unis par des parents engagés pour que les différentes ethnies vivent ensemble, j'ai vécu le racisme Blanc-Noir et Noir-Blanc de très près, avec passage à tabac (par des Noirs, par des Blancs qui n'aimaient pas les Blancs qui fréquentaient les Noirs, lors des émeutes...), et, quand je suis devenu enseignant, j'ai été confronté à des armes blanches avec des élèves dans un lycée à 60 % de minorités, ainsi qu'aux commentaires racistes désespérants de certains collègues blancs. (...)

Contrairement à ce qu'a affirmé un article (du dossier "Déraciner le racisme", *Silence* n°411), le racisme n'est pas toujours question de se croire supérieur à une autre ethnie. Le racisme peut aussi être seulement un prétexte pour dominer sans mauvaise conscience... ou dû à une peur de la différence, basée sur des idées reçues véhiculées par son milieu ou les médias (bref, à l'ignorance), dû aux expériences négatives vécues et généralisées ensuite, dû à une envie de se considérer supérieur sans vraiment y croire, dû à la recherche d'un responsable pour des problèmes récurrents et difficiles à résoudre, ou/et dû à une intolérance des habitudes culturelles d'autrui qui dérangent les valeurs, les coutumes, ou la vie quotidienne d'un individu.

Il est à remarquer qu'une fois installé, le racisme génère le plus souvent un réflexe d'évitement de l'autre groupe, ce qui fait que quasiment les seules expériences ensuite avec l'autre groupe sont *subies* au lieu d'être *choisies*. (...)

Par ailleurs, chaque être humain est intolérant à certains comportements. Quasiment toute personne ayant vécu avec une autre admettra que nous n'avons pas tous les mêmes critères de propreté, de soin apporté aux possessions, de bruit, d'ordre, de politesse, de chaleur humaine, d'écoute, de liberté corporelle, de non-violence, d'inhibition pour exprimer son mécontentement, de respect... La supposition que ses propres habitudes, croyances ou valeurs sont forcément les bonnes est un fléau qui empoisonne l'existence de l'humanité depuis le début.

Etre contre le racisme ne doit pas devenir un prétexte pour étiqueter comme "raciste" toute personne qui critique des comportements ou des croyances qu'elle considère "anti-sociaux". Derrière des jugements comme "raciste" ou "antisocial", il y a des divergences qui ont besoin de s'exprimer. Culpabiliser ceux qui les utilisent supprime tout dialogue social sur le "vivre ensemble" et amène des gens à dire que "puisque mes besoins ne sont pas pris en compte, je n'ai plus qu'à m'opposer à ce groupe dont les critères sont si différents des miens." (...)

Il y a au moins trois sortes d'action, en plus de la législation, qui peuvent être efficaces pour lutter contre le racisme :

- 1- une formation au dialogue non-violent et sans jugement avec multiplication des conférences, débats et rencontres pour parler des expériences et les comportements mal vécus des uns et des autres afin de mieux se comprendre ;
- 2- le développement des lieux et des rencontres interculturels basé sur le partage d'expériences positives : musique, gastronomie, danse, théâtre, jeux, etc., qui permettent de dépasser les idées reçues, des expériences négatives et des peurs. (...);
- 3- dans toute relation, un effort quotidien d'écoute et d'échange sur les problèmes d'incompatibilité entre les comportements et attitudes par rapport à ce défi permanent de vivre ensemble.

Dans l'établissement où je travaille, nous sommes 84 nationalités et nous sommes nombreux à faire ces actions régulièrement avec conférences, débats, semaine contre les discriminations, soirées interculturelles, et discussions en cours.

**Gregg West**

Isère

## MIRANDE, Cittaslow

(...) Je connais bien Mirande (j'habite à 7 km), et la ville a pris le label avant tout pour attirer le tourisme.

Mirande, qui est la première ville de France à interdire un crieur public sur son marché (un PV est en cours).

Mirande, qui ne donne pas de subvention à l'association A.tseterra, café associatif, ateliers culturels, soirées citoyennes (aucune visite de la mairie en deux ans).

Mirande, qui ne participe pas à une soirée-débat autour du thème "Et s'il n'y avait plus de supermarché à Mirande ?" avec projection d'un documentaire micro-trottoir. (La suppression des supermarchés est l'un des 70 points de la charte Cittaslow.)

En effet, comme vous le dites (n°412, p.8) le label à Mirande n'est en aucun cas participatif, c'est l'envie d'une personne, le maire. (...)

**Olivier Claeys**

Gers

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net).



## Nous avons également reçu...

1/2

■ **Gaz de schiste, de la catastrophe écologique au mirage énergétique**, *Marine Jobert et François Veillerette*, éd. Actes Sud/coll. Babel, 2013, 222 p. 7,70 €. Réédition en poche du livre de 2011 qui rappelle les dangers de l'exploitation du gaz de schiste et son inefficacité sur le plan énergétique.

■ **Les algues au naturel**, *Kyoko Onishi, Marie Calmon, Olivier Picard*, éd. Alternatives, 2013, 110 p. 13,50 €. Longtemps considérées comme un aliment pour les pauvres, les algues présentent pourtant bien des bienfaits. Ce livre explique comment les ramasser, comment les conserver et comment les utiliser (46 recettes bien illustrées).

■ **Croissance et écologie**, *Alban Vétillard*, éd. Sang de la Terre, 2013, 226 p. 14 €. Dans une première partie, l'auteur rappelle les raisons de ne pas continuer sur la voie de la croissance, dans la deuxième, l'échec prévisible du "capitalisme vert", dans une troisième, les bons choix que propose la décroissance. L'auteur aborde alors des réflexions intéressantes : des initiatives locales de décroissance dans une société de croissance sont-elles significatives ? Comment peut-on prévoir ce que seraient les conséquences d'un choix collectif de décroissance ? Il propose que cesse l'opposition entre écologie par le bas (libertaire, alternative) et par le haut (réformiste, étatiste) car l'une sans l'autre ne peut fonctionner. Mais en cherchant à mettre tout le monde sous la même bannière (Latouche, Ariès, de gauche, Alain de Benoist, d'extrême-droite ou Jancovici, financé par Areva), on arrive à une certaine confusion de la pensée.

■ **Dans la ville des veuves intrépides**, *James Cañon*, Belfond, 2008, 476 p., 7,60 €. Au cœur de la forêt colombienne et des violences de la guerre civile, le village de Mariquita est vidé d'un coup de tous ses hommes... comment s'organiser la vie de la communauté dans ces conditions ? Un roman qui mêle réalisme, fantastique, humour, politique et mœurs dans une fresque où les femmes ont le premier rôle.

■ **Dignas, Témoignages de femmes défenseuses des droits humains au Mexique**, *Brigades de Paix Internationales (PBI)*, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris), 2013, 70 p., 15 € port inclus. Dans un format carré, 18 portraits photographiques couleur accompagnés de témoignages de femmes impliquées de manière variée dans la défense des droits au Mexique.

■ **Anselme Bellegarrigue, le premier des libertaires**, *Michel Perraudeau*, Les Editions Libertaires, 2012, 292 p., 15 €. Cette première biographie d'un penseur libertaire méconnu du 19e siècle, individualiste et non-violent avant l'heure, est si méticuleusement détaillée qu'on voit difficilement qui elle peut intéresser à part les historiens de l'anarchisme. Laborieux.

■ **L'art français de la guerre**, *Alexis Jenni*, éd. Folio, 2013, 784 p. 7,60 €. Le livre alterne le récit de la vie d'un militaire qui a fait vingt ans de guerre (résistance, Indochine, Algérie) et des réflexions sur la société contemporaine, avec comme toile de fond qu'au fil des conflits, l'Etat français cherche à être de plus en plus ferme... ce qui conduit chaque fois à l'échec. Le prix Goncourt 2011, Alexis Jenni a toutefois un style d'écriture déroutant, avec de larges digressions qui rendent confuse une pensée qui ici dénonce le maintien de notre esprit colonial (contrôle au faciès, descente de flics dans les banlieues...). On appréciera plus sa description de l'art de la peinture qui sauve le militaire et le narrateur.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



## La maison de paille de Lausanne

Collectif Straw d'la bale  
Ed. de la lenteur  
2013 - 210 p. - 12 €

Des personnes fréquentant les squats de Lausanne, en Suisse, décident de construire une maison sans autorisations à base de matériaux de récupération, dans un parc public

de la ville. Après avoir collecté des infos, visité des réalisations diverses, accumulé du matériel, ils optent pour une maison sur pilotis, en ballots de paille. Le 24 juin 2007, le chantier démarre. Il dure une semaine. Les journalistes s'enthousiasment. La commune dirigée par l'écologiste Daniel Brélaz ordonne la démolition de l'habitation. Mais des gens de métier reconnaissent la qualité de la construction et trouvent que la démonstration est intéressante. Le débat politique prend son envol : autonomie ou écologie de bureau ? laxisme de la gauche ou expérimentation sociale... Jusqu'au 21 décembre où les deux habitants doivent quitter la maison victime d'un incendie. Le livre rappelle l'ensemble des débats soulevés de manière fort intéressante. Permis de vivre contre permis de construire. MB.

## Petit traité de résilience à l'usage des surmenés

**Vous avez dit burn-out ?**

Philippe Maire  
Éditions Jouvence  
2012 - 158 p. - 7,7 €

Dans ce livre, Philippe Maire essaie de démontrer que nous aurions notre part de responsabilité dans la déclaration

de la maladie du burn-out et ce qui nous donnerait ainsi l'opportunité de réviser nos attentes personnelles en nous signalant qu'il est temps d'accepter l'ordre des choses. Son argument est le suivant : "J'émetts l'hypothèse que les personnes qui présentent une intelligence émotionnelle réduite - c'est-à-dire [qui possèdent] une conscience élevée de leurs émotions et une bonne capacité à les exprimer - et/ou qui ont facilement tendance à tenir les autres responsables de ce qui leur arrive présentent un risque plus élevé de faire un burn-out". En clair, écoutons-nous davantage. La lecture est facilitée par une mise en page aérée, riche de nombreux pictogrammes, photos et autres « mémo », surlignant symboliquement pour nous ce qu'il convient de retenir. La plupart des exemples relevés dans le monde du travail sont pris chez le personnel de santé, puisque c'est la profession la plus touchée. C'est un livre préventif. PM.

## Changeons d'énergies : transition, mode d'emploi

Thierry Salomon & Marc Jedliczka  
Ed. Actes Sud/Colibris  
2013 - 112 p. - 10 €

Deux spécialistes de la question énergétique et de la sortie du nucléaire nous exposent leurs expertises et pratiques à mettre en œuvre pour une transition en douceur.

Entamé avec humour, leur scénario n'en reste pas moins d'une précision et d'une pédagogie à toute épreuve.

Quelques soient vos attentes en terme de délais de mise en place d'une nouvelle politique énergétique, vous piocherez dans cet ouvrage de nombreuses idées et informations qui vous permettront de mieux saisir les enjeux et les solutions. JP.

## La révolution énergétique, une chance pour sortir de la crise

Denis Baupin  
Ed. Les Petits matins  
2013 - 158 p. - 5 €

Le choix actuel est entre, amplifier sans cesse la guerre de l'énergie pour s'approprier le pétrole, l'uranium et autres sources fossiles, ou une gestion sereine en s'appuyant d'abord sur la sobriété et l'efficacité. Rappelant les enjeux liés au climat et les risques du nucléaire, Denis Baupin, vice-président de l'Assemblée nationale, propose de ne pas oublier que la meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas. Rappelant que la capitale a connu jusqu'à 122 lignes de tramway, il propose de privilégier les transports collectifs, de relocaliser les activités pour diminuer les besoins de mobilité, d'isoler les bâtiments, de travailler à un internet moins gourmand... Il demande que cesse le sabotage, en France, des énergies renouvelables, que la recherche aille vers des produits de longue durée, que l'on intègre tous les coûts dans le prix de l'énergie et que soient couplés les choix énergétiques et la recherche d'emplois et de justice sociale. L'avenir est au robuste et au renouvelable. Clair et concis. MB.

## Le manuel du plancton

Pierre Mollo et Anne Noury  
Ed. Charles Léopold Mayer  
2013 - 210 p. - 25 €

Au début de la chaîne alimentaire, il y a le plancton qui flotte à la surface des eaux. Ce livre pourrait n'être qu'une simple description biologique des quelques 6000 espèces qui vivent en mer et des 14 000 qui



vivent en eau douce. C'est beaucoup plus ! Avec une grande capacité de vulgarisation, les auteurs nous montrent les conséquences de la bonne santé ou non des différentes familles de plancton. Ainsi, le plancton assure près des deux tiers de la production d'oxygène de la planète (loin devant la forêt). Le déséquilibre entre les espèces où l'une se met à proliférer au détriment des autres (que les spécialistes appellent un bloom), permet de détecter les pollutions : si la mer devient phosphorescente, c'est l'annonce d'une contamination pour les parcs à huîtres. Et si, pour le moment, le plancton est un formidable assimilateur du CO2 (pour faire ses coquilles), cela pourrait ne pas durer : on pourrait avoir un déséquilibre géant sur l'ensemble des océans, ce qui se produit déjà localement dans les eaux froides. Excellente démonstration d'écologie. MB.

## Zomia ou l'art de ne pas être gouverné

James C. Scott  
Ed. Seuil  
2013 - 530 p. - 27 €

Vaste zone montagneuse aux confins de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, la Zomia a constitué pendant 2000 ans un refuge où d'innombrables populations se sont mises hors d'atteinte des États en expansion. Dans ce livre qui fera date, dense mais de lecture aisée, l'anthropologue James C. Scott analyse les modes de vie des populations de la Zomia et leur impressionnante plasticité sociale et ethnique comme produits d'une volonté politique "statofuge" : se soustraire à l'emprise des États. Il déconstruit l'idée que les "populations tribales" des collines, pratiquant chasse, cueillette et agriculture itinérante, seraient des "peuples primitifs" historiquement antérieurs aux "civilisés" riziculteurs des plaines ; il montre que l'opposition "civilisé/primitif" recouvre en fait l'opposition "assujetti / non assujetti" à l'État.

Voilà une analyse passionnante et un décentrage ethnologique riches en leçons pour l'écologie politique occidentale. XR.

## Vivre en yourte : un choix de liberté Hymne à la sobriété heureuse

Sylvie Barbe  
Ed. Yves Michel - Coll. Société Civile  
2013 - 302 p. - 20 €

Sylvie Barbe nous livre sa vie, ses combats et ses espoirs dans un témoignage des plus forts. Sans se départir de son écriture poétique, elle nous fait partager des expériences de vie des plus intimes, son couple et ses enfants, tout en découvrant un chemin guidé par la sobriété et une vie simple. Une yourte, de la créativité, de l'amour et une volonté de fer tels sont les ingrédients que nous propose Sylvie pour réduire nos besoins et nos impacts.





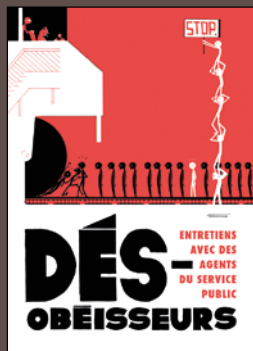
## Les Désobéisseurs

entretiens avec des agents du service public

Collectif

Ed. Vide Cocagne (Nantes)

2013 - 96 p. - 15 €



La notion de service public est sans cesse remise en cause au nom de la recherche d'une éventuelle "productivité". Cela remonte à loin puisqu'à l'ONF, les débuts de ce recul social datent de 1965. Huit dessinateurs présentent les témoignages de huit personnes qui au sein de l'éducation nationale, de Pôle emploi, de la SNCF, d'EDF, de l'ONF, de La Poste, en hôpital psychiatrique et dans le domaine des travailleurs sociaux, sont entrés en résistance et en ont assumé les conséquences (jusqu'à la radiation). Si le dessin n'est pas toujours de très bonne qualité, sur le plan politique c'est parfait pour montrer comment l'Etat redistributeur a complètement succombé à la fièvre libérale. Une lutte de l'intérieur qui mérite la plus grande publicité. MB.

De combats judiciaires en dénonciations calomnieuses de voisins, elle aura su batailler ferme pour tenir le cap qu'elle s'était fixé. Malgré la mort tragique de sa fille.

Ce livre est plus qu'une simple approche de la vie sous une yourte. N'y attendez pas des conseils pratiques et techniques. C'est de l'esprit d'une nomade avide de liberté dont il y est question. La yourte n'en étant qu'un des fondamentaux indispensables. JP.

### B. D.

#### En chemin, elle rencontre...

Collectif

Ed. Des Ronds dans l'O

2013 - 84 p. - 18,80 €



Dans ce troisième et malheureusement dernier volume, de nouvelles histoires se penchent sur le sexisme dans le langage, dans les jouets, dans l'éducation, le harcèlement dans la rue, à l'école, l'appropriation de l'espace public par les hommes, le plafond de verre, la violence économique dans le couple... le tout accompagné de quelques textes explicatifs. Après les violences conjugales (T1), les droits des femmes (T2), une troisième série tout aussi imposante pour faire réfléchir à la nécessité de toujours lutter pour l'égalité. Ce sont 70 auteurs qui auront participé à cette remarquable initiative, avec la parité dans les tomes 2 et 3 et le soutien d'Amnesty international. A lire et à offrir à ceux et celles qui doutent de la nécessité du féminisme aujourd'hui. MB.

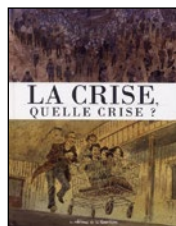
#### La crise, quelle crise ?

Collectif

Ed. de la Gouttière (Amiens)

2013 - 64 p. - 12,70 €

Vous croyez qu'on est en crise économique ? C'est vrai pour beaucoup d'entre nous. Mais il y a des exceptions. Dix-huit auteurs et scénaristes — dont plus de la moitié sont picards — nous proposent ici quelques histoires qui montrent que pour certains ce n'est pas trop difficile. De quoi méditer sur le discours officiel... FV.



### Romans

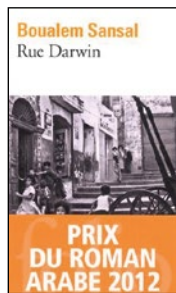
#### Rue Darwin

Boualem Sansal

Ed. Folio

2013 - 304 p. - 6,95 €

La mort de la mère de Yazid est l'occasion pour le narrateur de revenir sur sa double vie. D'une part, il a été adopté jeune par l'héritier d'un empire qui règne du Maroc à la Lybie et qui se réfugie en France après l'indépendance de l'Algérie ; d'autre part, il a vécu avec sa mère qui s'est enfuie pour éviter ce monde, dans le quartier de Belcourt, rue Darwin, à Alger. Levant peu à peu le voile sur ces deux histoires qui s'entrecroisent, l'auteur en profite pour narrer l'évolution sociale de l'Algérie depuis les années 1950 à aujourd'hui. Il dénonce ainsi la corruption du régime, la montée de l'intégrisme religieux,



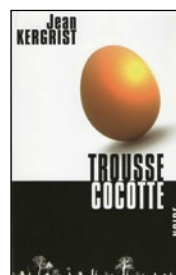
la soumission du plus grand nombre, et la pauvreté générale. C'est un peu déstabilisant au début de l'ouvrage car le lecteur doit jongler entre différentes périodes, mais cela se clarifie progressivement, comme lorsque l'on retrouve la mémoire. Et c'est finalement entraînant, dans un style lyrique et rageur. MB.

#### Trousse cocotte

Jean Kergrist

Ed. Des Ragosses

2013 - 204 p. - 11 €



Jean Kergrist est un homme à tout faire. Du cirque avec son personnage du clown atomique jusqu'à l'écriture de romans (dont un porté à l'écran pour France 3), il nous prend par la main pour, sous couvert de jeux de mots et d'humour égrenés à chaque page, dénoncer encore et toujours les folies de notre monde.

Dans ce roman, il traite de la Bretagne et... des élevages intensifs. Si le sujet peut paraître banal il n'en va pas de même du style déployé par l'auteur. Et c'est avec ravissement que l'on parcourt les lignes de « Trousse cocotte » qui nous invitent à suivre les chemins escarpés de la Bretagne et les anecdotes fumantes d'un quotidien chargé d'histoire.

Ça dézingue verbalement à tout va et ça fait du bien ! JP.

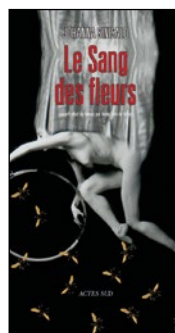
#### Le sang des fleurs

Johanna Sinisalo

Traduction Anne Colin du Terrail

Ed. Actes Sud

2013 - 288 p. - 22,50 €



En 2025, les abeilles ont presque disparu de l'Amérique du Nord y provoquant une crise alimentaire grave. En Finlande, Orvo, le narrateur, constate la disparition d'un essaim dans ses ruches. Son fils tient un blog sur internet en faveur de la libération animale. En alternant contenu du blog et histoire d'Orvo, l'auteur nous fait découvrir les enjeux de ce que pourrait être la disparition des abeilles et le débat sur le droit des animaux. Cela s'accompagne

d'un côté fantastique, les abeilles ayant le pouvoir de nous faire passer dans d'autres mondes... La lecture du roman est aisée, avec un certain suspens lié à un drame familial que l'on ne comprend que progressivement. Il y a une certaine poésie dans l'ensemble même si on regrettera que le ton général indique que l'on ne peut rien faire pour empêcher cette évolution néfaste. FV.

## Jeunesse

### Nouveaux contes nature de la Petite Salamandre

Pascale Hédelin

Ed. Petite Plume & La Petite Salamandre  
2013 - 94 p. - 14 €



Ce recueil est constitué de quatorze courtes histoires se promenant au bord d'une rivière, dans un terrier ou sur le sommet des arbres à la rencontre de la faune locale et diversifiée.

Chaque conte met en valeur une espèce et son biotope avec un humour léger et bien placé.

Nous partons dans le monde imaginaire d'une certaine réalité quand il s'agit de découvrir les rapports intra ou interspécifiques et la description d'un milieu de vie.

Le livre est richement illustré par six dessinateurs de talents qui complètent de leur art graphique cette promenade bucolique. JP.

## Musique

### Case par case Stratégie de paix

Autoproduction

2012 - 14 titres - 60 mn

Téléchargement gratuit sur

[www.strategiepaix.fr](http://www.strategiepaix.fr)

Stratégie de Paix, ce sont deux frères et un ami dont les principaux intérêts sont le rap et le militantisme conscient

inhérent à ce style musical. Ils ont joué gracieusement pour le Man et au festival contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, où ils ont donné un concert fort en mots

et en rythmes.

Leurs textes traitent de pacifisme, de protection de l'environnement et de leur attachement au rap. Cette musique qui avant d'être dénaturée par les multinationales du disque et dénoncée par les mêmes comme violente et insultante, représentait la forme la plus simple d'exprimer les douleurs du quotidien dans les quartiers pauvres.

Aujourd'hui, quelques groupes, dont Stratégie de Paix, contribuent à redonner ses lettres de noblesse au rap. Et ça fait du bien ! JP.



## Films



### Les invisibles de Belo Monte

François-Xavier Pelletier, Catherine Lacroix-Pelletier, Magnolia de Oliveira  
[apocalypsexingu.canalblog.com](http://apocalypsexingu.canalblog.com)

En Amazonie brésilienne, la construction du gigantesque barrage hydroélectrique de Belo Monte a commencé. Ce film a été mené à terme malgré l'hostilité de l'entreprise Norte Energia, chargée de la construction du barrage, et de la police fédérale. Beau et troublant à la fois, il alterne des images de rêve et d'autres apocalyptiques. Les invisibles, ce sont les ribeirinhos (habitants du fleuve), la plupart pêcheurs ou petits agriculteurs, qui vont être chassés de leurs terres, et dont personne ne parle. 40 000 familles vont être contraintes d'abandonner leur territoire, et 800 000 hectares de forêt primaire et de rivière vont être détruits. Des trésors archéologiques seront enfouis sans même avoir été étudiés. Au-delà de la médiatisation de Raoni, « il faut arrêter de dire que l'Amazonie est peuplée uniquement d'Indiens ». La réalité est que les ribeirinhos sont des Indiens, des Blancs, des Noirs, des Métis, vivant depuis des générations des ressources du fleuve et de la forêt. Michel Gutel.

## Jeu

### Itinéraire bis

Elka éditions

(9 rue des Fauvettes,  
93460 Gournay-sur-Marne)  
2013 - 11€

Ce « jeu pour faire baisser son empreinte écologique » n'est pas plus gros qu'un jeu de cartes. Il est particulièrement adapté pour des enfants et des jeunes entre 8 et 14 ans, se joue de 2 à 6 joueurs pour des parties d'environ 30 minutes. Chaque joueur hérite d'une famille (éco-sceptique, locavore, consophage, éco-débrouille...) et le but est de terminer la partie avec la moindre empreinte écologique possible. Pour cela, il faut savoir répondre à des questions sur l'écologie et les comportements écocitoyens. La vitesse et la chance sont aussi mises à contribution. Les questions sont dans un esprit qui échappe aux clichés du développement durable mais vont plutôt dans le sens d'une écologie sociale et décroissante. C'est assez rare pour être signalé. GG



## Nous avons également reçu...

2/2

■ **Le client**, Zidrou et Man, éd. Dargaud, 2013, 56 p. 15 €. A travers une histoire d'amour entre un client et une prostituée, un remarquable scénario pour dénoncer en BD la prostitution légale qui sévit dans les bordels espagnols.

■ **Tous cobayes !** Gilles-Eric Séralini, éd. Champs actuel, 2013, 270 p. 7 €, réédition du livre sorti en 2012, au moment de la publication de l'étude sur les rats nourris aux OGM et devenu pour la plupart cancéreux. Dans cette version poche, l'auteur a complété par une réponse à ses détracteurs, enfonçant le clou sur le sérieux scientifique de ces expérimentations.

■ **Changer d'Europe**, Elisabeth Gauthier, Marie-Christine Vergiat, Louis Weber, éd. du Croquant, 2013, 128 p. 8 €. La critique de la montée de l'Europe libérale est pertinente, mais le livre est vraiment faible lorsqu'il s'agit d'arriver aux propositions. L'ignorance des questions écologistes (épuiement des ressources, climat...) et des pratiques délocalisées font qu'on en reste dans une vision de conquête du pouvoir par le haut qui semble aujourd'hui fort lointaine.

■ **La modernité relationnelle, une autre histoire de France de 1968 à nos jours**, Timothée Duverger, éd. Ere, 2013, 150 p. 15 €. En apparence, la révolution de mai 1968 a échoué. Mais au niveau de la société, cela a été une brèche et une importante source d'évolution. Elle se traduit par de nouvelles préoccupations : l'autogestion avec les coopératives et l'économie solidaire, l'écologie, l'altermondialisme... et un désir de ralentir face à un capitalisme qui mise sur l'accélération perpétuelle. C'est l'émergence d'un mouvement pour la sobriété, la décroissance... Une hypothèse intéressante mais qui mériterait une approche plus poussée.

■ **Liberté, égalité, f..foutaise. De l'individualisme à la convivialité**. Claude Le Guerrannic. Editions Libertaires/Utopia Citée, 2011, 164 p., 12 €. Recueil de textes issus d'articles parus dans *L'Altermondialiste*, abordant les mécanismes de notre société individualiste et de son économie, puis les résistances.

■ **La Marmite Norvégienne : histoire, mode d'emploi, bricolages, recettes**. Mireille Saim-paul, autoédition, 2013, à partir de 5 €, [www.marmite-norvegienne.com](http://www.marmite-norvegienne.com). Sur les divers aspects de cette « caisse à cuire » qui économise au moins 50% de l'énergie nécessaire à la cuisson.

■ **Ma petite maison ronde**. Bolormaa Baasan-suren, éd. Rue du Monde, 2013, 36 p., 16 €. Un album joliment illustré qui accompagne les premiers mois d'un bébé en Mongolie, à travers les steppes et les déplacements liés aux saisons. Une découverte toute en beauté d'un mode de vie différent.

■ **Les innocents coupables, tome 3**, Laurent Galandon et Anior, éd. Bamboo, 2013, 48 p. 13,90 €. Dans ce dernier tome, on retrouve les jeunes adolescents emprisonnés au début du siècle dans un bagne rural. La grande évasion se prépare, non sans mal et va enfin réussir. Chacun reprendra sa liberté.

■ **Bioptimisme, mon épicerie bio !** Claudine Drion et Gérard Piroton, éd. Altamira, 2013, 79 p. Pourquoi les produits bio sont-ils meilleurs pour la santé et la planète ? Quel avenir pour les petites épiceries face aux rayons bio des grandes surfaces ? Peut-on nourrir tout le monde avec le bio ? Ce petit livre, réalisé à partir d'entretiens avec une douzaine d'épiciers bio de la province liégeoise (Belgique), vulgarise efficacement les concepts de base de la production et de la vente bio vues sous l'angle de l'agroécologie.



# Silence, c'est vous aussi

## Devenez relais local

**V**ous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

## Rejoignez un relais local

- > **Aube.**  
Labo univ'X (groupe Silence)  
15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60  
<http://rencontres3.free.fr>
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.**  
Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.** Martine Lionnet  
tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.**  
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.**  
Jean-Marc Pineau, Murette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne  
tél. : 04 99 64 32 44  
cabvalerie@yahoo.fr
- > **Loire-Atlantique.**  
Nicolas Cassagnau  
9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé  
tél. : 09 81 11 15 52  
nicolas.cassagnau@bbox.fr
- > **Paris.** Mireille Oria,  
mireille.oria@wanadoo.fr  
tél. : 01 43 57 20 83
- > **Pays-Bas (La Haye et Delft)**  
silence.paysbas@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.**  
Michel à Saint-Boil  
tél. : 03 85 44 06 40 ;  
Annabelle à Chalon sur Saône  
tél. : 03 85 93 57 54  
silence71@orange.fr

## Devenez Réd'acteur

**S**ilence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net) à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

## Devenez Stand'acteur

**V**otre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si Silence parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand Silence\* (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

\*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !

## Devenez Don'acteur

**S**ilence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus ! Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à Silence à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant de votre don.



### Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements :** Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

**Dépôtaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

**Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :

IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre - Belgique,

98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39

IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

**Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 2<sup>e</sup> trimestre 2013 - **Tirage :** 5250 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret [www.free-pao.fr](http://www.free-pao.fr) - **Dessins :** Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaud, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Belley Tourisme, Bergerie de la Cordière, Michel Bernard, Alexis Bienvenue, Adrian Bolstor, Christine Chaudagne, Marie Clem's, Michèle Constantini, Guillaume de Crop, Culoz Tourisme, Georges David, Federico Francini, Kevin Lamarque, Yo Loo, Place au peuple, Yann Rotru, Siemens - **Et pour ce n° :** Sophie Barral, Rebecca Bilon, Georges David, Annie Gauthier, Michel Gutel, Dominique Lalanne, Pauline Orain, Xavier Rabilloud, Michel Scribe, Eva Thiébaud - **Couverture :** Michel Bernard - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. [www.lanef.com](http://www.lanef.com)



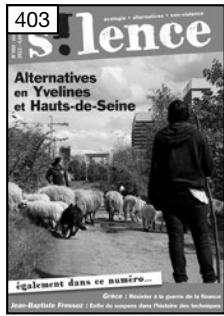
L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. [www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr)



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impression moderne - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilhaud-Granges  
Tél. 04 75 44 54 96 - [www.impression-moderne.fr](http://www.impression-moderne.fr)



# Commandes



## Numéros disponibles

- 383 Vivre en colocation
- 388 Ça marche !
- 390 Internet, l'envers de la toile
- 391 Après la vélorution
- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives
- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réappropriier l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet

- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 413 Résister aux grands projets inutiles

## Numéros régionaux

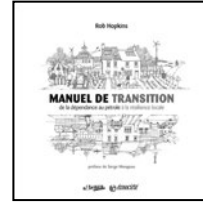
- 359 Seine Saint-Denis
- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

**Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :**

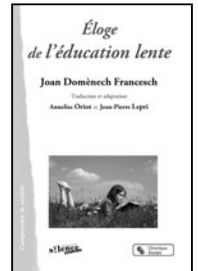
## Livres

**Les 600 dates de l'écologie**  
84 p. - 12 €  
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €  
Autres pays, nous consulter.



**Manuel de transition**  
212 p. - 20 €  
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €  
Autres pays, nous consulter.

**Éloge de l'éducation lente**  
128 p. - 13,50 €  
Frais de port :  
- métropole : 3 €  
- étranger : 4,5 €



Commandes groupées, nous consulter.

## Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

# Je m'abonne à s!lence

### France métropolitaine

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 20 €
- Particulier 1 an 46 €
- Institution 1 an 60 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 74 €
- Groupés par 3 ex\* 1 an 115 €
- Groupés par 5 ex\* 1 an 173 €
- Petit budget 1 an 32 €

### Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 27 €
- Particulier 1 an 55 €
- Institution 1 an 68 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 85 €
- Petit budget 1 an 39 €

**Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédiaire de PayPal.**

Total de votre règlement :

### Vos coordonnées :

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

## AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

### Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### Titulaire du compte

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé
_ _ _ _	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :  545517	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : <b>Silence</b> 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	Date et signature obligatoires :
--	--	----------------------------------

**Important :** joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).





▲ « Notre quotidien déplacé » - Rejane Lhôte – Artiste.  
Installation sur la base d'une collecte de vêtements dans le quartier, avec une couleur thème. Les gens devaient donner un vêtement un peu fêliche et raconter l'histoire de ce vêtement. Des casques étaient placés en bas de l'installation et on pouvait écouter les histoires des gens.



▲ Repas de quartier préparé par Ilyas, un voisin indien.

# Le Coin des Rêves

Quel est donc ce coin de bâtiment, offrant sa façade étroite sur le canal Saint-Denis ?  
Simplement un ancien café, « Au Bon Coin », le long d'un canal industriel ? Le témoin d'une époque photographié par Robert Doisneau ?

Ou alors, plus tard, un petit immeuble de logements insalubres de Seine-Saint-Denis ?

Ce le fut...

Morceau de patrimoine en évolution, son destin change aujourd'hui.

L'atelier d'architecture Ramdam porte le projet de réhabilitation du lieu dans un esprit de développement durable, de réinvention, en relation directe avec les habitants. Avant les travaux, le temps d'un été, l'association LaboRamdam fait tomber la porte murée de la bâtisse pour l'investir et la reconnecter. Voici venu « Le Coin des Rêves » !

Durant l'été 2012, satellite du festival « La Fabrique à Rêves » du 6B (lieu de création à Saint-Denis), ce petit coin chargé d'histoire a muté ; il s'est ouvert à tous, accueillant des événements artistiques et associatifs. Un coin, ça peut aussi être une embrasure...

- [www.facebook.com/coindesreves](http://www.facebook.com/coindesreves)
- LaboRamdam, Au 6B, 6-10, quai de Seine, 93200 Saint-Denis, tel. : 01 44 61 44 24, asso@laboramdam.com
- Photos : Michèle Constantini, m.constantini@free.fr.



► « Les ateliers du vent » - Elise Legrand - Designer  
Atelier de création pour les enfants, d'objets utilisant la force du vent.



► La Teatreria, collectif de théâtre de rue d'origine argentine.



► Une balade urbaine organisée par l'office du tourisme de Saint-Denis fait halte au Coin des Rêves.